

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/201948]

**9 FEVRIER 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon  
apportant diverses modifications aux législations concernant le tourisme**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 6, § 1<sup>er</sup>, VI, alinéa 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup> et 9<sup>o</sup>;

Vu le Code wallon du Tourisme, les articles 8.D, alinéas 2 et 4, 26.D, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 31/4.D, alinéa 2, 34.D, alinéas 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>/1, 5<sup>o</sup>, 2 et 4, 41.D, 42.D, alinéa 1<sup>er</sup>, 46.D, 57.D, alinéa 2, 66.D, 70.D, alinéa 2, 83.D, § 2, alinéas 1<sup>er</sup> et 7, 108.D, alinéas 1<sup>er</sup> et 3, 113.D, 114.D, 130.D, alinéa 1<sup>er</sup>, 134.D, 143.D, 148.D, 149.D, alinéa 1<sup>er</sup>, 161.D, 175.D, alinéa 2, 176.D, 182.D, 199.D, alinéa 1<sup>er</sup>, 201/1.D, § 1<sup>er</sup>, alinéas 2 et 3, 201/4.D, 205.D, 206.D, alinéa 1<sup>er</sup>, 217.D, 222.D, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 228.D, alinéas 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, et 2, 262.D, alinéa 1<sup>er</sup>, 280.D, 288.D, alinéa 2, 300.D, 333.D, 334.D, alinéa 2, 344.D, alinéa 4, 347.D, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, 354.D, alinéa 1<sup>er</sup>, 366.D, 377.D, 379.D, 381.D, 383.D, 387.D, 392.D, 395.D, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 4<sup>o</sup>, 397.D, alinéa 2, 399.D, 400.D, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 3<sup>o</sup>, 401.D, alinéa 2, 402/1.D, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, et § 2, alinéa 3, 414.D, 617.D, 620.D, § 2, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, 626.D, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, et § 3, alinéa 1<sup>er</sup> et 2, 633.D, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, et § 2, 636.D, alinéa 1<sup>er</sup>, 642.D, 644.D, 646.D, alinéa 2, 647.D, alinéa 2 et 649.D;

Vu le décret du 17 décembre 2015 modifiant le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du Gouvernement wallon, le décret du 5 mars 2008 portant constitution de l'Agence wallonne de l'air et du climat et le Code wallon du Logement et de l'Habitat durable;

Vu l'avis du Comité technique des attractions touristiques, donné le 9 mai 2016;

Vu l'avis du Comité technique des organismes touristiques, donné le 10 mai 2016;

Vu l'avis du Comité technique des guides touristiques, donné le 10 mai 2016;

Vu l'avis du Comité technique de l'hôtellerie en plein air, donné le 11 mai 2016;

Vu l'avis du Comité technique des hébergements touristiques du terroir et meublés de vacances, donné le 12 mai 2016;

Vu l'avis du Comité technique des villages de vacance, donné le 13 mai 2016;

Vu l'avis du groupe de travail de l'hôtellerie, donné le 19 mai 2016;

Vu l'avis du Conseil du Tourisme, donné le 10 juin 2016;

Vu l'avis de l'Union des Villes et Communes de Wallonie, donné le 10 juin 2016;

Vu l'avis de l'Association des Provinces wallonnes, donné le 17 juin 2016;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 11 avril 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 avril 2016;

Vu l'avis 60.441/4 du Conseil d'Etat, donné le 21 décembre 2016, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu le rapport du 5 janvier 2017 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Sur la proposition du Ministre du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Modifications du Livre I<sup>er</sup> - De l'organisation du Tourisme*

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 1<sup>er</sup>bis du Code wallon du Tourisme est remplacé par ce qui suit :

« Art. 1<sup>er</sup>/1. Au sens des dispositions réglementaires du présent Code, on entend par :

1<sup>o</sup> abri de camping : l'abri mobile ou l'abri fixe au sens de l'article 1.D, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>;

2<sup>o</sup> bâtiment nouveau : le bâtiment construit en exécution d'un permis d'urbanisme pour lequel une demande a été introduite trois mois après le 1<sup>er</sup> janvier 2005, à l'exclusion des bâtiments existants qui font l'objet de travaux de transformation;

3<sup>o</sup> cahier des normes : l'ensemble des normes techniques de balisage telles que reprises dans l'annexe 29;

4<sup>o</sup> Commissaire général au Tourisme : le fonctionnaire dirigeant du Commissariat général au Tourisme;

5<sup>o</sup> établissement de type A : l'hébergement touristique proposant uniquement le logement et, le cas échéant, le nettoyage des pièces mises à disposition;

6<sup>o</sup> établissement de type B : l'hébergement touristique à l'exclusion des établissements de type A;

7<sup>o</sup> membre du personnel : le stagiaire, l'agent ou la personne engagée par contrat de travail et affectés au cadre fonctionnel du Commissariat général au Tourisme; n'est pas visée la personne bénéficiant d'un contrat de remplacement;

8<sup>o</sup> Ministre : le Membre du Gouvernement wallon qui a le tourisme dans ses attributions;

9<sup>o</sup> partie inondable d'un camping touristique : l'ensemble des zones d'aléa d'inondation très faible, faible, moyen ou élevé telles que reprises à la cartographie de l'aléa d'inondation par débordement de cours d'eau de chaque sous-bassin hydrographique adoptée par le Gouvernement;

10<sup>o</sup> piéton : toute personne qui circule à pied, toute personne à mobilité réduite circulant en fauteuil roulant ainsi que tout vélotouriste ou vététiste de moins de neuf ans;

11<sup>o</sup> vélotouriste : tout cycliste empruntant les routes bétonnées, pavées, goudronnées à revêtement hydrocarbonné ou non indurées, ne nécessitant pas d'aptitudes sportives particulières;

12<sup>o</sup> vététiste : tout cycliste empruntant des terrains accidentés ou irréguliers, nécessitant certaines aptitudes sportives. »

**Art. 2.** Dans l'article 9 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

- a) dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots "Outre les personnes mentionnées à l'article 8.D, alinéa 2," sont abrogés;
- b) dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, au 1<sup>o</sup>, les mots "au Tourisme et le commissaire général" sont insérés entre les mots "commissaire général" et le mot "adjoint";
- c) dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, le 3<sup>o</sup> est remplacé comme suit :  
« 3<sup>o</sup> le directeur général de Wallonie Belgique Tourisme ainsi que ses directeurs; »;
- d) l'article est complété par un alinéa 4 rédigé comme suit :  
« Le comité d'orientation se réunit à l'initiative du directeur général de Wallonie Belgique Tourisme, du Commissaire général au Tourisme ou du délégué du Ministre. »

**Art. 3.** Les articles 21 à 23, 25 et 27 à 30 du même Code sont abrogés.

**Art. 4.** Dans le même Code, sont insérés les articles 34/1 et 34/2 rédigés comme suit :

« Art. 34/1. En cas de demande de reconnaissance introduite après la réforme du paysage des maisons du tourisme telle que validée par le Gouvernement, le Ministre peut déroger au nombre de communes prévu à l'article 34.D, alinéa 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup>.

Art. 34/2. § 1<sup>er</sup>. Tout projet de contrat-programme est déposé auprès du Commissariat général au Tourisme par envoi certifié. Dans les dix jours ouvrables de la réception du contrat-programme, le Commissariat général au Tourisme adresse au demandeur un accusé de réception.

§ 2. En même temps qu'il notifie au demandeur l'accusé de réception visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, le Commissariat général au Tourisme sollicite l'avis de la ou des fédérations provinciales du tourisme concernées et de Wallonie Belgique Tourisme qui disposent d'un délai d'un mois à compter de la réception de la demande pour émettre leur avis. En cas d'absence de notification de l'avis dans le délai fixé, il est passé outre.

En cas d'adaptation du contrat-programme par le Commissariat général au Tourisme suite à l'avis des fédérations provinciales concernées ou de Wallonie Belgique Tourisme, le contrat-programme et lesdits avis sont transmis à la maison du Tourisme et aux collèges communaux. La maison du tourisme transmet son avis, le cas échéant une proposition d'adaptation du contrat-programme, dans les vingt jours qui suivent la réception du document. A défaut, il est passé outre.

§ 3. Le Commissariat général au Tourisme transmet le contrat-programme au Ministre, accompagné le cas échéant des avis visés au paragraphe 2. Le Ministre se prononce sur l'approbation du contrat-programme et notifie sa décision à la maison du tourisme, dans les quatre mois de l'accusé de réception visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, par envoi certifié avec copie aux fédérations provinciales du tourisme concernées ainsi qu'aux communes concernées.

§ 4. En cas de modification du contrat-programme avant son échéance, ce dernier fait l'objet d'une nouvelle approbation selon la procédure prévue au paragraphe 1<sup>er</sup>.

En cas de modifications mineures, la maison du tourisme est dispensée de la procédure prévue à l'alinéa 1<sup>er</sup>. Elle informe le Commissariat général au Tourisme des éléments du contrat-programme qui font l'objet d'une modification.

Le Commissariat général au Tourisme apprécie ce qu'il y a lieu d'entendre par modification mineure. En tous les cas, toute modification qui a un impact sur le montant de la subvention de fonctionnement est considérée comme une modification majeure. »

**Art. 5.** L'article 35 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« En application de l'article 34.D, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>/1, les statuts de l'association sont transmis pour approbation au Ministre par envoi certifié.

Le Ministre approuve ou impute les statuts et notifie sa décision à l'association dans un délai de quarante-cinq jours à dater de leur réception. »

**Art. 6.** L'article 36 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Le bureau d'accueil principal de la maison du tourisme est ouvert au public, au moins mille huit cents heures par an comprenant nécessairement tous les week-ends.

Le Ministre peut autoriser la maison du tourisme à ouvrir un nombre d'heures inférieur à mille huit cents heures par an sans pour autant que celui-ci ne soit inférieur à mille cinq cents heures par an, au regard de l'attractivité touristique de la région et de collaborations existantes sur le territoire. »

**Art. 7.** L'article 37 du même Code est abrogé.

**Art. 8.** Dans l'article 40 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2, est inséré un alinéa rédigé comme suit :

« Ce nombre peut être réduit, exclusivement dans le chef des offices du tourisme et des syndicats d'initiative, moyennant la conclusion d'une convention de collaboration avec la maison du tourisme relevant du même ressort territorial pour autant qu'un service d'accueil soit exercé en commun au sein d'un même bâtiment par les deux structures. Dans ce cas, ce nombre ne peut pas être inférieur à soixante jours par an. »;

2<sup>o</sup> l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit : "Les week-ends de vacances sont les samedis et dimanches des mois de juillet et août et au moins trois week-ends durant les autres périodes de congé scolaire, au choix de l'organisme."

**Art. 9.** Dans l'article 43 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Toute demande de reconnaissance comme organisme touristique est introduite auprès du Commissariat général au Tourisme, par envoi certifié en un seul exemplaire, au moyen du formulaire délivré par le Commissariat général au Tourisme dans un délai de quatre mois qui précède le lancement des activités. »;

b) l'alinéa 2 est complété par un 5<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 5<sup>o</sup> le cas échéant, l'avis des conseils communaux concernés par rapport au projet de statuts et au projet de contrat-programme de la maison du tourisme. »

**Art. 10.** Dans le même Code, il est inséré un article 44 rédigé comme suit :

« Art. 44. § 1<sup>er</sup>. Si la demande est incomplète, le Commissariat général au Tourisme adresse au demandeur, dans les dix jours ouvrables de sa réception, par envoi certifié, un relevé des pièces manquantes, l'informe du temps dont il dispose pour les transmettre et des conséquences en cas de non-respect de ce délai. Les pièces manquantes sont adressées au Commissariat général au Tourisme par envoi certifié.

Dans les dix jours ouvrables de la réception de la demande complète ou des pièces manquantes, le Commissariat général au Tourisme adresse au demandeur un accusé de réception attestant du caractère complet du dossier.

§ 2. En même temps qu'il notifie au demandeur l'accusé de réception visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, le Commissariat général au Tourisme transmet la demande de reconnaissance comme fédération provinciale du tourisme au conseil provincial concerné et à Wallonie Belgique Tourisme. Ceux-ci rendent un avis motivé et le notifient, par envoi certifié, au Commissariat général au Tourisme et au demandeur, dans les trente jours à dater du moment où le dossier leur est transmis. En cas d'absence de notification de l'avis dans le délai fixé, il est passé outre par le Commissariat général au Tourisme.

En même temps qu'il notifie au demandeur l'accusé de réception visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, le Commissariat général au Tourisme transmet la demande de reconnaissance comme maison du tourisme, office du tourisme ou syndicat d'initiative pour avis aux fédérations provinciales du tourisme concernées et à Wallonie Belgique Tourisme. Ceux-ci rendent un avis motivé et le notifient au Commissariat général au Tourisme et au demandeur par envoi certifié dans les trente jours à dater du moment où le dossier leur est transmis. En cas d'absence de notification de l'avis dans le délai fixé, il est passé outre par le Commissariat général au Tourisme.

En cas d'adaptation du contrat-programme de la maison du tourisme par le Commissariat général au Tourisme suite à l'avis des fédérations provinciales concernées ou de Wallonie Belgique Tourisme, le contrat-programme et lesdits avis sont transmis à la maison du tourisme et aux collèges communaux. La maison du tourisme transmet son avis, le cas échéant une proposition d'adaptation de la demande de reconnaissance, dans les vingt jours qui suivent la réception du courrier du Commissariat général au Tourisme. A défaut, il est passé outre.

§ 3. Le Commissariat général au Tourisme transmet au Ministre une proposition de décision sur la demande de reconnaissance. Le Ministre se prononce sur la demande de reconnaissance et notifie sa décision au demandeur, par envoi certifié, dans les quatre mois à dater de l'envoi de l'accusé de réception visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2. Le Commissariat général au Tourisme adresse une copie de la décision de refus ou d'octroi de reconnaissance :

1° en cas de reconnaissance d'une fédération provinciale du tourisme, au conseil provincial concerné;

2° en cas de reconnaissance d'une maison du tourisme, aux fédérations provinciales du tourisme concernées et aux conseils communaux concernés;

3° en cas de reconnaissance d'un office du tourisme ou d'un syndicat d'initiative, à la fédération provinciale du tourisme concernée, à la maison du tourisme concernée et au conseil communal concerné. »

**Art. 11.** Dans le même Code, sont insérés les articles 47 à 49 rédigés comme suit :

« Art. 47. En application de l'article 46.D, le Ministre peut, après un avertissement notifié par envoi certifié par le Commissariat général au Tourisme, prendre une décision de retrait de reconnaissance d'un organisme touristique.

Dès réception de l'avertissement visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'organisme touristique concerné dispose de quinze jours pour transmettre ses observations par envoi certifié au Commissariat général au Tourisme. Il peut, dans le même délai et les mêmes formes, demander à être entendu.

L'audition a lieu soit devant le comité technique des organismes touristiques soit devant un ou plusieurs de ses délégués. Un procès-verbal est établi et une décision motivée est dressée. L'organisme touristique concerné est averti de cette audition au moins huit jours avant la date fixée.

Art 48. Le Commissariat général au Tourisme émet une proposition de décision et transmet le dossier au Ministre qui se prononce dans les trente jours de la réception des observations ou de l'éventuelle audition.

Le Commissariat général au Tourisme notifie, par envoi certifié, la décision. En cas de décision défavorable, celle-ci est transmise par envoi recommandé à la poste avec accusé de réception et y précise les délais et voies de recours. Il adresse une copie de la décision respectivement au conseil provincial concerné, aux fédérations touristiques provinciales concernées et aux conseils communaux concernés.

Art 49. Le délai visé à l'article 48 peut être prolongé une seule fois pour une durée maximale d'un mois. La prolongation et sa durée sont dûment motivées. La prolongation est notifiée au demandeur par envoi certifié. A défaut de notification de la décision du Ministre au demandeur dans le délai visé à l'article 48 ou, le cas échéant, dans le délai additionnel après prolongation, le silence du Ministre constitue une décision de rejet du retrait de reconnaissance. »

**Art. 12.** Dans le même Code, sont insérés les articles 50 à 55 rédigés comme suit :

« Art. 50. § 1<sup>er</sup>. Le demandeur ou le titulaire d'une reconnaissance, également dénommé ci-après le "demandeur", peut introduire un recours motivé auprès du Ministre contre la décision de refus ou de retrait de la reconnaissance.

Le recours est introduit dans les trente jours de la réception de la décision contestée.

Il est adressé, par envoi certifié, au Commissariat général au tourisme et est accompagné d'une copie de la décision contestée.

Le recours n'est pas suspensif, sauf s'il porte sur une décision de retrait. Dans ce cas, la décision de retrait est suspendue pendant le délai laissé au demandeur pour former recours et, le cas échéant, jusqu'à la décision du Ministre.

Art. 51. Dans les dix jours à dater de la réception du recours, le Commissariat général au Tourisme adresse au demandeur un accusé de réception par envoi certifié. Il envoie, dans le même délai, une copie du recours au président du comité technique des organismes touristiques.

Art. 52. Le demandeur peut solliciter d'être entendu par le comité technique des organismes touristiques soit dans son recours, soit par envoi certifié au président de ce comité dans les quinze jours qui suivent la réception par le demandeur de l'accusé de réception de son recours.

L'audition peut avoir lieu soit devant le comité technique des organismes touristiques, soit devant un ou plusieurs de ses délégués. Un procès-verbal est établi.

Le demandeur est averti de cette audition au moins huit jours avant la date fixée. Il peut se faire représenter ou assister par les personnes de son choix.

Art. 53. Dans un délai de soixante jours à dater de la réception par son président du dossier de recours, le comité technique des organismes touristiques rend un avis motivé, le cas échéant après avoir procédé à l'audition, et le notifie au Commissariat général au Tourisme en même temps qu'une copie du procès-verbal d'audition et de tout document communiqué par le demandeur. En même temps, cet avis et, le cas échéant, la copie du procès-verbal d'audition sont notifiés, par envoi certifié, au demandeur. En cas d'absence de notification de l'avis dans le délai fixé, il est passé outre par le Ministre.

Si le comité ne se prononce pas dans le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, dans les cinq jours qui suivent, son président notifie au Commissariat général au Tourisme une copie du procès-verbal d'audition et de tout document communiqué par le demandeur.

Art. 54. Le Ministre statue sur le recours et adresse sa décision au demandeur, par envoi certifié, dans les quatre mois qui suivent l'envoi, par le Commissariat général au Tourisme, de l'accusé de réception visé à l'article 51. En cas de décision défavorable, il adresse sa décision par envoi recommandé à la poste avec accusé de réception.

Lorsque le Ministre ne se rallie pas à l'avis du comité technique des organismes touristiques, il en indique les motifs.

Il adresse copie de sa décision au Commissariat général au Tourisme. A chaque réunion du comité technique des organismes touristiques, une information est donnée par le Commissariat général au Tourisme concernant les décisions prises sur recours.

Art. 55. A défaut pour le demandeur d'avoir reçu la décision du Ministre dans les dix jours qui suivent l'expiration du délai visé à l'article 54, alinéa 1<sup>er</sup>, il peut adresser une lettre de rappel. Celle-ci est envoyée, par envoi certifié, au Commissariat général au Tourisme. Son contenu doit mentionner le terme "rappel" et, sans ambiguïté, solliciter qu'il soit statué sur le recours dont une copie est jointe à la lettre.

A défaut de notification de la décision du Ministre dans les trente jours qui suivent la réception par le Commissariat général au Tourisme de l'envoi certifié contenant rappel, le silence du Ministre est réputé constituer une décision de reconnaissance. »

**Art. 13.** L'article 56 du même Code est abrogé.

**Art. 14.** Dans l'article 64, alinéa 2, du même Code, les mots "lettre recommandée à la poste" sont remplacés par les mots "envoi certifié".

**Art. 15.** L'article 67 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 67. La liste des frais pouvant faire l'objet d'une subvention en vertu de l'article 65.D sont les suivants :

1° pour les fédérations touristiques provinciales :

- a) la participation au financement des publications éditées par les maisons du tourisme;
- b) la cotisation annuelle et les contributions partenariales à Wallonie Belgique Tourisme;
- c) les coûts de participation pour les foires et salons;
- d) le financement d'actions menées en faveur et en collaboration avec les maisons du tourisme;
- e) le financement consacré à leurs éditions propres;

2° pour les maisons du tourisme :

- a) les frais de personnel et de services et biens divers liés à l'accomplissement des missions visées à l'article 34.D, alinéa 1<sup>er</sup>, 2° tels que notamment le loyer, les charges et l'entretien des locaux;
- b) les coûts de participation à des foires et salons;
- c) la cotisation annuelle et les contributions partenariales à Wallonie Belgique Tourisme;
- d) les publications, en ce compris numériques, éditions, création et gestion de site Internet ou autres applications et toutes autres actions de marketing correspondant au contrat-programme de la maison du tourisme. »

**Art. 16.** L'article 69 du même Code est abrogé.

**Art. 17.** Dans l'article 71, alinéa 2, du même Code, le 3<sup>e</sup> tiret est remplacé par ce qui suit :

« - les derniers comptes approuvés. »

**Art. 18.** Dans l'article 84 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le mot "supérieur" est abrogé;

2° à l'alinéa 2, les mots "Les frais de déplacement des membres du Conseil du Tourisme et des comités techniques sont établis au montant du prix du billet de chemin de fer, aller retour en première classe, de la gare la plus proche du domicile à la gare la plus proche du lieu de réunion" sont remplacés par les mots "Les membres des comités techniques ont droit au remboursement de leurs frais de déplacement tel que prévu pour les agents des services du Gouvernement en vertu du Code de la Fonction publique wallonne".

**Art. 19.** Les articles 89 à 94 du même Code sont abrogés.

## CHAPITRE II. — Modifications du Livre II - Des attractions touristiques

**Art. 20.** L'article 109 du même Code est complété par un 6° rédigé comme suit :

« 6° le site internet de l'attraction touristique. »

**Art. 21.** Dans l'article 115 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

a) sont insérés avant l'alinéa 1<sup>er</sup>, deux alinéas rédigés comme suit:

« La demande d'autorisation est introduite, par envoi certifié, par le propriétaire ou par le gestionnaire qui a délégation de pouvoir, auprès du Commissariat général au Tourisme, au moyen du formulaire délivré par ce dernier, dans les six mois qui précèdent le lancement des activités ou la fin de la période de reconnaissance.

La demande d'autorisation peut contenir une demande de dérogation :

1° aux conditions d'octroi de l'autorisation et d'utilisation de la dénomination visées à l'article 130.D, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° et 2°;

2° aux critères de classement visés à l'article 132.D. à l'exception des périodes d'ouverture. »;

b) dans l'alinéa 3, anciennement alinéa 1<sup>er</sup>, la phrase "La demande d'autorisation est introduite par le propriétaire, ou par le gestionnaire qui a délégation de pouvoir, au moyen du formulaire délivré par le Commissariat général au Tourisme." est abrogée et le mot "Elle" est remplacé par les mots "La demande d'autorisation";

c) dans l'alinéa 3, anciennement alinéa 1<sup>er</sup>, au 3<sup>o</sup>, les mots "un certificat de bonne vie et mœurs" sont remplacés par les mots "un extrait de casier judiciaire, modèle 2," et le mot "trois" est remplacé par le mot "six";

d) dans l'alinéa 3, anciennement alinéa 1<sup>er</sup>, le 4<sup>o</sup> est complété par les mots :

« dont l'objet social mentionne au minimum l'exploitation d'un lieu touristique »;

e) l'article est complété d'un alinéa 5 rédigé comme suit :

« Le Commissariat général au Tourisme peut dispenser le demandeur de fournir les documents visés à l'alinéa 3 dès lors que, soit il dispose d'une ou plusieurs pièces ou renseignements visés à l'alinéa 3, soit il peut en disposer par le biais d'une banque de données de sources authentiques ou par le biais d'une collaboration avec les autorités compétentes. »

**Art. 22.** Dans le même Code, sont insérés les articles 116 à 119 rédigés comme suit :

« Art 116. § 1<sup>er</sup>. Si la demande est incomplète, le Commissariat général au Tourisme adresse au demandeur, dans les dix jours ouvrables de sa réception, par envoi certifié, un relevé des pièces manquantes, l'informe du temps dont il dispose pour les transmettre et des conséquences en cas de non-respect de ce délai. Les pièces manquantes sont adressées au Commissariat général au Tourisme par envoi certifié.

Dans les dix jours ouvrables de la réception de la demande complète ou des pièces manquantes, le Commissariat général au Tourisme adresse au demandeur un accusé de réception attestant du caractère complet du dossier.

§ 2. Lorsqu'il envisage d'accorder d'initiative une dérogation, ou lorsque le demandeur a formulé dans sa demande d'autorisation une demande de dérogation, le Commissariat général au Tourisme peut transmettre la demande pour avis au président du comité technique des attractions touristiques en même temps qu'il notifie au demandeur l'accusé de réception visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2.

Le comité technique des attractions touristiques rend un avis motivé et le notifie au Commissariat général au Tourisme et, par envoi certifié, au demandeur, dans les quarante-cinq jours à dater du moment où le dossier est transmis à son président. En cas d'absence de notification de l'avis dans le délai fixé, il est passé outre par le Commissariat général au Tourisme.

Art 117. Le Commissariat général au Tourisme statue sur la demande d'autorisation et notifie sa décision au demandeur dans un délai de trois mois à dater de l'envoi de l'accusé de réception attestant du caractère complet du dossier.

Ce délai est porté à quatre mois lorsque le dossier contient une demande de dérogation.

La décision du Commissariat général au Tourisme est notifiée au demandeur par envoi certifié. Elle est simultanément adressée au bourgmestre de la commune où est située l'attraction touristique. A chaque réunion du comité technique des attractions touristiques, une information est donnée par le Commissariat général au Tourisme concernant les décisions d'octroi et de refus d'autorisation.

Les délais visés à l'article 117, les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 peuvent être prolongés pour une durée maximale de deux mois. La prolongation et sa durée sont dûment motivées. La prolongation est notifiée au demandeur par envoi certifié. A défaut de notification de la décision du Commissariat général au Tourisme au demandeur dans le délai visé ou, le cas échéant, dans le délai additionnel après prolongation, le silence du Commissariat général au Tourisme constitue une décision d'acceptation et d'attribution du classement tel que sollicité par le demandeur.

Art. 118. § 1<sup>er</sup>. En cas de cession d'une attraction touristique, le repreneur introduit une demande d'autorisation dans les trois mois à dater de la cession. Cette demande est soumise à la procédure organisée aux articles 115 à 117.

§ 2. En cas de décès du titulaire de l'autorisation, le repreneur introduit une demande d'autorisation dans les six mois à dater du décès. Cette demande est soumise à la procédure organisée aux articles 115 à 117.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, si l'exploitation est reprise par le cohabitant, un ascendant ou un descendant au premier degré, la demande est constituée d'un extrait de casier judiciaire, modèle 2, destiné à une administration publique et délivré depuis moins de six mois au demandeur. Elle est adressée endéans les six mois du décès au Commissariat général au Tourisme, par envoi certifié. Dans les trente jours de sa réception, le Commissariat général au Tourisme statue sur la demande d'autorisation et notifie sa décision au demandeur. A défaut de décision dans le délai requis, le silence du Commissariat général au Tourisme constitue une décision d'acceptation et d'attribution du classement tel que sollicité par le demandeur.

§ 3. Par dérogation aux articles 110.D et 113.D, dans les cas déterminés aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2, l'usage de la dénomination peut être poursuivi jusqu'à la notification de la décision à intervenir ou l'expiration du délai de trente jours déterminé au paragraphe 2, alinéa 2, pour autant que la demande soit introduite dans le délai fixé.

Art. 119. Dans les trois mois du remplacement de la personne chargée de la gestion journalière de l'attraction touristique, le titulaire de l'autorisation fait parvenir au Commissariat général au Tourisme, par envoi certifié, un extrait de casier judiciaire, modèle 2, destiné à une administration publique et délivré au nom du remplaçant depuis moins de six mois. »

**Art. 23.** Dans le même Code, sont insérés les articles 122 et 123 rédigés comme suit :

« Art. 122. Toute modification susceptible d'affecter les conditions d'octroi de l'autorisation est signalée par le titulaire de l'autorisation au Commissariat général au Tourisme, par envoi certifié, dans les trente jours à dater de la modification.

Art. 123. Le Commissariat général au Tourisme peut, à tout moment, demander la communication d'un nouvel extrait de casier judiciaire, modèle 2, destiné à une administration publique et délivré depuis moins de six mois au titulaire de l'autorisation ou à la personne chargée de la gestion journalière de l'attraction touristique. Cette demande a lieu au minimum tous les cinq ans. »

**Art. 24.** Dans le même Code, sont insérés les articles 125 à 129 rédigés comme suit :

« Art. 125. Avant de prendre toute décision retirant une autorisation, le Commissariat général au Tourisme avise son titulaire, par envoi certifié, du motif du retrait projeté.

Le titulaire dispose de quinze jours à compter de la réception de cet avis pour transmettre ses observations par envoi certifié au Commissariat général au Tourisme. Il peut, dans le même délai et les mêmes formes, demander à être entendu. Dans ce cas, l'audition est effectuée par le Commissariat général au Tourisme. Un procès-verbal est établi. Le demandeur est averti de cette audition au moins huit jours avant la date fixée. Il peut se faire représenter ou assister par les personnes de son choix.

Art. 126. Dans les dix jours de la réception des observations du titulaire de l'autorisation ou de son audition, ou à défaut de réaction de celui-ci dans le délai imparti, le Commissariat général au Tourisme adresse une demande d'avis au président du comité technique des attractions touristiques. Une copie des courriers visés à l'article 125, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, et, le cas échéant, du procès-verbal d'audition et de tout document communiqué par le titulaire y est jointe.

Art. 127. Dans un délai de quarante-cinq jours à dater de la réception de la demande d'avis, le comité technique des attractions touristiques rend un avis motivé et le notifie au Commissariat général au Tourisme et, par envoi certifié, au titulaire. En l'absence de notification de l'avis dans le délai fixé, il est passé outre par le Commissariat général au Tourisme.

Art. 128. La décision de retrait est notifiée au titulaire de l'autorisation par envoi recommandé à la poste avec accusé de réception.

Quand il l'a sollicité et lorsque le Commissariat général au Tourisme ne se rallie pas à l'avis du comité technique des attractions touristiques, il en indique les motifs.

La décision est simultanément communiquée au bourgmestre de la commune dans laquelle est située l'attraction touristique et au président du comité technique des attractions touristiques.

Art. 129. Le Commissariat général au Tourisme peut, à tout moment, décider de mettre un terme à la procédure de retrait, ce dont il avise le titulaire de l'autorisation par envoi certifié.

Une décision de retrait ne peut intervenir plus de six mois après l'envoi visé à l'article 125, alinéa 1<sup>er</sup>. »

**Art. 25.** L'article 131 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 131. Toute attraction touristique :

1° satisfait aux conditions minimales du classement "un soleil", reprises à l'annexe 5;

2° est identifiée par un nom spécifique placé en évidence, à son entrée;

3° dispose d'un accueil et d'une billetterie accessibles au public au moins :

a) trois mois consécutifs par an et, durant cette période, minimum six jours par semaine dont le dimanche et minimum six heures par jour, ou

b) cent jours par an, minimum quatre heures par jour et totaliser au moins deux cents heures les week-ends et jours fériés;

4° dispose, pendant la période d'ouverture, d'un accès contrôlé en permanence, ainsi que d'un bureau, d'un comptoir ou d'un point d'accueil organisé et clairement identifiable;

5° dispose d'un système d'informations vocal facilement accessible en dehors de la période d'ouverture;

6° pendant les heures d'ouverture, assure une présence permanente du personnel d'accueil et de son gestionnaire ou un de ses délégués dans le périmètre de l'attraction touristique;

7° affiche le tarif individuel et l'horaire d'ouverture en vigueur de façon visible à l'entrée de l'attraction;

8° dispose d'une publication imprimée et datée, gratuitement disponible reprenant le tarif individuel et l'horaire d'ouverture, les coordonnées, les langues pratiquées dans les visites ainsi que le descriptif de l'attraction;

9° dispose d'un support d'information électronique mis à jour au minimum annuellement, directement et librement accessible reprenant les données visées au 7°;

10° est propre et entretenue;

11° le titulaire de l'autorisation fournit au Commissariat général au Tourisme, au plus tard le 31 janvier de chaque année, les informations relatives à la fréquentation touristique de l'année civile écoulée, en ce compris les indicateurs économiques de base, et selon les modalités fixées par le Commissariat général au Tourisme;

12° a une capacité d'exploitation simultanée de minimum trente personnes;

13° a un personnel clairement identifiable par le port de signes distinctifs.

En ce qui concerne le 7°, dans le cas d'une publication imprimée, les horaires et tarifs actualisés peuvent faire l'objet d'une publication annexe.

En ce qui concerne les 7° et 8°, une même publication ou le support électronique peut regrouper plusieurs attractions touristiques pour autant qu'elles fassent l'objet d'une unité technique d'exploitation ou d'une unité thématique ou géographique circonscrite à un périmètre restreint.

Le Ministre peut préciser les obligations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>. »

**Art. 26.** Dans les articles 135 et 137 du même Code, la référence "article 1.D, 3<sup>o</sup>" est remplacée par la référence "article 1.D, 5<sup>o</sup>".

**Art. 27.** Dans l'article 138 du même Code, les mots "lettre recommandée à la poste" sont remplacés par les mots "envoi certifié".

**Art. 28.** L'article 144 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 144. Lorsqu'une demande de révision du classement, accompagnée ou non d'une demande de dérogation à un critère de classement, est sollicitée par le titulaire de l'autorisation, elle est introduite, par envoi certifié, auprès du Commissariat général au Tourisme au moyen du formulaire arrêté par ce dernier. »

**Art. 29.** Dans le même Code, sont insérés les articles 145 à 147 et 148/1 rédigés comme suit :

« Art. 145. S'il estime que la demande contient tous les éléments lui permettant de statuer en parfaite connaissance de cause, le Commissariat général au Tourisme transmet au demandeur par envoi certifié, dans les dix jours ouvrables de la réception de la demande, un accusé de réception attestant du caractère complet du dossier.

A défaut, dans le même délai, il adresse au demandeur un courrier par envoi certifié sollicitant la production des informations manquantes, l'informe du temps dont il dispose pour les transmettre et des conséquences en cas de non-respect de ce délai. Dans les dix jours ouvrables de la réception de celles-ci, le Commissariat général au Tourisme transmet au demandeur, par envoi certifié, un accusé de réception attestant du caractère complet du dossier.

Art. 146. En cas de demande de dérogation à un critère de classement, le Commissariat général au Tourisme peut transmettre la demande pour avis au président du comité technique des attractions touristiques en même temps qu'il notifie au demandeur l'accusé de réception attestant du caractère complet du dossier.

Le comité technique des attractions touristiques rend un avis motivé et le notifie au Commissariat général au Tourisme et, par envoi certifié, au demandeur, dans les quarante-cinq jours à dater du moment où le dossier est transmis à son président. En l'absence de notification de l'avis dans le délai fixé, il est passé outre par le Commissariat général au Tourisme.

Art. 147. Le Commissariat général au Tourisme notifie sa décision dans un délai de quatre mois à dater de l'envoi de l'accusé de réception attestant du caractère complet du dossier.

La décision du Commissariat général au Tourisme est notifiée au demandeur soit par envoi certifié en cas de décision favorable soit par envoi recommandé à la poste avec accusé de réception en cas de décision défavorable. A chaque réunion du comité technique des attractions touristiques, une information est donnée par le Commissariat général au Tourisme concernant les décisions de révision du classement et, le cas échéant, de dérogation à un critère de classement.

Le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> peut être prolongé une seule fois pour une durée de quatre mois. La prolongation et sa durée sont dûment motivées. La prolongation est notifiée au demandeur par envoi certifié. A défaut de notification de la décision du Commissariat général au Tourisme au demandeur dans le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> ou, le cas échéant, dans le délai additionnel après prolongation, le silence du Commissariat général au Tourisme constitue une décision d'acceptation.

Art. 148/1.D. La procédure visée à l'article 148.D est organisée conformément aux articles 125 à 129. »

**Art. 30.** Dans le même Code, sont insérés les articles 150 à 154 rédigés comme suit :

« Art.150. Le recours est introduit dans les trente jours de la réception de la décision contestée. Il est adressé, par envoi certifié, au Commissariat général au Tourisme et est accompagné d'une copie de la décision contestée, si elle existe.

Art. 151. Le Commissariat général au Tourisme adresse au demandeur un accusé de réception, par envoi certifié dans les dix jours ouvrables qui suivent la réception du recours. Il envoie dans le même délai une copie du recours au président de la commission consultative de recours des attractions touristiques visée à l'article 156.D.

Le demandeur peut solliciter d'être entendu par la commission consultative de recours des attractions touristiques, soit dans son recours, soit par envoi certifié adressé au président de cette commission dans les quinze jours à dater de la réception par le demandeur de l'accusé de réception de son recours.

L'audition peut avoir lieu soit devant la commission, soit devant un ou plusieurs de ses délégués. Un procès-verbal est établi.

Le demandeur est averti de cette audition au moins huit jours avant la date fixée. Il peut se faire représenter ou assister par les personnes de son choix.

Art. 152. Dans un délai de quarante-cinq jours à dater de la réception par son président du dossier de recours, la commission consultative de recours des attractions touristiques rend un avis motivé, le cas échéant après avoir procédé à l'audition, et le notifie au Commissariat général au Tourisme en même temps qu'une copie du procès-verbal d'audition et de tout document communiqué par le demandeur. En même temps, cet avis et, le cas échéant, la copie du procès-verbal d'audition sont notifiés, par envoi certifié, au demandeur. En l'absence de notification de l'avis dans le délai fixé, il est passé outre par le Ministre.

Si la commission ne se prononce pas dans le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, dans les cinq jours qui suivent, son président notifie au Commissariat général au Tourisme une copie du procès-verbal d'audition et de tout document communiqué par le demandeur.

Art. 153. Le Ministre statue sur le recours et adresse sa décision au demandeur dans un délai de quatre mois à dater de l'envoi, par le Commissariat général au Tourisme, de l'accusé de réception visé à l'article 151.

Lorsque le Ministre ne se rallie pas à l'avis de la commission consultative de recours des attractions touristiques, il en indique les motifs.

La décision du Ministre est notifiée au demandeur par le Commissariat général au Tourisme soit par envoi certifié en cas de décision favorable soit par envoi recommandé à la poste avec accusé de réception en cas de décision défavorable. Elle est simultanément communiquée au bourgmestre de la commune où est située l'attraction touristique. A chaque réunion du comité technique des attractions touristiques, une information est donnée par le Commissariat général au Tourisme concernant les décisions prises sur recours.

Art 154. Le délai visé à l'article 153 peut être prolongé une seule fois pour une durée maximale de deux mois. La prolongation et sa durée sont dûment motivées. La prolongation est notifiée au demandeur par envoi certifié. A défaut de notification de la décision du Ministre au demandeur dans le délai visé à l'article 153 ou, le cas échéant, dans le délai additionnel après prolongation, le silence du Ministre constitue une décision d'acceptation. »

**Art. 31.** L'article 155 du même Code est abrogé.

**Art. 32.** Dans l'article 171 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 1<sup>o</sup>, le mot "soixante" est remplacé par "quarante";

b) le 2<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 2<sup>o</sup> au remboursement de leurs frais de déplacement tels que prévus pour les agents des services du Gouvernement en vertu du Code de la Fonction publique wallonnes. »

**Art. 33.** Dans l'article 177 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots "au taux fixé à l'article 175.D, alinéa 1<sup>er</sup>" sont remplacés par les mots "à concurrence de 30 % du coût des acquisitions et des travaux visés à l'article 173.D";

b) au 3<sup>o</sup>, le e) est complété par les mots "permettant le tri sélectif des déchets";

c) le 3<sup>o</sup> est complété par un f) rédigé comme suit :

« f) les travaux d'aménagement d'aires de jeux; »;

d) l'article est complété par les 4<sup>o</sup> à 9<sup>o</sup> rédigés comme suit :

« 4<sup>o</sup> les aménagements matériels ou immatériels spécifiques à l'accueil et l'information des visiteurs ainsi que les aménagements au support au contenu;

5<sup>o</sup> l'installation d'une signalisation touristique et d'une signalétique;

6<sup>o</sup> l'installation des équipements relatifs à la recharge des véhicules deux roues et autres véhicules électriques des visiteurs;

- 7° l'installation des équipements sanitaires, vestiaires et accessoires;
- 8° l'installation des équipements relatifs à la prévention et à la sécurité, y compris la vidéo-surveillance;
- 9° la création d'emplacements de parking propres à l'attraction réservés aux visiteurs, y compris les espaces prévus pour les deux roues. »

**Art. 34.** L'article 178 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art 178. Donnent lieu à l'octroi d'une subvention à concurrence de 50 % du coût des acquisitions et des travaux visés à l'article 173.D :

- a) l'acquisition et l'installation de matériel pour la lutte contre l'incendie;
- b) les aménagements spécifiques favorisant l'information et l'accueil des personnes à mobilité réduite, visant notamment à se conformer aux normes du guide régional d'urbanisme relatives à l'accessibilité et l'usage des espaces et bâtiments ou parties de bâtiments ouverts au public ou à usage collectif, par les personnes à mobilité réduite;
- c) la billetterie et les équipements électroniques destinés à la récolte de données statistiques;
- d) les aménagements permettant de réduire la consommation énergétique d'un équipement constituant l'attraction touristique;
- e) les aménagements matériels ou immatériels spécifiques à l'accueil et à l'information au minimum trilingue des visiteurs ainsi que les aménagements au support au contenu au minimum trilingue;
- f) l'acquisition d'un moyen de paiement électronique. »

**Art. 35.** L'article 179 du même Code, est abrogé.

**Art. 36.** L'article 183 du même Code est complété par un alinéa 3 rédigé comme suit :

« Le Commissariat général au Tourisme peut dispenser le demandeur de fournir les documents visés à l'alinéa 2 dès lors que, soit il dispose d'une ou plusieurs pièces ou renseignements visés à l'alinéa 2, soit il peut en disposer par le biais d'une banque de données de sources authentiques ou par le biais d'une collaboration avec les autorités compétentes. »

### CHAPITRE III. — Modifications du Livre III - Des hébergements touristiques

**Art. 37.** Dans l'article 200 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

- a) aux 1° et 2°, les mots "établissement d'" sont supprimés;
- b) au 5°, les mots "et leur vitrine de terroir" sont supprimés.

**Art. 38.** L'article 201 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 201. Sur la base des renseignements recueillis en vertu de l'article 200, Wallonie Belgique Tourisme assure annuellement la publication de listes officielles de l'hôtellerie, du tourisme de terroir, des meublés de vacances, des campings touristiques et campings à la ferme, des centres de tourisme social, des villages de vacances et des endroits de camp. Wallonie Belgique Tourisme peut regrouper dans une même liste plusieurs types d'hébergement touristique.

Si les informations visées à l'article 200. n'ont pas été fournies dans les délais, l'hébergement touristique est mentionné dans la liste par ses nom et adresse uniquement. »

**Art. 39.** Dans le même Code, sont insérés les articles 201/2 et 201/3 rédigés comme suit :

« Art. 201/2. L'exploitant d'un hébergement touristique effectue sa déclaration, par envoi certifié, sur base d'un document mis à disposition par le Commissariat général au Tourisme. Ce dernier dispose d'un délai de dix jours ouvrables pour accuser réception de cette déclaration par courrier ou voie électronique.

Moyennant le respect des conditions visées à l'article 201/1.D et dès réalisation de cette déclaration, l'hébergement touristique peut être exploité.

Art. 201/3. En application de l'article 201/1.D, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, le Commissariat général au tourisme peut solliciter de l'exploitant de l'hébergement touristique qu'il communique un ou plusieurs des documents suivants :

- 1° une copie de l'attestation de sécurité-incendie ou de l'attestation de contrôle simplifié;
- 2° un extrait de casier judiciaire destiné à une administration publique et délivré depuis moins de six mois au nom de l'exploitant de l'hébergement touristique, de la personne chargée de la gestion journalière de l'hébergement touristique, le cas échéant, de l'entité représentante;
- 3° l'attestation d'une assurance en responsabilité civile pour les dommages causés par la ou les personnes en charge de l'exploitation de l'hébergement touristique.

En ce cas, le Commissariat général au Tourisme communique, par envoi certifié, sa demande à l'exploitant de l'hébergement touristique. Ce dernier dispose d'un délai de deux mois à compter de la date d'envoi du courrier pour communiquer, par envoi certifié, les documents requis. »

**Art. 40.** Dans l'article 207 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots ", par envoi certifié et auprès du Commissariat général au Tourisme," sont insérés entre le mot "introduite" et les mots "au moyen", les mots "le Commissariat général au tourisme" sont remplacés par les mots "ce dernier" et les mots "précise la dénomination que le demandeur souhaite utiliser et" sont insérés entre le mot "Elle" et les mots "est accompagnée";

2° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les modifications suivantes sont apportées :

- a) le 1° est abrogé;
- b) le 5° est remplacé par ce qui suit :

« 5° un extrait de casier judiciaire destiné à une administration publique et délivré depuis moins de six mois au nom du demandeur et, pour les établissements hôteliers, les meublés de vacances, les campings touristiques et les campings à la ferme, de la personne chargée de la gestion journalière de l'hébergement touristique et pour les villages de vacances, de la personne chargée de la gestion journalière de l'entité représentante; »;



c) au 6<sup>o</sup>, les mots " les terrains de camping touristique et les résidences de tourisme" sont remplacés par les mots "et les campings touristiques";

d) au 7<sup>o</sup>, les mots "terrains de camping touristique" sont remplacés par les mots "campings touristiques" et les mots "terrains de camping" sont remplacés par le mot "campings";

e) le 8<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 8<sup>o</sup> pour les campings à la ferme, la localisation d'implantation sur le plan cadastral cadastrale, en ce compris le numéro cadastral, une description de l'équipement et sa localisation et permettant d'apprécier le respect des conditions énoncées aux articles 250 et 252; »;

f) au 10<sup>o</sup>, les mots "206.D, alinéa 3" sont remplacés par les mots "206.D, alinéa 2";

3<sup>o</sup> l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le Commissariat général au Tourisme peut dispenser le demandeur de fournir les documents visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> dès lors que on soit il dispose d'une ou plusieurs pièces ou renseignements visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, soit il peut en disposer par le biais d'une banque de données de sources authentiques ou par le biais d'une collaboration avec les autorités compétentes. »

**Art. 41.** Dans le même Code, sont insérés les articles 208 à 210 rédigés comme suit :

« Art. 208. § 1<sup>er</sup>. Si la demande est incomplète, le Commissariat général au Tourisme adresse au demandeur, dans les dix jours ouvrables de sa réception, par envoi certifié, un relevé des pièces manquantes, l'informe du temps dont il dispose pour les transmettre et des conséquences en cas de non-respect de ce délai. Les pièces manquantes sont adressées au Commissariat général au Tourisme par envoi certifié.

Dans les dix jours ouvrables de la réception de la demande complète ou des pièces manquantes, le Commissariat général au Tourisme adresse au demandeur un accusé de réception attestant du caractère complet du dossier.

§ 2. Lorsqu'il envisage d'accorder d'initiative une dérogation visée à l'article 222.D, § 2, ou lorsque le demandeur a formulé dans sa demande d'autorisation une demande de dérogation visée à l'article 206.D, alinéa 2, le Commissariat général au Tourisme peut transmettre la demande pour avis au président du comité technique compétent suivant le type d'hébergement touristique concerné, dénommé ci-après "comité technique compétent", en même temps qu'il notifie au demandeur l'accusé de réception attestant du caractère complet du dossier.

Le cas échéant, le comité technique compétent rend un avis motivé et le notifie au Commissariat général au Tourisme et, par envoi certifié, au demandeur, dans les quarante-cinq jours à dater du jour où le dossier est transmis à son président. En cas d'absence de notification de l'avis dans le délai fixé, il est passé outre par le Commissariat général au Tourisme.

Art. 209. § 1<sup>er</sup>. Le Commissariat général au Tourisme statue sur la demande d'autorisation et notifie sa décision au demandeur dans un délai de trois mois à dater de l'envoi de l'accusé de réception attestant du caractère complet du dossier.

Ce délai est porté à quatre mois dans l'hypothèse visée à l'article 208, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>.

La décision du Commissariat général au Tourisme est notifiée au demandeur par envoi certifié. Elle est simultanément adressée au bourgmestre de la commune où est situé l'hébergement touristique. A chaque réunion du comité technique compétent, une information est donnée par le Commissariat général au Tourisme concernant les décisions d'octroi et de refus d'autorisation.

§ 2. Le délai prévu au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> ou 2, peut être prolongé une seule fois pour une durée maximale de deux mois. La prolongation et sa durée sont dûment motivées. La prolongation est notifiée au demandeur par envoi certifié.

L'absence de notification de la décision du Commissariat général au tourisme au demandeur dans le délai prévu au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> ou 2, ou, le cas échéant, dans le délai additionnel après prolongation, équivaut à une décision de délivrance d'autorisation.

Art. 210. § 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 207, si l'exploitation est reprise par le cohabitant, un ascendant ou un descendant au premier degré, la demande d'autorisation est constituée d'un extrait de casier judiciaire destiné à une administration publique et délivré depuis moins de six mois au demandeur.

Le repreneur visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> introduit la demande d'autorisation auprès du Commissariat général au Tourisme, par envoi certifié :

1<sup>o</sup> en cas de cession d'un hébergement touristique, dans les trois mois à dater de la cession;

2<sup>o</sup> en cas de décès du titulaire de l'autorisation, dans les six mois à dater du décès.

Dans les trente jours de sa réception, le Commissariat général au Tourisme statue sur la demande d'autorisation et notifie sa décision au demandeur. Le délai de trente jours peut être prolongé une seule fois d'une durée équivalente. La prolongation et sa durée sont dûment motivées. La prolongation est notifiée au demandeur par envoi certifié.

L'absence de notification de la décision du Commissariat général au Tourisme au demandeur dans le délai requis, le cas échéant prolongé, équivaut à une décision de délivrance d'autorisation.

§ 2. Par dérogation aux articles 202.D et 205.D, dans les cas déterminés au paragraphe 1<sup>er</sup>, l'usage de la dénomination peut être poursuivi jusqu'à la notification de la décision à intervenir ou l'expiration du délai de trente jours déterminé au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, pour autant que la demande soit introduite dans le délai fixé. »

**Art. 42.** Dans le même Code, est inséré l'article 211 rédigé comme suit :

« Art. 211. Dans les trois mois du remplacement de la personne chargée de la gestion journalière de l'établissement hôtelier, du meublé de vacances, du camping touristique, du camping à la ferme ou du village de vacances, le titulaire de l'autorisation fait parvenir au Commissariat général au Tourisme, par envoi certifié, un extrait de casier judiciaire destiné à une administration publique et délivré au nom du remplaçant depuis moins de six mois. »

**Art. 43.** Dans l'article 213 du même Code, les mots "établissement d'" sont abrogés.

**Art. 44.** Dans le même Code, sont insérés les articles 217/1 à 221 rédigés comme suit :

« Art. 217/1. Avant de prendre toute décision retirant une autorisation, le Commissariat général au Tourisme avise son titulaire, par envoi certifié, du motif du retrait projeté.

Le titulaire dispose de quinze jours à compter de la réception de cet avis pour transmettre ses observations par envoi certifié au Commissariat général au Tourisme. Il peut, dans le même délai et les mêmes formes, demander à être entendu. Dans ce cas, l'audition est effectuée par le Commissariat général au Tourisme. Un procès-verbal est établi. Le demandeur est averti de cette audition au moins huit jours avant la date fixée. Il peut se faire représenter ou assister par les personnes de son choix.

Art. 218. Dans les dix jours de la réception des observations du titulaire de l'autorisation ou de son audition, ou à défaut de réaction de celui-ci dans le délai imparti, le Commissariat général au Tourisme adresse une demande d'avis au président du comité technique compétent. Une copie des courriers visés à l'article 217/1, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, et, le cas échéant, du procès-verbal d'audition et de tout document communiqué par le titulaire y est jointe.

Art. 219. Dans un délai de quarante-cinq jours à dater de la réception de la demande d'avis, le comité technique compétent rend un avis motivé et le notifie au Commissariat général au Tourisme et, par envoi certifié, au titulaire. En cas d'absence de notification de l'avis dans le délai fixé, il est passé outre par le Commissariat général au Tourisme.

Art. 220. La décision de retrait est notifiée au titulaire de l'autorisation par envoi recommandé à la poste avec accusé de réception.

Lorsque le Commissariat général au Tourisme ne se rallie pas à l'avis du comité technique compétent, il en indique les motifs.

La décision est simultanément communiquée au bourgmestre de la commune dans laquelle est situé l'hébergement touristique et au président du comité technique compétent.

Art. 221. Le Commissariat général au Tourisme peut, à tout moment, décider de mettre un terme à la procédure de retrait, ce dont il avise le titulaire de l'autorisation par envoi certifié.

Une décision de retrait ne peut pas intervenir plus de six mois après l'envoi visé à l'article 217/1, alinéa 1<sup>er</sup>. En cas de dépassement du délai, la procédure de retrait de l'autorisation est nulle et non avenue. »

**Art. 45.** Dans le même Code, est inséré un article 226/1 rédigé comme suit :

« Art. 226/1. Outre les conditions prévues à l'article 225, tout établissement hôtelier exploité sous la dénomination d'"appart-hôtel", ou sous toute autre dénomination susceptible de rappeler cette dernière, satisfait aux conditions suivantes :

1° être composé uniquement d'appartements conçus et équipés de façon identique;

2° disposer, par appartement, :

a) de l'équipement minimal nécessaire pour cuisiner;

b) d'une salle d'eau et d'un wc par tranche de quatre personnes;

3° proposer la location à la nuit, la semaine et au mois. »

**Art. 46.** Dans le même Code, sont insérés les articles 229 à 232 rédigés comme suit :

« Art. 229. § 1<sup>er</sup>. La chambre d'hôtes n'est pas située dans un bâtiment ou partie de bâtiment accueillant un débit de boissons ou un lieu de restauration ouvert au public;

§ 2. La chambre d'hôtes à la ferme peut être située dans un bâtiment ou partie de bâtiment accueillant un débit de boissons ou un lieu de restauration ouvert au public lorsque le titulaire de l'autorisation, ou son conjoint-aidant, exerce une activité à titre principal ou complémentaire en tant qu'agriculteur;

Art. 230. Tout service proposé par le titulaire d'une autorisation, au sein d'un gîte rural, citadin ou à la ferme, ou au sein d'un meublé de vacances est indépendant de la location de l'hébergement et fait l'objet d'un contrat distinct.

Art. 231. Le titulaire de l'autorisation d'un gîte à la ferme ou d'une chambre d'hôtes à la ferme est l'exploitant agricole ou un parent jusqu'au troisième degré.

Art. 232. Le touriste accueilli dans une chambre d'hôtes doit pouvoir prendre le petit déjeuner et participer à la vie familiale dans l'habitation visée à l'article 1.D, 29°, d, sans qu'il y soit obligé.

Le touriste accueilli dans une chambre d'hôtes à la ferme doit pouvoir prendre le petit déjeuner dans l'exploitation agricole visée à l'article 1.D, 29°, e, sans qu'il y soit obligé. »

**Art. 47.** Dans l'article 233 du même Code, l'alinéa 2 est supprimé.

**Art. 48.** Dans l'article 234 du même Code, les mots "établissements d'" sont abrogés.

**Art. 49.** Dans l'article 237 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots "d'espaces extérieurs de parking privé et de détente" sont remplacés par les mots "de parkings extérieurs privés et d'espaces extérieurs de détente";

2° les mots "établissement d'" sont abrogés.

**Art. 50.** Dans l'article 239 du même Code, alinéa 1<sup>er</sup>, aux 1° à 3°, les mots "établissement d'" sont chaque fois abrogés.

**Art. 51.** Dans l'article 240 du même Code, les mots "une personne vivant sous le même toit ou occasionnellement un membre de sa famille" sont remplacés par les mots "ou toute personne physique qu'il désigne à cet effet".

**Art. 52.** Dans l'article 241 du même Code, les mots "établissement d'" sont abrogés.

**Art. 53.** L'article 242 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 242. La table d'hôtes :

1° constitue un complément de l'activité de la chambre d'hôtes ou de la chambre d'hôtes à la ferme;

2° propose un seul menu ou plat du jour;

3° sert le repas à la table familiale;

4° est réservée aux touristes séjournant dans l'hébergement touristique.

Le Ministre peut fixer d'autres conditions techniques. »

**Art. 54.** L'article 243 du même Code est abrogé.

**Art. 55.** Dans l'article 245 du même Code, les mots "terrain de" sont abrogés et les mots "a fait l'objet" sont remplacés par le mot "dispose".

**Art. 56.** L'article 246 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art 246. Pour répondre aux conditions de salubrité, le camping touristique et le camping à la ferme satisfait aux conditions suivantes :

1° être situé dans un lieu salubre;

2° s'il se trouve en bordure d'un cours d'eau, disposer d'une zone dépourvue de toute installation quelconque d'une largeur minimale de huit mètres, calculée à partir de la rive habituelle du cours d'eau; la largeur de la zone peut être portée à quinze mètres lorsque la configuration des lieux justifie un tel élargissement. »

**Art. 57.** L'article 247 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 247. Pour répondre aux conditions d'équipement des lieux, le camping touristique est pourvu :

1° d'un dispositif d'alimentation en eau potable qui répond aux conditions minimales fixées par le Ministre portant sur sa conception, son débit journalier minimal ainsi que l'usage auquel il est réservé;

2° d'un dispositif électrique d'éclairage des installations à usage collectif dont le Ministre précise les caractéristiques. »

**Art. 58.** L'article 248 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 248. Pour répondre aux conditions d'hygiène, le camping touristique est doté :

1° d'une construction close et couverte spécialement aménagée pour les campeurs, abritant les installations sanitaires dont la composition minimale est fixée par le Ministre;

2° d'un matériel collecteur d'immondices en tout temps opérationnel dont le Ministre précise les caractéristiques. »

**Art. 59.** L'article 249 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 249. Les emplacements et les abris de camping d'un camping touristique répondent aux conditions suivantes :

1° les abris mobiles, terrasses, auvents et avancées en toile compris, ont une superficie d'occupation au sol d'un tiers maximum de la superficie de l'emplacement. La superficie minimale d'un emplacement réservé aux abris mobiles est de cinquante m<sup>2</sup>;

2° les abris fixes, terrasses, auvents et avancées en toile compris, ont une superficie d'occupation au sol d'un tiers maximum de la superficie de l'emplacement;

3° une terrasse peut être ajoutée à l'abri mobile aux conditions cumulatives suivantes :

a) être indépendante de l'abri mobile et ne pas entraver la mobilité de ce dernier;

b) être dépourvue d'ancrage au sol;

c) être maintenue en parfait état d'entretien;

d) être dépourvue de tout aménagement et de toute construction quelconque;

e) en cas de terrasse surélevée, disposer de balustrades;

4° tout abri mobile conserve, par sa conception et sa destination un caractère permanent de mobilité. Le Ministre précise les méthodes permettant d'assurer ce caractère permanent de mobilité;

5° toute annexe, fixe ou démontable, à tous les abris de camping, est interdite, à l'exception des terrasses, auvents ou avancées en toile et abris de rangement tels que définis à l'article 249/2;

6° chaque emplacement peut accueillir uniquement un seul abri mobile ou fixe. Toutefois, le titulaire peut autoriser l'installation d'une tente complémentaire sur un même emplacement à condition qu'elle soit occupée par des membres de la famille de la personne qui a loué l'emplacement et uniquement sur des emplacements réservés aux campeurs de passage;

7° la distance minimale calculée au sol entre les abris de camping installés sur des emplacements différents est de quatre mètres;

8° dans un même camping touristique, les abris mobiles et les abris fixes sont groupés dans des zones nettement séparées. Ils sont exclusivement réservés à la location aux campeurs de passage et les emplacements réservés aux campeurs de passage et saisonniers sont groupés dans des zones nettement séparées;

9° sur le terrain, tous les emplacements pour abris de camping sont matériellement délimités et individuellement identifiés de façon apparente à l'aide d'une numérotation continue, permanente et correspondant au plan approuvé lors de l'octroi de l'autorisation; ils ne peuvent être entourés que par des clôtures uniformes qui n'entravent pas la mobilité des abris de camping. Toutefois, dans la zone d'aléa moyen et élevé de la partie inondable d'un camping, aucune clôture ne peut être installée;

10° 25 % du nombre total des emplacements d'un camping touristique sont réservés aux campeurs de passage; ces emplacements réservés aux abris mobiles et mis en location par l'exploitant ou le titulaire de l'autorisation peuvent être pris en compte dans le calcul du nombre d'emplacement réservés aux campeurs de passage à concurrence de dix pour-cent maximum du nombre total d'emplacement;

11° les emplacements conservent un aspect herbeux;

12° les marchepieds et les escaliers d'accès avec main-courante sont amovibles et limités, par leurs dimensions, à leurs strictes fonctions. Exceptionnellement, une rampe mobile peut permettre un accès plus aisé aux moins valides. Ils ne peuvent en rien entraver la mobilité de l'abri de camping;

13° le dessous de chaque caravane reste libre de tout rangement, excepté durant le séjour effectif des campeurs, et ce uniquement pour des effets en relation directe avec le séjour.

Pour chaque camping touristique, les terrasses, abris de rangement et clôtures respectent chacun un modèle défini par le titulaire de l'autorisation.

Le Ministre peut préciser les conditions techniques visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>. »

**Art. 60.** Dans le même Code, il est inséré un article 249/2 rédigé comme suit :

« Art. 249/2 L'abri de rangement :

1° est exclusivement réservé au rangement;

2° est indépendant des abris de camping;

3° est exclusivement réservé aux campeurs saisonniers;

4° n'entrave pas la mobilité des abris de camping;

5° est maintenu en parfait état d'entretien;

6° répond aux conditions techniques, telles que précisées par le Ministre et portant sur le lieu d'implantation de l'abri de rangement, la surface d'occupation au sol, ses matériaux et composants, la forme architecturale des parois et de la toiture, l'ancrage au sol et l'aménagement intérieur et extérieur.

Un seul abri de rangement est autorisé par emplacement.

Le Ministre peut préciser les conditions techniques visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1° à 6°.

**Art. 61.** A l'article 250 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« La zone d'aléa élevé de la partie inondable d'un camping touristique et d'un camping à la ferme ne peut pas accueillir de mobilhomes, abris de rangement, haies, clôtures, auvents, avancées en toile, autres aménagements similaires ni meubles extérieurs.

Elle peut uniquement accueillir, moyennant autorisation urbanistique et conformité à celle-ci lorsqu'elle est requise :

- a) des abris mobiles en tout temps;
- b) des caravanes routières pendant la période allant du 15 mars au 15 novembre ;
- c) des installations fixes offrant tout service aux campeurs, à l'exception de l'hébergement, pour autant qu'elles aient bénéficié d'une autorisation urbanistique;
- d) des abris fixes destinés à l'hébergement des campeurs pour autant qu'ils aient bénéficié d'une autorisation urbanistique et qu'une étude hydraulique/hydrologique ait été réalisée préalablement à la délivrance de l'autorisation et soit de nature à démontrer l'absence de risque lié aux inondations.

La zone d'aléa moyen et faible de la partie inondable d'un camping touristique peut accueillir, le cas échéant moyennant autorisation urbanistique lorsqu'elle est requise en application du Code du Développement territorial, tout type d'abri mobile ou fixe.

Dans les zones d'aléa moyen de la partie inondable d'un camping touristique, les dispositions complémentaires suivantes s'imposent : les auvents, avancées en toile et autres aménagements similaires ainsi que les meubles extérieurs sont retirés pour la période s'étalant du 15 novembre au 15 mars. »;

2° au paragraphe 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Le demandeur ou le titulaire de l'autorisation peut solliciter une ou plusieurs dérogations aux dispositions visées au précédent paragraphe. Cette demande de dérogation au zonage démontre que les effets dommageables en cas d'inondation sont sensiblement réduits et est motivée au moins par l'un des éléments suivants :

1° la réalisation d'aménagements après l'établissement de la cartographie de l'aléa d'inondation et pour autant que ceux-ci réduisent la valeur de l'aléa et aient fait, le cas échéant, l'objet d'une autorisation urbanistique;

2° l'engagement à réaliser des aménagements permettant de réduire la valeur de l'aléa et ayant fait, le cas échéant, l'objet d'une autorisation urbanistique définitive;

3° une erreur manifeste de la cartographie de l'aléa d'inondation dûment démontrée. »;

b) à l'alinéa 2, les mots "articles 288.D, alinéa 3, et 289.D à 294" sont remplacés par les mots "articles 289 à 293";

3° l'article est complété d'un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Pour autant que le camping et ses constructions, aménagements et installations soient dûment autorisés et conformes aux autorisations délivrées, l'exploitant d'un camping touristique ou d'un camping à la ferme dispose d'un délai fixé par le Commissariat général au Tourisme pour prendre les mesures nécessaires au respect du paragraphe 1<sup>er</sup>.

Le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est déterminé en fonction, le cas échéant, des démarches administratives préalables à la réalisation de travaux et aménagements ainsi que l'ampleur de ces travaux et aménagements. Il ne peut pas excéder huit ans. Le Ministre peut proposer de le proroger de deux ans.

Dans les trois ans de l'entrée en vigueur du paragraphe 3, l'exploitant du camping touristique ou du camping à la ferme ou le titulaire de l'autorisation soumet au Commissariat général au Tourisme, par envoi certifié, un programme détaillé, réalisable et motivé décrivant les moyens envisagés pour assurer ladite évacuation des mobilhomes concernés.

Dans les dix jours ouvrables de sa réception, le Commissariat général au Tourisme accuse réception de ce programme qui contient au minimum :

- 1° le nombre d'emplacements concernés par la zone d'aléa élevé;
- 2° le nombre de mobilhomes situés sur ces emplacements;
- 3° leur lieu éventuel de déplacement, dans ou hors du terrain;
- 4° le cas échéant, les démarches administratives en matière d'urbanisme et d'environnement à mener en vue de leur déplacement;
- 5° les travaux éventuels à effectuer pour la mise en conformité du terrain avec la présente disposition. »

**Art. 62.** L'article 251 du même Code est abrogé.

**Art. 63.** L'article 252 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art 252. Sans préjudice des articles 246 et 250, le camping à la ferme répond aux seules conditions suivantes :

1° il ne peut y avoir plus d'un camping à la ferme par exploitation agricole;

2° il dispose d'abris mobiles ou d'emplacements nus localisés dans le voisinage immédiat des bâtiments d'une ferme, faisant partie intégrante d'une exploitation agricole et implantés sur un terrain salubre ayant une superficie minimale d'un are par abri mobile;

3° il est doté d'un dispositif d'alimentation en eau potable et d'installations sanitaires telles que précisées par le Ministre;

4° il est occupé uniquement durant la période débutant quinze jours avant Pâques et se terminant le 15 novembre de chaque année ainsi que durant la période allant du 15 décembre au 15 janvier de l'année suivante. »

**Art. 64.** Dans l'article 254 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par la phrase suivante : "Ces critères peuvent porter sur leur surface habitable, leurs équipements et leur confort.";

2° l'alinéa 3 est supprimé.

**Art. 65.** Dans l'article 258, 3<sup>o</sup>, du même Code, les mots "ainsi que le classement de l'unité de séjour" sont abrogés.

**Art. 66.** L'article 261 du même Code est abrogé.

**Art. 67.** L'article 263 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art 263. Les normes auxquelles les établissements hôteliers, les hébergements touristiques de terroir, les meublés de vacances, les campings touristiques, à l'exception des campings à la ferme et les villages de vacances doivent répondre en vue de leur classement en catégories sont reprises aux annexes 7 à 10. »

**Art. 68.** Dans l'article 270 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> à l'alinéa 2, les mots "maisons d'hôtes et maisons d'hôtes à la ferme" sont abrogés;

2<sup>o</sup> à l'alinéa 3, les mots "établissements d'" sont abrogés.

**Art. 69.** Dans le même Code, il est inséré un article 281 rédigé comme suit :

« Art. 281. Lorsqu'une demande de révision du classement, accompagnée ou non d'une demande de dérogation à un critère de classement, est sollicitée par le titulaire de l'autorisation, elle est introduite, par envoi certifié, auprès du Commissariat général au Tourisme au moyen du formulaire délivré par ce dernier.

Elle est accompagnée de tous les renseignements et documents susceptibles de permettre la révision du classement et, le cas échéant, d'accorder la dérogation. »

**Art. 70.** Dans le même Code, l'article 282 est abrogé.

**Art. 71.** Dans le même Code, sont insérés les articles 284 à 287 rédigés comme suit :

« Art. 284. S'il estime que la demande contient tous les éléments lui permettant de statuer en parfaite connaissance de cause, le Commissariat général au Tourisme transmet au demandeur par envoi certifié, dans les dix jours ouvrables de la réception de la demande, un accusé de réception attestant du caractère complet du dossier.

A défaut, dans le même délai, il adresse au demandeur un envoi certifié sollicitant la production des informations manquantes, l'informe du temps dont il dispose pour les transmettre et des conséquences en cas de non-respect de ce délai. Dans les dix jours ouvrables de la réception de celles-ci, le Commissariat général au Tourisme transmet au demandeur, par envoi certifié, un accusé de réception attestant du caractère complet du dossier.

Art. 285. En cas de demande de dérogation à un critère de classement, le Commissariat général au Tourisme peut transmettre la demande pour avis au président du comité technique compétent en même temps qu'il notifie au demandeur l'accusé de réception attestant du caractère complet du dossier.

Le comité technique compétent rend un avis motivé et le notifie au Commissariat général au Tourisme et, par envoi certifié, au demandeur, dans les quarante-cinq jours à dater du jour où le dossier est transmis à son président. En cas d'absence de notification de l'avis dans le délai fixé, il est passé outre par le Commissariat général au Tourisme.

Art. 286. Le Commissariat général au Tourisme notifie sa décision dans un délai de quatre mois à dater de l'envoi de l'accusé de réception attestant du caractère complet du dossier.

La décision du Commissariat général au Tourisme est notifiée au demandeur par envoi certifié. A chaque réunion du comité technique compétent, une information est donnée par le Commissariat général au Tourisme concernant les décisions de révision du classement et, le cas échéant, de dérogation à un critère de classement.

Le délai prévu à l'alinéa premier peut être prolongé une seule fois pour une durée maximale de deux mois. La prolongation et sa durée sont dûment motivées. La prolongation est notifiée au demandeur par envoi certifié.

L'absence de notification de la décision du Commissariat général au tourisme au demandeur dans le délai prévu à l'alinéa premier ou, le cas échéant, dans le délai additionnel après prolongation, équivaut à une décision d'octroi.

Art. 287. Lorsque la révision du classement se fait à l'initiative du Commissariat général au Tourisme, ce dernier statue conformément à la procédure organisée aux articles 217/1 à 221. »

**Art. 72.** Dans le même Code, sont insérés les articles 289 à 293 rédigés comme suit :

« Art. 289. § 1<sup>er</sup>. Le recours est introduit dans les trente jours de la réception de la décision contestée.

Il est adressé, par envoi certifié, au Commissariat général au Tourisme et est accompagné d'une copie de la décision contestée.

Le recours n'est pas suspensif, sauf s'il porte sur une décision de retrait de l'autorisation ou de révision de classement visée à l'article 288.D, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>. Dans ces deux cas, la décision est suspendue pendant le délai laissé au demandeur pour former recours et, le cas échéant, jusqu'à la décision du Ministre statuant sur recours.

§ 2. Dans les dix jours ouvrables à dater de la réception du recours, le Commissariat général au Tourisme adresse au demandeur un accusé de réception, par envoi certifié.

Il envoie dans le même délai une copie du recours au président de la commission consultative de recours visée à l'article 295.D.

Art. 290. Le demandeur peut solliciter d'être entendu par la commission consultative de recours, soit dans son recours, soit par un envoi certifié adressé au président de cette commission dans les quinze jours à dater de la réception par le demandeur de l'accusé de réception de son recours.

L'audition peut avoir lieu soit devant la commission, soit devant un ou plusieurs de ses délégués. Un procès-verbal est établi.

Le demandeur est averti de cette audition au moins huit jours avant la date fixée. Il peut se faire représenter ou assister par les personnes de son choix.

Art. 291. Dans un délai de quarante-cinq jours à dater de la réception par son président du dossier de recours, la commission consultative de recours rend un avis motivé, le cas échéant après avoir procédé à l'audition, et le notifie au Commissariat général au Tourisme en même temps qu'une copie du procès-verbal d'audition et de tout document communiqué par le demandeur. En même temps, cet avis et, le cas échéant, la copie du procès-verbal d'audition sont notifiés par envoi certifié au demandeur. En cas d'absence de notification de l'avis dans le délai fixé, il est passé outre par le Ministre.

Si la commission ne se prononce pas dans le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, dans les cinq jours qui suivent, son président notifie au Commissariat général au Tourisme une copie du procès-verbal d'audition et de tout document communiqué par le demandeur.

Art. 292. Le Ministre statue sur le recours et adresse sa décision au demandeur dans un délai de quatre mois à dater de l'envoi, par le Commissariat général au Tourisme, de l'accusé de réception visé à l'article 289, § 2.

Lorsque le Ministre ne se rallie pas à l'avis de la commission consultative de recours, il en indique les motifs.

La décision du Ministre est notifiée, par envoi certifié, au Commissariat général au Tourisme et au demandeur. Elle est simultanément communiquée au bourgmestre de la commune où est situé l'hébergement touristique. A chaque réunion du comité technique compétent, une information est donnée par le Commissariat général au Tourisme concernant les décisions prises sur recours.

Art. 293. Le délai prévu à l'article 292, alinéa 1<sup>er</sup>, peut être prolongé une seule fois pour une durée maximale de deux mois. La prolongation et sa durée sont dûment motivées. La prolongation est notifiée au demandeur par envoi certifié.

L'absence de notification de la décision du Ministre au demandeur dans le délai prévu à l'article 292, alinéa 1<sup>er</sup>, ou, le cas échéant, dans le délai additionnel après prolongation, équivaut à une décision d'octroi. »

**Art. 73.** L'article 294 du même Code est abrogé.

**Art. 74.** Dans l'article 302 du même Code, les mots "associations de protection des consommateurs les plus représentatives sont invitées" sont remplacés par les mots "services du médiateur de la Région wallonne sont invités" et le mot "six" est remplacé par le mot "trois".

**Art. 75.** Dans l'article 307 du même Code, les mots "associations interrogées" sont remplacés par les mots "services du médiateur de la Région wallonne interrogés".

**Art. 76.** Dans l'article 308 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> les mots "est un opérateur concurrent sur le marché ou lorsqu'il" sont insérés entre les mots "lorsqu'il" et les mots "a un intérêt direct";

2<sup>o</sup> l'article est complété par un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Il est interdit au médiateur visé à l'article 296.D, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de siéger lorsqu'il a eu à connaître du cas dans l'exercice de sa fonction. »

**Art. 77.** Dans l'article 309 du même Code, alinéa 1<sup>er</sup>, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 2<sup>o</sup>, les mots "ou de séjour calculés sur la même base réglementaire que celle appliquée aux fonctionnaires de rang A 3 de la Région wallonne" sont remplacés par les mots "tels que prévus pour les agents des services du Gouvernement en vertu du Code de la Fonction publique wallonne";

b) le 3<sup>o</sup> est abrogé.

**Art. 78.** Dans l'article 335 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots "de l'article 332.D" sont remplacés par les mots "des articles 201/1. D, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, et 332.D";

2<sup>o</sup> à l'alinéa 2, les mots "établissement d'hébergement touristique" sont remplacés par les mots "hébergements touristiques" et la référence "article 1<sup>er</sup>.D, 39<sup>o</sup>" est remplacée par la référence "article 1<sup>er</sup>.D, 41<sup>o</sup>";

3<sup>o</sup> à l'alinéa 3, les mots "terrains de camping touristique" sont remplacés par les mots "campings touristiques".

**Art. 79.** Dans le même Code, il est inséré un article 338 rédigé comme suit :

« Art. 338. § 1<sup>er</sup>. La demande d'attestation de sécurité-incendie est adressée, par envoi certifié, au bourgmestre de la commune sur le territoire de laquelle est situé le bâtiment ou la partie de bâtiment concernée.

Une même demande d'attestation de sécurité-incendie peut porter sur plusieurs bâtiments.

Si le demandeur fait choix d'introduire plusieurs demandes d'attestation de sécurité-incendie pour un même hébergement touristique, le bourgmestre peut joindre ces demandes pour les instruire ensemble.

§ 2. Le demandeur tient en tout temps et à disposition du bourgmestre et des services d'incendie, ainsi que du Commissariat général au Tourisme, les documents repris à l'annexe 22 du présent Code.

En cas de demande initiale d'attestation de sécurité incendie, les documents visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> datent de moins de deux ans avant la date d'introduction de la demande d'attestation de sécurité incendie et aucun travail tel que défini à l'article 350, § 2, ne peut avoir été effectué après la délivrance de ces certificats.

En cas de renouvellement de l'attestation de sécurité incendie, les documents visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, sont valides au moment de l'introduction de la demande.

Le bourgmestre peut solliciter la transmission des documents repris à l'annexe 22 du présent Code pour poursuivre l'instruction du dossier. Dans ce cas, les délais procéduraux pour l'octroi de l'attestation de sécurité-incendie sont suspendus jusqu'à la réception des documents sollicités. »

**Art. 80.** Dans le même Code, l'article 339 est complété par une phrase rédigée comme suit :

« Elle est accompagnée d'un certificat de conformité délivré par l'organisme agréé concernant :

a) l'installation électrique;

b) l'installation de chauffage;

c) l'installation au gaz, en ce compris les appareils raccordés à cette dernière. »

**Art. 81.** Dans le même Code, sont insérés les articles 340 à 343 rédigés comme suit :

« Art. 340. Dans les dix jours ouvrables à dater de la réception de la demande, le bourgmestre en accuse réception et en transmet une copie au service d'incendie territorialement compétent.

Art 341. Le service d'incendie adresse son rapport au bourgmestre et au demandeur dans les soixante jours de la réception du dossier.

Art 342. Le bourgmestre statue sur la demande d'attestation de sécurité-incendie au vu du rapport du service d'incendie et, le cas échéant, sur la base de l'arrêté du Gouvernement accordant les dérogations en application des articles 344.D et 345.D.

Lorsque le bourgmestre s'écarte du rapport du service d'incendie, il en indique les motifs.

La décision accompagnée du rapport du service d'incendie est notifiée au demandeur, par envoi certifié, dans les trois mois à dater de la réception de la demande par le bourgmestre. Sauf en cas de refus, cette notification contient la reproduction des articles 336.D et 337.D. Simultanément, le bourgmestre envoie une copie complète de cette notification au Commissariat général au tourisme.

Art 343. La notification par le demandeur au bourgmestre d'une demande de dérogation adressée au Gouvernement suspend les délais déterminés aux articles 341 et 342 jusqu'à la réception de la décision du Ministre intervenue en application de l'article 344.D.

Le bourgmestre communique sans délai la demande de dérogation au service d'incendie. »

**Art. 82.** Dans le même Code, il est inséré un article 346 rédigé comme suit :

« Art. 346. La demande de dérogation est adressée au Commissariat général au Tourisme, par envoi certifié, accompagnée, le cas échéant, d'une copie de l'attestation de sécurité-incendie ou de contrôle simplifié et du rapport du service d'incendie. Elle est motivée et précise les points sur lesquels porte la demande.

Le recours visé à l'article 354.D peut contenir une telle demande de dérogation, à condition qu'elle soit expressément mentionnée. Dans ce cas, les procédures de dérogation et de recours sont jointes.

La demande de dérogation est traitée suivant la procédure organisée aux articles 355 à 359.

Le Commissariat général au Tourisme peut dispenser le demandeur de fournir les documents visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> dès lors que soit il dispose d'une ou plusieurs pièces ou renseignements visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, soit il peut en disposer par le biais d'une banque de données de sources authentiques ou par le biais d'une collaboration avec les autorités compétentes. »

**Art. 83.** Dans l'article 348 du même Code, les mots "établissement(s) d'hébergement touristique situé(s)" sont remplacés par "hébergements touristiques situés".

**Art. 84.** L'article 349 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 349. L'attestation de contrôle simplifié est délivrée par le bourgmestre ou l'organisme désigné par le Gouvernement sur production des documents suivants :

1° un certificat de conformité délivré par un organisme agréé concernant :

- a) l'installation électrique;
- b) l'installation de chauffage;
- c) l'installation au gaz, en ce compris les appareils raccordés à cette dernière;

2° une déclaration sur l'honneur de l'exploitant relative à :

- a) la détention d'installations de détecteurs incendie et d'extincteurs;
- b) au bon entretien et au ramonage annuel des cheminées et conduits de fumée;

c) à sa prise de connaissance et au respect des mesures relatives aux prescriptions d'occupation de l'exploitation telle que visée à l'annexe 18.

Ces documents sont élaborés conformément à l'annexe 18 du présent Code.

Les certificats visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> doivent être délivrés depuis moins de deux ans avant la date d'introduction de la demande d'attestation de contrôle simplifié et aucuns travaux tels que définis à l'article 350, § 2, ne peuvent avoir été effectués après la délivrance de ces certificats.

Le Commissariat général au Tourisme peut dispenser le demandeur de fournir les documents visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> dès lors que soit il dispose d'une ou plusieurs pièces ou renseignements visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, soit il peut en disposer par le biais d'une banque de données de sources authentiques ou par le biais d'une collaboration avec les autorités compétentes. »

**Art. 85.** Dans l'article 350, § 1<sup>er</sup>, du même Code, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« L'attestation de contrôle simplifié a une durée de validité de cinq années, sauf pour les hébergements touristiques de terroir, les meublés de vacances, les abris fixes dans un camping, et les unités de séjour pour lesquels elle a une durée de validité de dix années. Ce délai prend cours à la date de signature de l'attestation de contrôle simplifié par l'autorité compétente. »

**Art. 86.** Dans le même Code, les articles 351 et 352 sont remplacés par ce qui suit :

« Art. 351. La demande d'attestation de contrôle simplifié est adressée, par envoi certifié, au bourgmestre ou au service désigné par le Gouvernement, sur le formulaire délivré par le Commissariat général au Tourisme. Si la demande est faite auprès du service désigné, ce dernier en informe le bourgmestre compétent.

Dans les dix jours ouvrables qui suivent la réception de la demande d'attestation de contrôle simplifié, le bourgmestre ou le service désigné dresse un accusé de réception.

Art. 352. Le bourgmestre ou le service désigné statue sur la demande d'attestation de contrôle simplifié sur base du modèle d'attestation établi par le Commissariat général au Tourisme et notifie sa décision au demandeur, par envoi certifié, dans les trois mois à dater de l'envoi de l'accusé de réception visé à l'article 351. Cette notification contient notamment la reproduction de l'article 350. Une copie de la décision est transmise, soit par le bourgmestre soit par le service désigné, au Commissariat général du Tourisme. »

**Art. 87.** Dans l'article 353 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° les mots "dans les nonante cinq jours" sont remplacés par les mots ", ou du service désigné, dans les trois mois";
- 2° les mots "354.D à 359.D" sont remplacés par les mots "355 à 359."

**Art. 88.** Dans le même Code, sont insérés les articles 355 à 358 rédigés comme suit :

« Art. 355. § 1<sup>er</sup>. Le recours visé à l'article 354.D est adressé au Commissariat général au Tourisme, par envoi certifié, et est accompagné d'une copie de la demande d'attestation de sécurité-incendie ou de contrôle simplifié, du rapport du service d'incendie et de la décision contestée, s'ils existent.

Le recours est introduit dans les trente jours de la réception de la décision contestée ou, dans l'hypothèse visée à l'article 354.D, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, de la date à partir de laquelle le demandeur peut former recours.

§ 2. Dans les dix jours ouvrables à dater de la réception du recours, le Commissariat général au Tourisme adresse au demandeur un accusé de réception, par envoi certifié.

Il envoie dans le même délai une copie du recours et de ses annexes au président de la commission sécurité-incendie visée à l'article 361.D et en informe le bourgmestre concerné, et le cas échéant le service désigné par le Gouvernement.

§ 3. Le Commissariat général au Tourisme peut dispenser le demandeur de fournir les documents visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, dès lors que soit il dispose d'une ou plusieurs pièces ou renseignements visés à l'alinéa 2, soit il peut en disposer par le biais d'une banque de données de sources authentiques ou par le biais d'une collaboration avec les autorités compétentes.

Art. 356. Le demandeur peut demander à être entendu par la commission sécurité-incendie, soit dans son recours, soit par un envoi certifié adressé au président de cette commission dans les quinze jours à dater de la réception par le demandeur de l'accusé de réception de son recours.

L'audition peut avoir lieu soit devant la commission, soit devant un ou plusieurs de ses délégués, éventuellement lors de la visite des lieux opérée par eux. Un procès-verbal est établi.

Le demandeur est averti de cette audition au moins huit jours avant la date fixée. Il peut se faire représenter ou assister par les personnes de son choix.

Art. 357. Dans un délai de quatre mois à dater de la réception par son président du dossier de recours, la commission rend un avis motivé, le cas échéant après avoir entendu le demandeur, et le notifie au Commissariat général au Tourisme en même temps qu'une copie du procès-verbal d'audition et de tout document communiqué par le demandeur. En même temps, cet avis et, le cas échéant, une copie du procès-verbal d'audition sont notifiés, par envoi certifié, au demandeur. En cas d'absence de notification de l'avis dans le délai fixé, il est passé outre par le Ministre.

Si la commission ne se prononce pas dans le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, dans les cinq jours qui suivent, son président notifie au Commissariat général au Tourisme une copie du procès-verbal d'audition et de tout document communiqué par le demandeur.

Art. 358. Le Ministre statue sur le recours, sur avis de la commission sécurité-incendie, et adresse sa décision au demandeur dans un délai de sept mois à dater de l'envoi, par le Commissariat général au Tourisme, de l'accusé de réception visé à l'article 355, § 2.

Lorsque le Ministre ne se rallie pas à l'avis de la commission sécurité-incendie, il en indique les motifs.

Si le recours ne met en cause que les conditions imposées par le service désigné par le Gouvernement, la compétence du Ministre n'est pas limitée à l'examen desdites conditions de telle sorte qu'il peut refuser l'attestation de sécurité-incendie.

La décision du Ministre est notifiée au demandeur par envoi certifié. Sauf en cas de refus, cette notification contient notamment la reproduction des articles 336.D et 337.D. La décision est également notifiée au bourgmestre concerné et au service d'incendie compétent, et le cas échéant au service désigné par le Gouvernement. »

**Art. 89.** L'article 360 du même Code est abrogé.

**Art. 90.** Dans l'article 367 du même Code, le mot "supérieur" est chaque fois abrogé.

**Art. 91.** Dans l'article 372 du même Code, les mots "est un opérateur concurrent sur le marché ou lorsqu'il" sont insérés entre les mots "lorsqu'il" et les mots "a un intérêt direct".

**Art. 92.** Dans l'article 373 du même Code, alinéa 1<sup>er</sup>, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 2<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 2<sup>o</sup> au remboursement de leurs frais de déplacement tels que prévus pour les agents des services du Gouvernement en vertu du Code de la Fonction publique wallonne;

b) le 3<sup>o</sup> est abrogé.

**Art. 93.** Dans l'article 378 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 2<sup>o</sup>, k), les mots "Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine" sont remplacés par les mots "Code du Développement territorial";

b) le 3<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 3<sup>o</sup> le mobilier, lorsqu'il est destiné aux chambres ou aux parties de locaux communs réservés à la clientèle hébergée :

a) literie complète, à savoir le lit, le sommier et le matelas;

b) rideaux et tentures;

c) armoires et penderies; »;

c) au 5<sup>o</sup>, le b) est remplacé par ce qui suit :

« b) terrains, établissements et équipements de sport et de bien-être tels que piscines, terrains de tennis, salles de mise en condition physique, wellness; »;

d) l'article est complété par un 8<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 8<sup>o</sup> l'acquisition de matériels, d'outils et de logiciels informatiques liés à la gestion hôtelière ainsi que toute formation du personnel à l'usage de ces outils. »

**Art. 94.** Dans le même Code, il est inséré un article 381/1 rédigé comme suit :

« Art. 381/1. Le montant total des subventions accordées pour un établissement hôtelier est limité aux plafonds suivants :

1<sup>o</sup> lorsque l'établissement hôtelier compte au maximum vingt chambres, 75.000 euros par période de trois ans;

2<sup>o</sup> lorsque l'établissement hôtelier compte vingt et une à quarante chambres, le plafond est porté à 85.000 euros par période de trois ans;

3<sup>o</sup> lorsque l'établissement hôtelier compte plus de quarante chambres, le plafond est porté à 100.000 euros par période de trois ans.

Ces plafonds sont d'application même s'il y a changement de propriétaire ou de titulaire de l'autorisation.

Le Ministre peut fixer un plafond par catégorie de travaux. »

**Art. 95.** L'article 384 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art 384. Peuvent donner lieu à l'octroi d'une subvention visée à l'article 382.D :

1<sup>o</sup> les travaux à caractère immobilier et acquisitions de matériaux, sans que la surface faisant l'objet de travaux destinés à agrandir l'hébergement touristique de terroir puisse dépasser 25 % de la surface totale existante et utile notamment terrassement, menuiserie, maçonnerie, vitrerie, revêtements murs et sols, sanitaires;

2<sup>o</sup> les aménagements extérieurs immobiliers contigus à l'hébergement touristique de terroir ou situés à proximité immédiate de celui-ci, destinés au touriste logé, au prorata de la capacité maximale de l'hébergement touristique :

a) emplacements de parking, garages et chemins d'accès privé;

b) égouts et station d'épuration;

3<sup>o</sup> les aménagements spécifiques visant à se conformer à toutes les dispositions du Code du Développement territorial, ou prises en vertu de celui-ci, relatives aux aménagements spécifiques à l'accueil des personnes à mobilité réduite;



- 4° le mobilier destiné au seul équipement des chambres;
- 5° la literie complète dans les chambres, à savoir le lit, le sommier et le matelas;
- 6° l'acquisition et l'installation du matériel de production d'énergies renouvelables;
- 7° les certificats de conformité délivrés par un organisme agréé en application de l'article 349. »

**Art. 96.** Dans le même Code, il est inséré un article 387/1 rédigé comme suit :

« Art. 387/1. § 1<sup>er</sup>. Le montant total des subventions accordées pour un gîte rural et un gîte citoyen est limité aux plafonds suivants :

- 1° lorsque le gîte peut accueillir entre une à quinze personnes, 9.000 euros par période de dix ans;
- 2° lorsque le gîte peut accueillir plus de quinze personnes, 13.000 euros par période de dix ans.

§ 2. Le montant total des subventions accordées pour un gîte à la ferme est limité aux plafonds suivants :

- 1° lorsque le gîte peut accueillir entre une à quinze personnes, 17.000 euros par période de dix ans;
- 2. lorsque le gîte peut accueillir plus de quinze personnes, 25.000 euros par période de dix ans.

§ 3. Le montant total des subventions accordées pour une chambre d'hôtes est limité à 2.000 euros par période de dix ans. Ce montant est porté à 3.000 euros par période de dix ans pour les chambres d'hôtes à la ferme.

§ 4. Les plafonds visés aux paragraphes 1<sup>er</sup> à 3 sont d'application même s'il y a changement de propriétaire ou de titulaire de l'autorisation. »

**Art. 97.** Dans l'article 393 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, il est inséré un 1°/1 rédigé comme suit :

« 1°/1 les travaux de gros œuvre, de parachèvement et de rénovation d'immeubles, notamment le terrassement, la maçonnerie, la menuiserie, la vitrerie, le carrelage, le revêtement de mur et de sol, l'enduisage, la peinture, la toiture; »;

b) à l'alinéa 1<sup>er</sup>, aux 7°, 8°, 11°, 12°, 14°, 16° à 19° et 23°, les mots "terrain de" sont chaque fois abrogés;

c) à l'alinéa 1<sup>er</sup>, au 27°, les mots "et les frais d'animation, pendant les périodes de vacances scolaires, qui sont compatibles avec la quiétude des campeurs" sont abrogés;

d) à l'alinéa 1<sup>er</sup>, au 32°, les mots "Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine" sont remplacés par les mots "Code du Développement territorial";

e) l'alinéa 2 est abrogé;

f) dans l'alinéa 3, les mots "constituent des investissements prioritaires au sens de l'article 395.D, § 3," sont remplacés par les mots "sont subventionnables";

g) à l'alinéa 3, aux tirets 3 à 7, les mots "(autos caravanes)" sont supprimés :

h) l'alinéa 3 est complété par un dernier tiret rédigé comme suit :

« - l'aire est équipée d'installations pour la collecte et le tri sélectif des ordures. »

**Art. 98.** Dans le même Code, il est inséré un article 397/1 rédigé comme suit :

« Art. 397/1. Le montant total des subventions accordées pour un camping à la ferme est limité aux plafonds suivants :

1° lorsqu'il s'agit d'une aire d'accueil à la ferme :

- a) en cas d'investissement initial lié à la création : 5.000 euros sur une période de trois ans;
- b) en cas d'investissement lié à la rénovation et à l'entretien : 3.000 euros sur une période de trois ans;

2° lorsque le camping à la ferme se compose de sept à quinze unités :

- a) en cas d'investissement initial lié à la création : 10.000 euros sur une période de trois ans;
- b) en cas d'investissement lié à la rénovation et à l'entretien : 5.000 euros sur une période de trois ans;

3° lorsque le camping à la ferme se compose de plus de quinze unités :

- a) en cas d'investissement initial lié à la création : 15.000 euros sur une période de trois ans;
- b) en cas d'investissement lié à la rénovation et à l'entretien : 7.500 euros sur une période de trois ans.

Ces plafonds sont d'application même s'il y a changement de propriétaire ou de titulaire de l'autorisation. »

**Art. 99.** Dans le même Code, il est inséré un article 399/1 rédigé comme suit :

« Art 399/1. Peuvent donner lieu à l'octroi d'une subvention visée à l'article 398.D :

1° les travaux d'aménagement et d'équipement des installations pour le traitement, l'épuration et le déversement des eaux usées, y compris l'égouttage général et les systèmes de désinfection;

2° l'aménagement de terrains de jeux et de sports ainsi que les équipements inamovibles faisant partie de cet aménagement pour autant que leur accès soit libre et gratuit pour les personnes hébergées;

3° les installations pour la collecte et le tri sélectif des ordures, y compris les conteneurs;

4° l'aménagement de parcs, jardins et parterres à base d'essences locales;

5° les travaux de mise en conformité avec les normes de base ou les normes spécifiques de sécurité incendie;

6° la signalisation routière du village de vacances, répondant aux critères de la réglementation communale, provinciale, régionale et fédérale ainsi que la signalisation interne du village de vacances;

7° l'aménagement d'un local destiné à l'accueil, y compris son comptoir, le matériel informatique et d'information et les logiciels ainsi qu'un espace avec connexion sans fil vers le réseau internet;

8° l'installation de système de récupération et d'utilisation de l'eau de pluie;

9° l'acquisition et l'installation du matériel de production d'énergies renouvelables destiné exclusivement au village de vacances ainsi que le remplacement d'équipements du village de vacances permettant de réduire la consommation énergétique de la structure concernée;

10° les aménagements spécifiques visant à se conformer à toutes les dispositions du Code du Développement territorial, ou prises en vertu de celui-ci, relatives aux aménagements spécifiques à l'accueil des personnes à mobilité réduite;

11° l'acquisition de matériels, d'outils et de logiciels informatiques liés à la gestion du village de vacances ainsi que toute formation du personnel à l'usage de ces outils;

12° les infrastructures d'animation;

13° les travaux de gros œuvre, de parachèvement et de rénovation d'immeubles, notamment le terrassement, la maçonnerie, la menuiserie, la vitrerie, le carrelage, le revêtement de mur et de sol, l'enduisage, la peinture, la toiture, la consolidation et le rehaussement des berges d'un plan d'eau;

14° les travaux relatifs aux techniques spéciales, notamment le chauffage, les techniques d'isolation et d'épuration d'air;

15° les équipements relatifs au réseau de télécommunication, à la sécurité, y compris la vidéo-surveillance;

16° les équipements informatiques à l'usage des clients situés dans des zones communes;

17° l'installation et l'acquisition d'une buanderie, y compris lave-linge et séchoir. »

**Art. 100.** Dans le même Code, il est inséré un article 401/1 rédigé comme suit :

« Art 401/1. Peuvent donner lieu à l'octroi d'une subvention visée à l'article 401.D :

1° la mise en conformité de l'unité de séjour en conformité avec les normes de base et les normes spécifiques en matière de sécurité-incendie;

2° les aménagements destinés à réduire la consommation énergétique globale de l'unité de séjour;

3° les travaux de gros œuvre, parachèvement et rénovation d'immeubles, notamment le terrassement, la maçonnerie, la menuiserie, la vitrerie, le carrelage, le revêtement de mur et de sol, l'enduisage, la peinture, la toiture;

4° les travaux de techniques spéciales, notamment le chauffage, les techniques d'isolation et d'épuration d'air;

5° les acquisitions de literie complète, à savoir le lit, le divan-lit, le sommier et le matelas. »

**Art. 101.** Dans le même Code, il est inséré un article 402/2 rédigé comme suit :

« Art. 402/2. Le titulaire de l'autorisation ou l'exploitant introduit sa demande de reconnaissance du caractère insolite de l'hébergement touristique au Commissariat général au Tourisme, par envoi certifié sur base d'un formulaire élaboré par ce dernier.

Le Commissariat général au Tourisme transmet la demande au Conseil du Tourisme, pour avis motivé, sur la reconnaissance ou non du caractère insolite de l'hébergement. Dans son avis, il identifie la catégorie d'hébergement touristique à laquelle est assimilé l'hébergement.

L'avis parvient au Commissariat général au Tourisme quarante-cinq jours après réception de la demande. En l'absence d'avis dans le délai fixé, il est passé outre.

Le Commissariat général au Tourisme transmet au Ministre une proposition de décision concernant le caractère insolite de l'hébergement.

Le Ministre se prononce dans un délai les trente jours qui suivent la réception du dossier. Il transmet sa décision au Commissariat général au Tourisme qui la notifie au demandeur. Une copie est transmise au comité technique compétent.

Le bénéficiaire doit maintenir l'affectation du bien pendant dix ans prenant cours à partir du 1<sup>er</sup> janvier suivant la dernière année pendant laquelle la subvention a été liquidée.

La reconnaissance du caractère insolite a une durée de validité de dix années à dater de la date de signature de la décision de reconnaissance par le Ministre. »

**Art. 102.** L'article 404 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 404. Le Ministre détermine les investissements prioritaires visés aux articles 379.D, alinéa 2, 395.D, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 4<sup>o</sup>, 400.D, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 3<sup>o</sup>.

Sont considérés comme prioritaires au sens de l'article 379.D, alinéa 2, les investissements visés à l'article 378, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, k).

Sont considérés comme prioritaires au sens de l'article 395.D, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 4<sup>o</sup>, les investissements visés à l'article 393, alinéa 1<sup>er</sup>, 32<sup>o</sup>.

Sont considérés comme prioritaires au sens de l'article 400.D, alinéa 2, 3<sup>o</sup>, les investissements visés à l'article 399/1, alinéa 1<sup>er</sup>, 10<sup>o</sup>. »

**Art. 103.** L'article 408 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art 408. La demande d'octroi d'une subvention visée aux articles 376.D, 382.D, 388.D, 391.D, 398.D, et 401.D est adressée au moyen du formulaire délivré par le Commissariat général au Tourisme, lequel fait expressément mention du libellé de l'article 405.D, alinéa 3.

La demande de subvention est accompagnée de tous les documents et renseignements utiles, et au moins :

1° d'une copie des permis administratifs requis, lesquels ont acquis un caractère définitif;

2° d'un projet estimatif, de devis ou de factures détaillant les prix unitaires et les quantités;

3° d'une déclaration précisant les subventions reçues, sollicitées ou escomptées d'autres pouvoirs publics en ce compris des aides reçues de tout pouvoir ou organisme public au cours des trois années précédant la demande, auxquelles s'applique le Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis;

4° le cas échéant, des autorisations d'installation de la signalisation routière;

5° le cas échéant, d'un document émanant du propriétaire de l'hébergement touristique attestant son accord sur l'exécution des travaux;

6° d'une attestation de propriété délivrée par le bureau de l'enregistrement territorialement compétent;

7° le cas échéant, l'engagement visé à l'article 405.D, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>;

8° le cas échéant, le formulaire de reconnaissance du caractère insolite de l'hébergement touristique tel que prévu à l'article 402/2 ou la décision du Ministre reconnaissant le caractère insolite de l'hébergement.

Le Commissariat général au Tourisme peut dispenser le demandeur de fournir les documents visés à l'alinéa 2 dès lors que soit il dispose d'une ou plusieurs pièces ou renseignements visés à l'alinéa 2, soit il peut en disposer par le biais d'une banque de données de sources authentiques ou par le biais d'une collaboration avec les autorités compétentes. »

**Art. 104.** Dans le même Code, il est inséré un article 409 rédigé comme suit :

« Art. 409. § 1<sup>er</sup>. Le Commissariat général au Tourisme, lorsqu'il reçoit une demande de subvention pour un établissement hôtelier, un camping touristique, un camping à la ferme ou un village de vacances, détermine le montant des subventions accordées pour cet hébergement touristique au cours de l'année de la demande et des deux exercices budgétaires précédents.

Lorsqu'il s'agit d'une demande de subvention pour un hébergement touristique de terroir, le Commissariat général au Tourisme détermine le montant des subventions accordées pour cet hébergement touristique au cours de l'année de la demande et des neufs exercices budgétaires précédents.

Lorsqu'il s'agit d'une demande de subvention pour un meublé de vacances ou une unité de séjour, le Commissariat général au Tourisme détermine le montant des subventions accordées pour cet hébergement touristique au cours de l'année de la demande et des neufs exercices budgétaires précédents.

§ 2. La subvention visée à l'article 376.D ne dépasse pas le montant égal à la différence entre le plafond prévu à l'article 381.D et le montant déterminé conformément au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>.

La subvention visée à l'article 391.D ne dépasse pas le plafond prévu à l'article 397.D et le montant déterminé conformément au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>.

La subvention visée à l'article 382.D, alinéa 1<sup>er</sup>, ne dépasse pas le plafond prévu à l'article 387.D et le montant respectivement déterminé conformément au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2.

La subvention visée à l'article 398.D ne dépasse pas le montant égal à la différence entre le plafond prévu à l'article 400.D, § 3, et le montant déterminé conformément au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>.

La subvention visée à l'article 401.D ne dépasse pas le plafond prévu à l'article 402.D, alinéa 2, et le montant déterminé conformément au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 3.

La subvention visée à l'article 382.D, alinéa 2, ne dépasse pas le plafond prévu à l'article 387.D et le montant respectivement déterminé conformément au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2.

La subvention visée à l'article 388.D ne dépasse pas le plafond prévu à l'article 390.D et le montant déterminé conformément au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 3.

Le Commissariat général au Tourisme veille, en outre, au respect du Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

Lorsque le montant d'une subvention pour un établissement hôtelier, un camping touristique, un camping à la ferme ou un village de vacances atteint le plafond prévu respectivement aux articles 381/1, 397.D, 397/1 et 400.D, une nouvelle subvention peut être octroyée uniquement sur la base d'une nouvelle demande introduite au plus tôt deux ans après l'engagement de la subvention précédente.

Lorsque le montant d'une subvention accordée pour un hébergement touristique du terroir sur la base de l'article 382.D, alinéa 1<sup>er</sup>, ou sur la base de l'article 382.D, alinéa 2, atteint le plafond prévu respectivement à l'article 387/1, une nouvelle subvention peut être octroyée uniquement sur la base d'une nouvelle demande introduite au plus tôt neuf ans après l'engagement de la subvention précédente.

Lorsque le montant d'une subvention pour un meublé de vacances ou une unité de séjour atteint le plafond prévu à l'article 390.D ou 402.D, une nouvelle subvention peut être octroyée uniquement sur la base d'une nouvelle demande introduite au plus tôt neuf ans après l'engagement de la subvention précédente.

§ 3. Le Commissariat général au Tourisme informe le bénéficiaire de la subvention du caractère de minimis de cette aide conformément à l'article 6 du Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis. »

**Art. 105.** Dans le même Code, il est inséré un article 414/1 rédigé comme suit :

« Art. 414/1. Le Ministre peut autoriser le non-remboursement d'une subvention dans les cas de force majeure. »

**Art. 106.** Dans l'article 463 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, les références "article 1.D, 11°, 15°, 16°, 19°, 26°, 29°, 33°, 34°, 41°" sont remplacés par les références "article 1<sup>er</sup>.D, 11°, 12°, 23°, 29°, 35°, 47°, 50° et 53°";

2° au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 2° tiret, le tarif "3 euros" est remplacé par le tarif "3.5 euros".

**Art. 107.** Les articles 508, 509, 515 et 517 du même Code sont abrogés.

#### CHAPITRE IV. — Modifications du Livre V - Des subventions pour la promotion touristique

**Art. 108.** L'article 606 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art 606. Peuvent bénéficier de ces subventions :

1° les fédérations provinciales de tourisme;

2° les maisons du tourisme;

3° les syndicats d'initiative constitués en associations sans but lucratif;

4° les offices du tourisme. »

**Art. 109.** Dans l'article 608 du même Code, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots "lettre recommandée" sont remplacés par les mots "envoi certifié".

**Art. 110.** Dans l'article 609 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 3, alinéa 2, les mots "du Ministre du Tourisme" sont remplacés par "du Commissariat général au Tourisme";

2° l'article est complété par un paragraphe 5 rédigé comme suit :

« § 5. La taxe sur la valeur ajoutée fait l'objet d'une subvention dans la mesure où elle n'est pas récupérée par le demandeur. »

**Art. 111.** Dans le même Code, il est inséré un article 618/1 rédigé comme suit :

« Art. 618/1. Les articles 583.D à 604.D entrent en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2017. »

#### CHAPITRE V. — Modifications du Livre VI - Des guides touristiques

**Art. 112.** Dans le même Code, sont insérés les articles 623 et 624 rédigés comme suit :

« Art. 623. § 1<sup>er</sup>. La personne exerçant la fonction de guide touristique ou de guide touristique-stagiaire dispose d'un badge et d'une carte d'accréditation dont les modèles et la durée de validité sont déterminés par le Ministre.

Le Commissariat général au Tourisme délivre les pièces justificatives aux guides touristiques et guides touristiques-stagiaires reconnus.

§ 2. Un seul badge et une seule carte sont délivrés par guide touristique ou par guide touristique-stagiaire. Aucun de ces deux documents n'est délivré à nouveau sauf en cas de perte ou de vol.

Pendant l'exercice de ses activités donnant lieu à reconnaissance, le guide touristique ou le guide touristique-stagiaire porte le badge de façon visible. Il présente sa carte d'accréditation sur demande.

Art. 624. Le badge et la carte sont restitués au Commissariat général du Tourisme dans les trente jours de l'échéance de leur validité, de la réception de la notification de la décision de retrait de la reconnaissance ou, en cas de recours contre la décision de retrait, de sa confirmation par le Ministre.

En cas de renonciation volontaire à l'utilisation du titre de guide touristique ou de guide touristique-stagiaire, celle-ci est notifiée par envoi certifié au Commissariat général au Tourisme. Le badge et la carte y sont joints. »

**Art. 113.** Dans le même Code, sont insérés les articles 627 et 628 rédigés comme suit :

« Art. 627. En application de l'article 626.D, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, le Ministre peut fixer des conditions de diplômes variant en fonction de sous-catégories de guides touristiques qu'il détermine.

Pour toute sous-catégorie de guide touristique qu'il fixe, le Ministre peut solliciter l'avis de toute instance spécialisée dans une compétence déterminée.

Art. 628. Le Ministre précise les données visées à l'article 626.D, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>. »

**Art. 114.** Dans le même Code, il est inséré un article 631 rédigé comme suit :

« Art. 631. § 1<sup>er</sup>. En application de l'article 626.D, § 3, le candidat guide touristique justifie au moins de cinq prestations par an au cours des trois années qui précèdent l'année de la demande dans la catégorie pour laquelle il demande la reconnaissance et pour chacune des langues pour lesquelles il demande sa reconnaissance.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, pour toute langue autre que le français, le néerlandais, l'anglais ou l'allemand, le Comité technique des guides touristiques apprécie le caractère suffisant du nombre de prestations effectuées dans l'une de ces langues.

En cas de force majeure, le nombre de prestations requis peut être apprécié sur une période supérieure à celles des trois années qui précèdent l'année de la demande sur avis motivé du comité technique des guides touristiques.

§ 2. Le Ministre détermine le contenu minimal des attestations dont le modèle est établi par le Commissariat général au Tourisme.

Il peut également adapter le nombre de prestations à justifier par sous-catégories de guides touristiques. »

**Art. 115.** Dans le même Code, il est inséré un article 634 rédigé comme suit :

« Art. 634. § 1<sup>er</sup>. En application de l'article 633.D, le candidat guide touristique-stagiaire justifie au moins d'une expérience de cinq prestations réalisées au titre de guide sur une période d'une année.

Pour les candidats qui souhaitent obtenir la reconnaissance en qualité de guide local ou thématique, le nombre de cinq prestations annuelles minimales est réduit à trois.

§ 2. A la fin du délai de validité du titre de guide touristique-stagiaire, une demande de prolongation motivée peut être adressée au Commissariat général au Tourisme, conformément à la procédure prévue à l'article 637. »

**Art. 116.** Dans le même Code, sont insérés les articles 637 et 638 rédigés comme suit :

« Art. 637. § 1<sup>er</sup>. La demande de reconnaissance comme guide touristique ou comme guide touristique-stagiaire est introduite, en un seul exemplaire et par envoi certifié, auprès du Commissariat général au Tourisme, au moyen du formulaire délivré par ce dernier.

§ 2. Dans les dix jours ouvrables de la réception de la demande, le Commissariat général au Tourisme adresse au demandeur un accusé de réception précisant si le dossier est complet.

A défaut, dans le même délai, il adresse au demandeur un envoi certifié sollicitant la production des informations manquantes, l'informe du temps dont il dispose pour les transmettre et des conséquences en cas de non-respect de ce délai. Dans les dix jours ouvrables de la réception des pièces manquantes, le Commissariat général au Tourisme transmet au demandeur, par envoi certifié, un accusé de réception attestant du caractère complet du dossier.

§ 3. Si le candidat à la reconnaissance se trouve dans l'impossibilité de fournir les attestations pour les prestations réalisées au titre de guide qu'il a effectivement réalisées, il peut demander une dérogation et en expliquer les raisons.

Dans ce cas, son dossier est présenté au comité technique des guides touristiques qui peut inviter le candidat dans un délai de deux mois suivant la réception de sa candidature par le Commissariat général au Tourisme, à démontrer ses capacités pratiques relatives aux prestations réalisées au titre de guide pour lesquelles il demande la reconnaissance.

Si cette invitation n'est pas envoyée au candidat dans le délai visé à l'alinéa 2, son explication est présumée approuvée par le comité technique des guides touristiques.

§ 4. Dans les deux mois de la réception du dossier complet, ou dans le mois de la réalisation de la prestation visée au paragraphe 3, alinéa 2, le comité technique des guides touristiques rend son avis sur la demande de reconnaissance.

Passé ce délai, l'avis du comité technique des guides touristiques est réputé favorable.

Dans les trois mois de la réception du dossier complet, ou dans les trois mois de la prestation visée au paragraphe 3, alinéa 2, le Commissariat général au Tourisme statue sur la demande de reconnaissance et notifie sa décision au demandeur.

Le délai visé au paragraphe 4, alinéa 3, peut être prolongé une seule fois pour une durée maximale d'un mois. La prolongation et sa durée sont dûment motivées. La prolongation est notifiée au demandeur par envoi certifié. A défaut de notification de la décision du Commissariat général au Tourisme au demandeur dans le délai visé au paragraphe 4, alinéa 3, ou, le cas échéant, dans le délai additionnel après prolongation, le silence du Commissariat général au Tourisme constitue une décision d'acceptation.

§ 5. Le Ministre peut préciser les modalités relatives à la demande de reconnaissance. Il fixe les documents à joindre à la demande de reconnaissance.

Art. 638. § 1<sup>er</sup>. Le Commissariat général au Tourisme émet automatiquement une décision de renouvellement de reconnaissance en tant que guide touristique lorsque ce dernier démontre une expérience effective au regard des données dont dispose l'Observatoire wallon du Tourisme.

Pour que l'expérience soit considérée comme effective, le guide touristique justifie au moins de cinq prestations par an au cours des trois années qui précèdent l'année du renouvellement dans la catégorie pour laquelle il demande la reconnaissance et pour chacune des langues pour lesquelles il demande sa reconnaissance.

Le Ministre peut adapter le nombre de prestations à justifier selon les sous-catégories de guides touristiques.

§ 2. A défaut de prestations suffisantes, le Commissariat général au Tourisme en informe le guide touristique qui peut demander une dérogation et en expliquer les raisons.

Dans ce cas, son dossier est présenté au comité technique en conformité avec la procédure prévue à l'article 637, §§ 3 et 4.

Le guide touristique peut faire valoir le suivi de formations continues pour justifier son expérience. En ce cas, le Comité technique apprécie si la formation est suffisante pour démontrer les compétences et connaissances du guide touristique. »

**Art. 117.** Dans le même Code, il est inséré un article 641 rédigé comme suit :

« Art. 641. Toute demande de prolongation de la durée du statut de guide touristique-stagiaire est adressée, par envoi certifié, au Commissariat général au Tourisme au plus tard deux mois avant l'échéance de l'autorisation.

Elle est accompagnée d'une copie du badge ainsi que d'un exposé détaillé des motifs de cette demande de prolongation.

Le Commissariat général au Tourisme répond à la demande de prolongation dans un délai de six semaines. Au-delà de ce délai, le statut de guide touristique-stagiaire est automatiquement prolongé pour une durée de six mois. »

**Art. 118.** Dans le même Code, il est inséré un article 643 rédigé comme suit :

« Art. 643. En application de l'article 642.D, le Commissariat général au Tourisme peut solliciter, par envoi certifié, l'extrait de casier judiciaire du guide touristique. Ce dernier dispose d'un délai de deux mois à compter de la date d'envoi du courrier pour communiquer le document requis. »

**Art. 119.** Dans le même Code, il est inséré un article 645 rédigé comme suit :

« Art. 645. En application de l'article 644.D, le Ministre approuve le Code de déontologie des guides touristiques. »

**Art. 120.** Dans le même Code, il est inséré un article 648 rédigé comme suit :

« Art. 648. § 1<sup>er</sup>. La reconnaissance en qualité de guide touristique ou en qualité de guide touristique-stagiaire peut être suspendue pour une durée allant d'une semaine à deux ans.

§ 2. Dans un délai de trois mois suivant la réception de la plainte ou la constatation du manquement à une des conditions de la reconnaissance, le Commissariat général au Tourisme invite l'intéressé à une audition devant le Commissaire général ou son représentant.

Au moins dix jours avant la date de cette audition, l'intéressé est informé des griefs qui lui sont reprochés et de la possibilité qu'il a de se faire représenter ou assister par la personne de son choix.

§ 3. Dans le délai visé au paragraphe 2, le Commissariat général au Tourisme sollicite l'avis du comité technique des guides touristiques, qui remet son avis tant sur les faits reprochés que sur la sanction à envisager, dans un délai de trois mois à compter de la réception de la demande du Commissariat général au Tourisme.

Passé ce délai, l'avis du comité technique des guides touristiques est réputé favorable à l'intéressé.

§ 4. La décision du Commissariat général au Tourisme est notifiée à l'intéressé, par envoi certifié, dans les trois mois de l'audition de l'intéressé.

Elle est simultanément notifiée au comité technique des guides touristiques.

Sauf circonstance spécialement motivée, le retrait ou la suspension est effectif uniquement à partir du trentième jour qui suit la réception de la décision par l'intéressé.

§ 5. Endéans le délai visé au paragraphe 4, alinéa 3, l'intéressé peut introduire un recours contre cette décision devant le Gouvernement. Ce recours est suspensif de la décision attaquée.

En l'absence de recours, lorsque la décision devient définitive, elle est notifiée à tous les utilisateurs du guide concerné dont le nom figure à son dossier. »

**Art. 121.** Dans le même Code, il est inséré un article 650 rédigé comme suit :

« Art. 650. § 1<sup>er</sup>. En cas d'infraction à l'article 620.D, et aux dispositions prises en exécution de cet article, le contrevenant encourt une amende administrative dont le montant ne peut pas excéder 5.000 euros.

§ 2. Les infractions constatées aux dispositions visées au paragraphe 1<sup>er</sup> sont poursuivies par voie d'amende administrative.

L'amende administrative est infligée par le Commissariat général au Tourisme, après avoir mis le contrevenant en mesure de présenter ses moyens de défense.

§ 3. La décision du Commissariat général au Tourisme fixe le montant de l'amende administrative. Elle est notifiée au contrevenant par envoi certifié en même temps qu'une invitation à acquitter l'amende dans un délai de trente jours suivant la notification de la décision.

Le paiement de l'amende met fin à l'action de l'administration. L'amende est acquittée par versement ou virement au compte du Commissariat général au Tourisme.

§ 4. Le contrevenant qui conteste la décision du Commissariat général au Tourisme introduit, à peine de forclusion, un recours par voie de requête devant le tribunal civil dans un délai de trois mois à compter de la notification de la décision. Sous peine d'irrecevabilité, il notifie simultanément copie de ce recours au Commissariat général au Tourisme. Le recours de même que le délai pour former recours suspendent l'exécution de la décision.

La disposition de l'alinéa 1<sup>er</sup> est mentionnée dans la décision par laquelle l'amende administrative est infligée.

§ 5. Si le contrevenant demeure en défaut de payer l'amende, la décision du Commissaire général au Tourisme ou la décision du tribunal civil passée en force de chose jugée est transmise au Commissariat général au Tourisme en vue du recouvrement du montant de l'amende administrative.

§ 6. Si une nouvelle infraction est constatée dans les trois ans à compter de la date du procès-verbal, le montant visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, est doublé.

La décision administrative par laquelle l'amende administrative est infligée ne peut plus être prise trois ans après le fait constitutif d'une infraction visée par l'article 620.D.

Toutefois, l'invitation au contrevenant de présenter ses moyens de défense, visée au paragraphe 2, alinéa 2, faite dans le délai déterminé à l'alinéa précédent, interrompt le cours de la prescription. Cet acte fait courir un nouveau délai d'égale durée, même à l'égard des personnes qui n'y sont pas impliquées.

§ 7. Le Commissariat général au Tourisme désigne le fonctionnaire chargé d'infliger l'amende administrative. »

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

**Art. 122.** L'annexe 28 intitulée "normes de classement des résidences du tourisme (article 261 du Code wallon du Tourisme)" est abrogée.

**Art. 123.** L'annexe 13bis intitulée « Modèle de l'écusson à délivrer au titulaire d'une autorisation d'utiliser la dénomination "maison d'hôtes, maison d'hôtes à la ferme" » est abrogée.

**Art. 124.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2017.

**Art. 125.** Le Ministre du Tourisme est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Namur, le 9 février 2017.

Le Ministre-Président,  
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,  
délégué à la Représentation à la Grande Région,  
R. COLLIN

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/201948]

**9 FEBRUARI 2017. — Besluit van de Waalse Regering  
tot wijziging van verscheidene bepalingen in de wetgeving betreffende het toerisme**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 6, § 1, VI, eerste lid, 6<sup>o</sup> en 9<sup>o</sup>;

Gelet op het Waals Toerismewetboek, de artikelen 8.D, tweede en vierde lid, 26.D, § 3, eerste lid, 31/4.D, tweede lid, 34.D, eerste lid, 1<sup>o</sup>/1, 5<sup>o</sup>, tweede en vierde lid, 41.D, 42.D, eerste lid, 46.D, 57.D, tweede lid, 66.D, 70.D, tweede lid, 83.D, § 2, eerste en zevende lid, 108.D, eerste en derde lid, 113.D, 114.D, 130.D, eerste lid, 134.D, 143.D, 148.D, 149.D, eerste lid, 161.D, 175.D, tweede lid, 176.D, 182.D, 199.D, eerste lid, 201/1.D, § 1, tweede en derde lid, 201/4.D, 205.D, 206.D, eerste lid, 217.D, 222.D, § 1, eerste lid, 228.D, eerste lid, 4<sup>o</sup>, en tweede lid, 262.D, eerste lid, 280.D, 288.D, tweede lid, 300.D, 333.D, 334.D, tweede lid, 344.D, vierde lid, 347.D, eerste en tweede lid, 354.D, eerste lid, 366.D, 377.D, 379.D, 381.D, 383.D, 387.D, 392.D, 395.D, § 1, tweede lid, 4<sup>o</sup>, 397.D, tweede lid, 399.D, 400.D, § 1, tweede lid, 3<sup>o</sup>, 401.D, tweede lid, 402/1.D, § 1, eerste lid, en § 2, derde lid, 414.D, 617.D, 620.D, § 2, eerste en tweede lid, 626.D, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, § 2, eerste lid, 2<sup>o</sup>, et § 3, eerste en tweede lid, 633.D, § 1, eerste lid, en § 2, 636.D, eerste lid, 642.D, 644.D, 646.D, tweede lid, 647.D, tweede lid en 649.D;

Gelet op het decreet van 17 december 2015 tot wijziging van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting en van de boekhouding van de diensten van de Waalse Regering, het decreet van 5 maart 2008 houdende oprichting van het "Agence wallonne de l'air et du climat" (Waals agentschap voor Lucht en Klimaat) en het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen;

Gelet op het advies van het technisch comité van de toeristische bezienswaardigheden, gegeven op 9 mei 2016;

Gelet op het advies van het technisch comité van de toeristische instellingen, gegeven op 10 mei 2016;

Gelet op het advies van het technisch comité van de toeristische gidsen, gegeven op 10 mei 2016;

Gelet op het advies van het technisch comité voor het hotelwezen in de openlucht, gegeven op 11 mei 2016;

Gelet op het advies van het technisch comité van de streekgebonden toeristische logiezen en gemeubileerde vakantiewoningen, gegeven op 12 mei 2016;

Gelet op het advies van het technisch comité van de vakantiedorpen, gegeven op 13 mei 2016;

Gelet op het advies van de werkgroep van het hotelwezen, gegeven op 19 mei 2016;

Gelet op het advies van de Raad voor Toerisme, gegeven op 10 juni 2016;

Gelet op het advies van de "Union des Villes et Communes de Wallonie" (Unie van de Waalse Steden en Gemeenten), gegeven op 10 juni 2016;

Gelet op het advies van de "Association des Provinces wallonnes" (Vereniging van de Waalse Provincies), gegeven op 17 juni 2016;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 11 april 2016;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 14 april 2016;

Gelet op advies nr. 60.441/4 van de Raad van State, gegeven op 21 december 2016, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het rapport van 5 januari 2017, opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2<sup>o</sup>, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehadt en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Op de voordracht van de Minister van Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen in Boek I - Organisatie van het toerisme*

**Artikel 1.** Artikel 1bis van het Waals Toerismewetboek wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 1/1. In de zin van de regelgevende bepalingen van dit Wetboek wordt verstaan onder :

1<sup>o</sup> kampeerverblijf : het mobiele of het niet-verplaatsbare verblijf in de zin van artikel 1.D, 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup>;

2<sup>o</sup> nieuw gebouw : het gebouw dat opgetrokken is ter uitvoering van een stedenbouwkundige vergunning waarvoor een aanvraag is ingediend drie maanden na 1 januari 2005, de bestaande gebouwen waaraan verbouwingswerken worden verricht uitgesloten;

3<sup>o</sup> normenboek : het geheel van de technische normen inzake markering zoals opgenomen in bijlage 29;

4<sup>o</sup> Commissaris-generaal voor Toerisme : de leidend ambtenaar van het Commissariaat-generaal voor toerisme;

5° inrichting van type A : het toeristische logies dat enkel en alleen logies aanbiedt en, in voorkomend geval, het schoonmaken van de ter beschikking gestelde kamers;

6° inrichting van type B : het toeristische logies met uitzondering van de inrichtingen van type A;

7° personeelslid : de stagiair, het lid of de persoon in dienst genomen via arbeidsovereenkomst en aangewezen op het functionele kader van het Commissariaat-generaal voor Toerisme; de persoon met een vervangingsovereenkomst komt niet in aanmerking;

8° Minister : het lid van de Waalse Regering tot wiens bevoegdheden het toerisme behoort;

9° gedeelte van een toeristische camping dat overstroomd kan worden : het geheel van de zeer geringe, geringe, gemiddelde of hoge voorkomingsomtrekken van waterwinningen opgenomen in de door de Regering aangenomen cartografie van het risico op overstromingen door het buiten de oevers treden van waterlopen van elk onderstroomgebied;

10° voetganger : iedere persoon die zich te voet verplaatst, iedere persoon met een verminderde beweeglijkheid die zich in een rolstoel verplaatst en iedere wielertoerist of mountainbiker van minder dan negen jaar oud;

11° wielertoerist : iedere wielrijder die beton-, kassei-, onverharde of asfaltwegen in koolwaterstofverharding gebruikt, die geen bijzondere sportieve vaardigheden vereisen;

12° mountainbiker : iedere wielrijder die onregelmatige of geaccidenteerde terreinen gebruikt, die sommige sportieve vaardigheden vereisen. »

**Art. 2.** In artikel 9 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid worden de woorden "Naast de personen waarvan sprake in artikel 8.D, lid 2," opgeheven;

b) in het eerste lid, 1°, worden de woorden "de Commissaris-generaal voor toerisme" ingevoegd voor de woorden "de Adjunct-commissaris-generaal";

c) in het eerste lid wordt punt 3° vervangen als volgt :

« 3° de directeur-generaal van "Wallonie Belgique Tourisme" evenals de directeurs ervan; »;

d) het artikel wordt aangevuld met een vierde lid, luidend als volgt :

« Het oriëntatiecomité vergadert op initiatief van de directeur-generaal van "Wallonie Belgique Tourisme", van de Commissaris-generaal voor Toerisme of van de afgevaardigde van de Minister. »

**Art. 3.** De artikelen 21 tot 23, 25 en 27 tot 30 van hetzelfde Wetboek worden opgeheven.

**Art. 4.** In hetzelfde Wetboek worden de artikelen 34/1 en 34/2 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 34/1. In geval van een erkenningsaanvraag ingediend na de hervorming van het landschap van de "maisons du tourisme" (Huizen voor toerisme), zoals bekrachtigd door de Regering, kan de Minister afwijken van het aantal gemeenten bedoeld in artikel 34.D, eerste lid, 7°.

Art. 34/2. § 1. Elk ontwerp-programma-overeenkomst moet bij het Commissariaat-generaal voor Toerisme per gecertificeerde zending ingediend worden. Binnen tien werkdagen na ontvangst van de programma-overeenkomst richt het Commissariaat-generaal voor Toerisme een bericht van ontvangst aan de aanvrager.

§ 2. Terwijl het Commissariaat-generaal voor Toerisme de aanvrager kennis geeft van het bericht van ontvangst bedoeld in § 1, verzoekt het de betrokken provinciale federatie(s) voor toerisme en "Wallonie Belgique Tourisme" om advies, die over een termijn van één maand na ontvangst van de aanvraag beschikken om advies uit te brengen. Indien de kennisgeving van het advies binnen de vastgestelde termijn uitblijft, wordt daaraan voorbijgegaan.

Bij aanpassing van de programma-overeenkomst door het Commissariaat-generaal voor Toerisme ten gevolge van het advies van de betrokken provinciale federaties voor toerisme of van "Wallonie Belgique Tourisme", worden de programma-overeenkomst en bedoelde adviezen overgemaakt aan het Huis voor toerisme en aan de gemeentecolleges. Het Huis voor toerisme maakt zijn advies vergezeld, in voorkomend geval, van een voorstel tot aanpassing van de programma-overeenkomst, over binnen twintig dagen na ontvangst van het document. Bij gebreke wordt daaraan voorbijgegaan.

§ 3. Het Commissariaat-generaal voor Toerisme maakt de programma-overeenkomst vergezeld, in voorkomend geval, van de in § 2 bedoelde adviezen, aan de Minister over. De Minister spreekt zich uit over de goedkeuring van de programma-overeenkomst en geeft het Huis voor toerisme binnen vier maanden na het bericht van ontvangst bedoeld in § 1 per gecertificeerde zending kennis van zijn beslissing, waarvan een afschrift aan de betrokken provinciale federaties voor toerisme aan de betrokken gemeenten wordt gericht.

§ 4. Indien de programma-overeenkomst vóór de vervaldatum ervan gewijzigd wordt, maakt laatstgenoemde het voorwerp uit van een nieuwe goedkeuring volgens de in § 1 bedoelde procedure.

Bij geringe wijzigingen wordt het Huis voor toerisme van de in het eerste lid bedoelde procedure vrijgesteld. Het Huis voor toerisme informeert het Commissariaat-generaal voor Toerisme over de elementen van de programma-overeenkomst die het voorwerp uitmaken van een wijziging.

Het Commissariaat-generaal voor Toerisme beoordeelt wat er onder geringe wijziging dient te verstaan. In ieder geval wordt elke wijziging die een impact heeft op het bedrag van de werkingstoelage beschouwd als een belangrijke wijziging. »

**Art. 5.** Artikel 35 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt :

« Overeenkomstig artikel 34.D, eerste lid, 1°/1, worden de statuten van de vereniging per gecertificeerde zending ter goedkeuring aan de Minister overgemaakt.

De statuten worden door de Minister goedgekeurd of verworpen. Hij geeft de vereniging kennis van zijn beslissing binnen een termijn van 45 dagen, die ingaat op de datum waarop de statuten ontvangen worden. »

**Art. 6.** Artikel 36 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt :

« Het hoofdzakelijk onthaalbureau van het Huis voor toerisme moet minimum 1800 uur per jaar, met inbegrip van alle weekeinden, toegankelijk zijn voor het publiek.

De Minister kan het Huis voor toerisme toelaten om tijdens een aantal uren kleiner dan 1 800 uur per jaar open te zijn zonder evenwel kleiner te zijn dan 1 500 uur per jaar ten opzichte van de toeristische aantrekkelijkheid van de regio en van de op het grondgebied bestaande samenwerkingen. »

**Art. 7.** Artikel 37 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

**Art. 8.** In artikel 40 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° tussen het eerste en het tweede lid, wordt een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Dat aantal kan uitsluitend in hoofde van de "offices du tourisme" (Diensten voor Toerisme) en van de "syndicats d'initiative (VVV's)" verminderd worden mits de sluiting van een samenwerkingsovereenkomst met het Huis voor toerisme dat onder hetzelfde ambtsgebied valt voor zover een onthaaldienst gemeenschappelijk in eenzelfde gebouw met beide structuren uitgeoefend wordt. In dit geval mag dat aantal niet kleiner zijn dan zestig dagen per jaar.»;

2° het derde lid wordt vervangen als volgt : "De weekeinden in de vakantieperiode zijn de zaterdagen en zondagen van de maanden juli en augustus en minstens drie weekeinden in de andere schoolvakantieperiodes naar keuze van de instelling. »

**Art. 9.** In artikel 43 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) het eerste lid wordt vervangen als volgt :

« Elke aanvraag voor een erkenning als toeristische instelling wordt in één exemplaar per gecertificeerde zending ingediend bij het Commissariaat-generaal voor Toerisme aan de hand van het door laatstgenoemde verstrekte formulier binnen een termijn van vier maanden vóór het begin van de activiteiten. »;

g) het tweede lid wordt aangevuld met een punt 5°, luidend als volgt :

« 5° in voorkomend geval het advies van de betrokken gemeenteraden over de ontwerp-statuten en de ontwerp-programma-overeenkomst van het Huis voor toerisme. »

**Art. 10.** Hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een artikel 44, luidend als volgt :

« Art. 44. § 1. Indien de aanvraag onvolledig is, richt het Commissariaat-generaal voor Toerisme binnen tien werkdagen na ontvangst ervan per gecertificeerde zending een lijst van de ontbrekende stukken aan de aanvrager en informeert hij hem over de tijd waarover hij beschikt om bedoelde stukken over te maken en de gevolgen indien deze termijn niet nageleefd wordt. De ontbrekende stukken worden gericht aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme per gecertificeerde zending.

Binnen tien werkdagen na ontvangst van de volledige aanvraag of van de ontbrekende stukken richt het Commissariaat-generaal voor Toerisme een bericht van ontvangst aan de aanvrager, waarin gemeld wordt dat het dossier volledig is.

§ 2. Terwijl het Commissariaat-generaal voor Toerisme de aanvrager kennis geeft van het bericht van ontvangst bedoeld in § 1, maakt het de aanvraag voor een erkenning als provinciale federatie voor toerisme aan de betrokken provincieraad en aan "Wallonie Belgique Tourisme over. Laatstgenoemden brengen een met redenen omkleed advies uit en delen het per gecertificeerde zending aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme en aan de aanvrager mede binnen dertig dagen die ingaat op de datum waarop het dossier hen toegezonden wordt. Indien de kennisgeving van het advies binnen de vastgestelde termijn uitblijft, wordt daaraan door het Commissariaat-generaal voor Toerisme voorbijgegaan.

Terwijl het Commissariaat-generaal voor Toerisme de aanvrager kennis geeft van het bericht van ontvangst bedoeld in § 1, tweede lid, maakt het de aanvraag voor een erkenning als Huis voor Toerisme, Dienst voor Toerisme en VVV voor advies over aan de betrokken provinciale federaties voor toerisme of aan "Wallonie Belgique Tourisme". Laatstgenoemden brengen een met redenen omkleed advies uit en delen het per gecertificeerde zending aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme en aan de aanvrager mede binnen dertig dagen die ingaat op de datum waarop het dossier hen toegezonden wordt. Indien de kennisgeving van het advies binnen de vastgestelde termijn uitblijft, wordt daaraan door het Commissariaat-generaal voor Toerisme voorbijgegaan.

Bij aanpassing van de programma-overeenkomst van het Huis voor toerisme door het Commissariaat-generaal voor Toerisme ten gevolge van het advies van de betrokken provinciale federaties voor toerisme of van "Wallonie Belgique Tourisme", worden de programma-overeenkomst en bedoelde adviezen overgemaakt aan het Huis voor toerisme en aan de gemeentecolleges. Het Huis voor toerisme maakt zijn advies vergezeld, in voorkomend geval, van een voorstel tot aanpassing van de erkenningsaanvraag, binnen twintig dagen na ontvangst van het schrijven van het Commissariaat-generaal voor Toerisme over. Bij gebreke wordt daaraan voorbijgegaan.

§ 3. Het Commissariaat-generaal voor Toerisme maakt de Minister een voorstel tot beslissing over de erkenningsaanvraag over. De Minister spreekt zich uit over de erkenningsaanvraag en geeft de aanvrager per gecertificeerde zending kennis van zijn beslissing binnen een termijn van vier maanden, die ingaat op de datum van verzending van het bericht van ontvangst bedoeld in, § 1, tweede lid. Het Commissariaat-generaal voor Toerisme richt een afschrift van de beslissing tot weigering of tot toekenning van de erkenning :

1° aan de betrokken provincieraad in geval van een erkenning van een provinciale federatie voor toerisme;

2° aan de betrokken provinciale federaties voor toerisme en aan de betrokken gemeenteraden in geval van een erkenning van een Huis voor toerisme;

3° aan de betrokken provinciale federatie, aan het betrokken Huis voor toerisme en aan de betrokken gemeenteraad in geval van een erkenning van een Dienst voor toerisme of een VVV. »

**Art. 11.** In hetzelfde Wetboek worden de artikelen 47 tot 49 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 47. Overeenkomstig artikel 46.D, kan de Minister, na waarschuwing betekend per gecertificeerde zending door het Commissariaat-generaal voor Toerisme, een beslissing tot intrekking van de erkenning van een toeristische instelling nemen.

Zodra de toeristische instelling de in het eerste lid bedoelde waarschuwing ontvangt, beschikt ze over vijftien dagen om haar opmerkingen per gecertificeerde zending aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme te richten. Ze kan binnen dezelfde termijn en in dezelfde vorm verzoeken om gehoord te worden.

De hoorzitting vindt plaats hetzij voor het technisch comité van de toeristische instellingen, hetzij voor één of meer van zijn afgevaardigden. Er wordt een proces-verbaal opgemaakt en er wordt een met redenen omklede beslissing genomen. De betrokken toeristische instelling wordt minstens acht dagen voor de vastgelegde datum verwittigd dat ze gehoord zal worden.

Art. 48. Het Commissariaat-generaal voor Toerisme brengt een beslissingsvoorstel uit en maakt het dossier aan de Minister over die zich binnen dertig dagen na ontvangst van de opmerkingen of van de eventuele hoorzitting uitspreekt.



Het Commissariaat-generaal voor Toerisme geeft kennis van de beslissing per gecertificeerde zending. Indien de beslissing ongunstig is, wordt ze bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbericht overgemaakt en vermeldt ze de termijnen en beroepsmogelijkheden. Het Commissariaat-generaal voor Toerisme richt een afschrift van de beslissing respectievelijk aan de betrokken provincieraad, aan de betrokken provinciale federaties voor toerisme en aan de betrokken gemeenteraden.

Art. 49. De in artikel 48 bedoelde termijn kan slechts eenmalig worden verlengd voor maximum één maand. De verlenging en de duur ervan worden behoorlijk met redenen omkleed. Van de verlenging wordt aan de aanvrager kennis gegeven per gecertificeerde zending. Als de beslissing van de Minister niet aan de aanvrager meegedeeld wordt binnen de in artikel 48 bedoelde termijn of, in voorkomend geval, binnen de bijkomende termijn na verlenging, staat het stilzwijgen van de Minister gelijk met een beslissing tot verwerping van de intrekking van de erkenning. »

**Art. 12.** In hetzelfde Wetboek worden de artikelen 50 tot 55 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 50. § 1. De aanvrager of de houder van een erkenning, hierna ook de "aanvrager" genoemd, kan een gemotiveerd beroep bij de Minister indienen tegen de beslissing tot weigering of tot intrekking van de erkenning.

Het beroep wordt ingediend binnen dertig dagen na ontvangst van de omstreden beslissing.

Het wordt per gecertificeerde zending aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme gericht en wordt vergezeld van een afschrift van de omstreden beslissing.

Het beroep is niet opschortend, behalve indien het een intrekkingbeslissing betreft. In dat geval wordt de beslissing tot intrekking opgeschort gedurende de termijn die de aanvrager krijgt om het beroep in te dienen en, desgevallend, zolang de Minister zich niet uitgesproken heeft.

Art. 51. Binnen tien dagen na ontvangst van het beroep richt het Commissariaat-generaal voor Toerisme een bericht van ontvangst per gecertificeerde zending aan de aanvrager. Het stuurt binnen dezelfde termijn een afschrift van het beroep naar de voorzitter van het technisch comité van de toeristische instellingen.

Art. 52. De aanvrager mag verzoeken om door het technisch comité van de toeristische instellingen gehoord te worden, hetzij in zijn beroep, hetzij per gecertificeerde zending aan de voorzitter van dat comité binnen vijftien dagen na ontvangst door de aanvrager van het bericht van ontvangst van zijn beroep.

De hoorzitting kan plaatsvinden hetzij voor het technisch comité van de toeristische instellingen, hetzij voor één of meer van zijn afgevaardigden. Er wordt een proces-verbaal opgemaakt.

De aanvrager wordt over die hoorzitting minstens acht dagen voor de vastgestelde datum ingelicht. Hij kan zich laten vertegenwoordigen of bijstaan door de personen van zijn keuze.

Art. 53. Binnen een termijn van zestig dagen, die ingaat op de datum van ontvangst van het beroepsdossier door zijn voorzitter, geeft het technisch comité van de toeristische instellingen een gemotiveerd advies, desgevallend na hoorzitting, dat hij aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme overmaakt, samen met een afschrift van het proces-verbaal van de hoorzitting en met elk door de aanvrager overgelegd stuk. Tegelijk wordt van dat advies en, in voorkomend geval, van het afschrift van het proces-verbaal van de hoorzitting per gecertificeerde zending kennis gegeven aan de aanvrager. Indien de kennisgeving van het advies binnen de vastgestelde termijn uitblijft, wordt daaraan door de Minister voorbijgegaan.

Indien het comité zich niet binnen de termijn bedoeld in het eerste lid uitspreekt, geeft diens voorzitter binnen de vijf volgende dagen kennis aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme van een afschrift van het proces-verbaal van de hoorzitting en van elk door de aanvrager medegegeerd document.

Art. 54. De Minister beslist over het beroep en stuurt zijn beslissing per gecertificeerde zending naar de aanvrager binnen vier maanden na verzending van het in artikel 51 bedoelde bericht van ontvangst door het Commissariaat-generaal voor Toerisme. Indien de beslissing ongunstig is, wordt ze bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbericht overgemaakt.

Als de Minister niet instemt met het advies van het technisch comité van de toeristische instellingen, geeft hij de motieven daarvan op.

Hij richt een afschrift van zijn beslissing aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme. Op elke vergadering van het technisch comité van de toeristische instellingen geeft het Commissariaat-generaal voor Toerisme informatie over de beslissingen genomen na beroep.

Art. 55. Indien de aanvrager de beslissing van de Minister niet gekregen heeft binnen tien dagen volgend op het verstrijken van de termijn bedoeld in artikel 54, eerste lid, kan hij een rappelbrief versturen. Dat schrijven wordt per gecertificeerde zending aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme gericht. De inhoud ervan dient het woord "herinnering" te vermelden en op ondubbelzinnige wijze erom verzoeken dat over het beroep waarvan een afschrift bij het schrijven wordt gevoegd, beslist wordt.

Als de beslissing van de Minister niet meegedeeld wordt binnen dertig dagen na ontvangst van de gecertificeerde zending door het Commissariaat-generaal voor Toerisme, staat het stilzwijgen van de Minister gelijk met een beslissing tot erkenning. »

**Art. 13.** Artikel 56 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

**Art. 14.** In artikel 64, tweed lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "bij ter post aangetekend schrijven" vervangen door de woorden "per gecertificeerde zending".

**Art. 15.** Artikel 67 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 67. De lijst van de kosten waarvoor een subsidie wordt verleend krachtens artikel 65.D wordt hierna vermeld :

1° voor de provinciale federaties voor toerisme :

- a) de deelneming aan de financiering van de publicaties uitgegeven door de Huizen voor toerisme;
- b) de jaarlijkse bijdrage en de partner-bijdragen aan "Wallonie Belgique Tourisme";
- c) de kosten i.v.m. de deelneming aan beurzen en tentoonstellingen;
- d) de financiering van acties gevoerd ten gunste en in samenwerking met de Huizen voor toerisme;
- e) de financiering gewijd aan hun eigen uitgaven;

2° voor de Huizen voor toerisme :

- a) de personeels- en dienstenkosten en diverse goederen gebonden aan de uitvoering van de in artikel 34.D, eerste lid, 2°, bedoelde opdrachten, zoals met name de huurprijs, de lasten en het onderhoud van de lokalen;
- b) de kosten i.v.m. de deelneming aan beurzen en tentoonstellingen;
- b) de jaarlijkse bijdrage en de partner-bijdragen aan "Wallonie Belgique Tourisme";

d) de publicaties, met inbegrip van de numerieke publicaties, uitgaven, bouw en beheer van de website en elke marketingactie die overeenstemt met de programma-overeenkomst van het Huis voor toerisme. »

**Art. 16.** Artikel 69 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

**Art. 17.** In artikel 71, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, wordt het derde streepje vervangen door wat volgt :

« - de laatste goedgekeurde rekeningen. »

**Art. 18.** In artikel 84 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt het woord "Hoge" opgeheven;

2° in het tweede lid worden woorden "De verplaatsingskosten van de leden van de Raad voor Toerisme en van de technische comités worden vastgesteld op grond van de prijs van een treinkaartje, heen en terug in eerste klas, van het dichtstbij gelegen station van de woonplaats tot het dichtstbij gelegen station van de vergaderplaats" worden vervangen door de woorden "De leden van de technische comités hebben recht op de terugbetaling van hun verplaatsingskosten zoals voorzien voor de personeelsleden van de diensten van de Regering krachtens de Waalse Ambtenarencode".

**Art. 19.** De artikelen 89 tot 94 van hetzelfde Wetboek worden opgeheven.

#### HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen in Boek II - Toeristische bezienswaardigheden*

**Art. 20.** Artikel 109 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een 6°, luidend als volgt :

« 6° de website van de toeristische bezienswaardigheid. »

**Art. 21.** In artikel 115 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) voor het eerste lid worden twee leden ingevoegd, luidend als volgt :

« De vergunningsaanvraag wordt, per gecertificeerde zending door de eigenaar of door de gemachtigd beheerder, ingediend bij het Commissariaat-generaal voor Toerisme door middel van het door laatstgenoemde verstrekte formulier binnen zes maanden vóór het begin van de activiteiten of het einde van de erkenningsperiode.

De vergunningsaanvraag kan een aanvraag bevatten tot afwijking van :

1° de voorwaarden voor het toekennen van de vergunning en voor het gebruik van de benaming bedoeld in artikel 130.D, eerste lid, 1° en 2°;

2° de indelingscriteria bedoeld in artikel 132.D met uitzondering van de openingsperiodes. »;

b) in het derde lid, het voormalige eerste lid, wordt de zin "De aanvraag tot het krijgen van een vergunning wordt ingediend door de eigenaar of door de gemachtigd beheerder, door middel van het formulier verstrekt door het Commissariaat-generaal voor Toerisme." opgeheven en wordt het woord "Elle", in de Franse versie, vervangen door de woorden "La demande d'autorisation";

c) in het derde lid, het voormalige eerste lid, worden, in punt 3°, de woorden "een bewijs van goed zedelijk gedrag" vervangen door de woorden "een uittreksel uit het strafregister van model 2," en wordt het woord "drie" vervangen door het woord "ses";

d) in het derde lid, het voormalige vierde lid, wordt punt 4 aangevuld als volgt :

« waarvan het maatschappelijk doel minstens de uitbating van een toeristische plaats »;

e) het artikel wordt aangevuld met een vijfde lid, luidend als volgt :

« Het Commissariaat-generaal voor Toerisme kan de aanvrager vrijstellen van het verstrekken van de in het derde lid bedoelde documenten voor zover ofwel hij over één of meerdere stukken of inlichtingen bedoeld in het derde lid beschikt, ofwel hij daarover kan beschikken via een databank van authentieke gegevens of via een samenwerking met de bevoegde overheden. »

**Art. 22.** In hetzelfde Wetboek worden de artikelen 116 tot 119 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 116. § 1. Indien de aanvraag onvolledig is, richt het Commissariaat-generaal voor Toerisme binnen tien werkdagen na ontvangst ervan per gecertificeerde zending een lijst van de ontbrekende stukken aan de aanvrager en informeert het hem over de tijd waarover hij beschikt om bedoelde stukken over te maken en de gevolgen indien deze termijn niet nageleefd wordt. De ontbrekende stukken worden gericht aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme per gecertificeerde zending.

Binnen tien werkdagen na ontvangst van de volledige aanvraag of van de ontbrekende stukken richt het Commissariaat-generaal voor Toerisme een bericht van ontvangst aan de aanvrager, waarin gemeld wordt dat het dossier volledig is.

§ 2. Indien het toekennen van een afwijking op eigen initiatief gebeurt of indien de aanvrager in zijn vergunningsaanvraag een afwijking heeft aangevraagd, richt het Commissariaat-generaal voor Toerisme de aanvraag voor advies aan de voorzitter van het technische comité van de toeristische bezienswaardigheden en tegelijkertijd geeft hij aan de aanvrager kennis van het bericht van ontvangst bedoeld in paragraaf 1, tweede lid.

Het technisch comité van de toeristische bezienswaardigheden brengt een met redenen omkleed advies uit en geeft er kennis van aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme en, per gecertificeerde zending, aan de aanvrager, binnen de vijftienveertig dagen te rekenen van de dag waarop het dossier aan diens voorzitter wordt overgemaakt. Indien de kennisgeving van het advies binnen de vastgestelde termijn uitblijft, wordt daaraan door het Commissariaat-generaal voor Toerisme voorbijgegaan.

Art. 117. Het Commissariaat-generaal voor Toerisme beslist over de vergunningsaanvraag en geeft kennis van zijn beslissing aan de aanvrager binnen een termijn van drie maanden te rekenen van het versturen van het bericht van ontvangst waarbij gemeld wordt dat het dossier volledig is.

Die termijn wordt op vier maanden gebracht wanneer het dossier een afwijkingaanvraag bevat.

De beslissing van het Commissariaat-generaal wordt per gecertificeerde zending aan de aanvrager betekend. Tegelijk wordt ze aan de burgemeester van de gemeente waar de toeristische bezienswaardigheid gevestigd is, gericht. Op elke vergadering van het technische comité van de toeristische bezienswaardigheden geeft het Commissariaat-generaal voor Toerisme een overzicht van de beslissingen tot toekenning dan wel intrekking van vergunningen.

De in artikel 117, eerste en tweede lid, bedoelde termijnen kunnen voor maximum twee maanden verlengd worden. De verlenging en de duur ervan worden behoorlijk met redenen omkleed. Van de verlenging wordt aan de aanvrager kennis gegeven per gecertificeerde zending. Als de beslissing van het Commissariaat-generaal voor Toerisme niet aan de aanvrager meegedeeld wordt binnen de bedoelde termijn of, in voorkomend geval, binnen de bijkomende termijn na verlenging, staat het stilzwijgen van het Commissariaat-generaal voor Toerisme gelijk met een beslissing tot aanvaarding en tot toekenning van de indeling zoals aangevraagd door de aanvrager".

Art. 118. § 1. Bij afstand van een toeristische bezienswaardigheid dient de overnemer binnen drie maanden te rekenen van de afstand een vergunningsaanvraag in. Die aanvraag volgt de procedure bepaald in de artikelen 115 tot en met 117.

§ 2. Bij overlijden van de vergunninghouder dient de overnemer een vergunningsaanvraag in binnen de zes maanden te rekenen van het overlijden. Die aanvraag volgt de procedure bepaald in de artikelen 115 tot en met 117.

In afwijking van het eerste lid bestaat de aanvraag, indien de uitbating overgenomen wordt door de samenwonende, een bloedverwant in opgaande dan wel nederdalende lijn in de eerste graad, uit een uittreksel van het strafregister van model 2 dat voor een overheidsbestuur bestemd is en dat aan de aanvrager is afgeleverd sinds minder dan zes maanden. Dat bewijs wordt per gecertificeerde zending gericht aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme binnen zes maanden na het overlijden. Binnen de dertig dagen na ontvangst ervan beslist het Commissariaat-generaal voor Toerisme over de vergunningsaanvraag en geeft er kennis van aan de aanvrager. Bij gebrek aan beslissing binnen de voorgeschreven termijn staat het stilzwijgen van het Commissariaat-generaal voor Toerisme gelijk met een beslissing tot aanvaarding en tot toekenning van de indeling zoals aangevraagd door de aanvrager.

§ 3. In afwijking van de artikelen 110.D en 113.D kan de benaming in de gevallen bepaald in paragrafen 1 en 2 gebruikt blijven worden tot en met de kennisgeving van de komende beslissing of bij het vestrijken van de termijn van dertig dagen bepaald in paragraaf 2, tweede lid, voor zover de aanvraag binnen de vastgestelde termijn is ingediend.

Art. 119. Binnen drie maanden na de vervanging van de persoon belast met het dagelijks bestuur van de toeristische bezienswaardigheid laat de vergunninghouder per gecertificeerde zending een uittreksel van het strafregister, model 2, dat voor een overheidsbestuur bestemd is en dat op naam van de vervanger is afgeleverd sinds minder dan zes maanden geworden aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme. »

**Art. 23.** In hetzelfde Wetboek worden de artikelen 122 en 123 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 122. De vergunninghouder meldt per gecertificeerde zending elke wijziging die van invloed zou kunnen zijn op de voorwaarden voor de toekenning van de vergunning aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme binnen de dertig dagen te rekenen van de wijziging.

Art. 123. Het Commissariaat-generaal voor Toerisme kan te allen tijde verzoeken dat een nieuw uittreksel van het strafregister, model 2, bestemd voor een overheidsbestuur en afgeleverd sinds minder dan drie maanden aan de vergunninghouder of aan de persoon belast met het dagelijks bestuur van de toeristische bezienswaardigheid meegedeeld wordt. Dat verzoek geschiedt minstens vijfjaarlijks. »

**Art. 24.** In hetzelfde Wetboek worden de artikelen 125 tot 129 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 125. Vóór een beslissing te treffen tot intrekking van een vergunning, licht het Commissariaat-generaal voor Toerisme diens houder per gecertificeerde zending in over de grond voor de vooropgestelde intrekking.

De houder beschikt over vijftien dagen te rekenen van de ontvangst van dat advies om zijn opmerkingen per gecertificeerde zending aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme over te maken. Hij kan binnen dezelfde termijn en in dezelfde vorm verzoeken om gehoord te worden. In dat geval wordt hij gehoord door het Commissariaat-generaal voor Toerisme. Er wordt een proces-verbaal opgemaakt. De aanvrager wordt over die hoorzitting minstens acht dagen voor de vastgestelde datum ingelicht. Hij kan zich laten vertegenwoordigen of bijstaan door de personen van zijn keuze.

Art. 126. Binnen de tien dagen na ontvangst van de opmerkingen van de vergunninghouder of nadat laatstgenoemde is gehoord of bij uitblijven van reactie zijnerzijds binnen de opgelegde termijn, richt het Commissariaat-generaal voor Toerisme een verzoek om adviesverlening aan de voorzitter van het technisch comité van de toeristische bezienswaardigheden. Een afschrift van de briefwisseling bedoeld in artikel 125, eerste en tweede lid, en, in voorkomend geval, van het proces-verbaal van de hoorzitting en van elk door de houder medegedeeld stuk worden bijgevoegd.

Art. 127. Binnen een termijn van vijfenveertig dagen te rekenen van de ontvangst van het verzoek om adviesverlening brengt het technisch comité van de technische bezienswaardigheden een gemotiveerd advies uit en geeft er kennis van aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme en, per gecertificeerde zending, aan de houder. Indien de kennisgeving van het advies binnen de vastgestelde termijn uitblijft, wordt daar door het Commissariaat-generaal voor Toerisme aan voorbijgegaan.

Art. 128. Van de beslissing tot intrekking wordt aan de vergunninghouder kennis gegeven per gecertificeerde zending.

Indien het Commissariaat-generaal voor Toerisme om het advies van het technische comité van de toeristische bezienswaardigheden heeft verzocht en zich niet achter dat advies schaart, worden daar de redenen voor opgegeven.

De beslissing wordt gelijktijdig medegedeeld aan de burgemeester van de gemeente waarin de toeristische bezienswaardigheid gelegen is en aan de voorzitter van het technische comité van de toeristische bezienswaardigheden.

Art. 129. Het Commissariaat-generaal voor Toerisme kan te allen tijde beslissen om de intrekkingprocedure te beëindigen en licht de vergunninghouder er per gecertificeerde zending over in.

Een beslissing tot intrekking kan niet plaatsvinden meer dan zes maanden na de zending bedoeld in artikel 125, eerste lid. »

**Art. 25.** Artikel 131 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 131. Elke toeristische bezienswaardigheid :

1° voldoet aan de minimumvoorwaarden voor de indeling "één zon", opgenomen in bijlage 5;

2° maakt zich bekend door een specifieke naam die duidelijk aan de ingang vermeld wordt;

3° beschikt over een ontvangst en een ticketverkoop die voor het publiek toegankelijk zijn :

a) drie opeenvolgende maanden per jaar en, tijdens die periode, minstens zes dagen per week, waaronder op zondag, en minstens zes uur per dag, of :

b) honderd dagen per jaar, minstens 4 uur per dag, waarbij minstens 200 uur in de weekends en op feestdagen vallen;

4° beschikt tijdens de periode waarin ze open is over een permanent bewaakte toegang, met een kantoor, een kassa of een georganiseerde en duidelijk identificeerbare ontvangst;

5° beschikt over een spraakinformatiesysteem die buiten de openingsperiode gemakkelijk toegankelijk is;

6° zorgt tijdens de openingsuren voor een permanente aanwezigheid van het onthaalpersoneel en van haar beheerder of één van zijn afgevaardigden in de omtrek van de toeristische bezienswaardigheid;

7° plakt het geldend individuele tarief en de geldende openingsuren duidelijk aan bij de ingang van de bezienswaardigheid;

8° beschikt over een gedrukte, van een datum voorziene, kosteloze publicatie die het individuele tarief en de openingstijden, de adresgegevens, de talen die bij de bezoeken gesproken worden en een omschrijving van de bezienswaardigheid vermeldt;

9° beschikt over een elektronische informatiedrager die minstens jaarlijks wordt bijgewerkt, die rechtstreeks en vrij toegankelijk is en die de in 7° bedoelde gegevens omvat;

10° is net en onderhouden;

11° de vergunninghouder verstrekt het Commissariaat-generaal voor Toerisme uiterlijk 31 januari van elk jaar de gegevens over de toeristische bezoekersaantallen van het afgelopen kalenderjaar, met inbegrip van de economische basisindicatoren en volgens de wijze bepaald door het Commissariaat-generaal voor Toerisme;

12° heeft een bedrijfs capaciteit die minstens 30 personen tegelijk toelaat;

13° heeft een personeel dat door het dragen van herkenningstekens duidelijk identificeerbaar is.

Wat punt 7° betreft, kunnen de geactualiseerde uurregelingen en tarieven in geval van een gedrukte publicatie in een bijlage gepubliceerd worden.

Wat de punten 7° en 8° betreft, kunnen in eenzelfde publicatie of in de elektronische drager verschillende toeristische bezienswaardigheden voorgesteld worden voor zover ze deel uitmaken van een technische bedrijfseenheid of eenzelfde thema of eenzelfde geografisch gebied binnen een beperkte omtrek.

De Minister kan de verplichtingen bedoeld in het eerste lid bepalen. »

**Art. 26.** In de artikelen 135 en 137 van hetzelfde Wetboek, wordt de verwijzing "artikel 1.D, 3°" vervangen door de verwijzing "1.D, 5°".

**Art. 27.** In artikel 138 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "bij ter post aangetekend schrijven" vervangen door de woorden "per gecertificeerde zending".

**Art. 28.** Artikel 144 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 144. Indien de vergunninghouder om de herziening van de categorie-indeling verzoekt en daarbij al dan niet een verzoek indient om af te wijken van een criterium van de categorie-indeling, gebeurt dat per gecertificeerde zending bij het Commissariaat-generaal voor Toerisme door middel van het door laatstgenoemde vastgestelde formulier. »

**Art. 29.** In hetzelfde Wetboek worden de artikelen 145 en 147 en 148/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 145. Indien het van mening is dat het verzoek alle bestanddelen omvat om met perfecte kennis van zaken over het verzoek te beslissen, maakt het Commissariaat-generaal voor Toerisme de aanvrager per gecertificeerde zending een bericht van ontvangst over waarbij gemeld wordt dat het dossier volledig is, binnen tien werkdagen na ontvangst van het verzoek.

Indien dat niet het geval is, richt het binnen dezelfde termijn een schrijven per gecertificeerde zending aan de aanvrager waarbij laatstgenoemde verzocht wordt om de ontbrekende inlichtingen mede te delen en informeert het hem over de tijd waarover hij beschikt om bedoelde inlichtingen over te maken en over de gevolgen indien deze termijn niet nageleefd wordt. Binnen de tien werkdagen na ontvangst ervan richt het Commissariaat-generaal voor Toerisme per gecertificeerde zending een bericht van ontvangst aan de aanvrager waarbij gemeld wordt dat het dossier volledig is.

Art. 146. Indien verzocht wordt om afwijking van een criterium inzake de categorie-indeling, maakt het Commissariaat-generaal voor Toerisme het verzoek voor advies over aan de voorzitter van het technisch comité van de toeristische bezienswaardigheden en tegelijk geeft hij kennis aan de aanvrager van het bericht van ontvangst waarbij gemeld wordt dat het dossier volledig is.

Het technisch comité brengt een met redenen omkleed advies uit en geeft er kennis van aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme en, per gecertificeerde zending, aan de aanvrager, binnen de vijftien dagen te rekenen van de dag waarop het dossier aan diens voorzitter wordt overgemaakt. Indien de kennisgeving van het advies binnen de vastgestelde termijn uitblijft, wordt daar door het Commissariaat-generaal voor Toerisme aan voorbijgegaan.

Art. 147. Het Commissariaat-generaal voor Toerisme geeft kennis van zijn beslissing binnen een termijn van vier maanden te rekenen van het versturen van het bericht van ontvangst waarbij gemeld wordt dat het dossier volledig is.

Van de beslissing van het Commissariaat-generaal voor Toerisme wordt kennis gegeven aan de aanvrager ofwel per gecertificeerde zending in geval van gunstige beslissing, ofwel bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst in geval van ongunstige beslissing. Op elke vergadering van het technisch comité van de toeristische bezienswaardigheden wordt door het Commissariaat-generaal voor Toerisme een overzicht gegeven van de beslissingen tot herziening van de categorie-indeling en, in voorkomend geval, tot afwijking van een criterium inzake de categorie-indeling.

De in het eerste lid bedoelde termijn kan slechts eenmalig worden verlengd voor maximum vier maanden. De verlenging en de duur ervan worden behoorlijk met redenen omkleed. Van de verlenging wordt aan de aanvrager kennis gegeven per gecertificeerde zending. Als de beslissing van het Commissariaat-generaal voor Toerisme niet aan de aanvrager meegedeeld wordt binnen de in het eerste lid bedoelde termijn of, in voorkomend geval, binnen de bijkomende termijn na verlenging, staat het stilzwijgen van het Commissariaat-generaal voor Toerisme gelijk met een beslissing tot aanvaarding.

Art. 148/1.D. De in artikel 148.D bedoelde procedure wordt georganiseerd overeenkomstig de artikelen 125 tot 129. »

**Art. 30.** In hetzelfde Wetboek worden de artikelen 150 tot 154 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 150. Het beroep wordt ingediend binnen dertig dagen na ontvangst van de omstreden beslissing. Het wordt per gecertificeerde zending aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme gericht en bij het beroep wordt een afschrift van de omstreden beslissing, indien bestaand, gevoegd.

Art. 151. Binnen tien werkdagen na ontvangst van het beroep richt het Commissariaat-generaal voor Toerisme een bericht van ontvangst per gecertificeerde zending aan de aanvrager. Hij richt binnen dezelfde termijn een afschrift van het beroep aan de voorzitter van de beroepsadviezencommissie voor de toeristische bezienswaardigheden bedoeld in artikel 156.D.

De aanvrager kan verzoeken om door de beroepsadviezencommissie van de toeristische bezienswaardigheden te worden gehoord, ofwel in diens beroepschrift ofwel per gecertificeerde zending aan de voorzitter van die commissie binnen de vijftien dagen te rekenen van de ontvangst door de aanvrager van het bericht van ontvangst van diens beroep.

De hoorzitting kan ofwel voor de commissie ofwel voor één of meerdere van diens gemachtigden plaatsvinden. Er wordt een proces-verbaal opgemaakt.

De aanvrager wordt over die hoorzitting minstens acht dagen voor de vastgestelde datum ingelicht. Hij kan zich laten vertegenwoordigen of bijstaan door de personen van zijn keuze.

Art. 152. Binnen een termijn van vijfenveertig dagen te rekenen van de ontvangst door diens voorzitter van het beroepsdossier brengt de beroepsadviezencommissie voor de toeristische bezienswaardigheden een gemotiveerd advies uit, in voorkomend geval na een hoorzitting te hebben gehouden en geeft daar kennis van aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme evenals van een afschrift van het proces-verbaal van de hoorzitting en van elke door de aanvrager overgemaakt stuk. Tegelijk wordt van dat advies en, in voorkomend geval, van het afschrift van het proces-verbaal van de hoorzitting per gecertificeerde zending kennis gegeven aan de aanvrager. Indien de kennisgeving van het advies binnen de vastgestelde termijn uitblijft, wordt daar door de Minister aan voorbijgegaan.

Indien de commissie zich niet binnen de termijn bedoeld in het eerste lid uitspreekt, geeft diens voorzitter kennis aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme van een afschrift van het proces-verbaal van de hoorzitting en van elk door de aanvrager medegedeeld document.

Art. 153. De Minister beslist over het beroep en richt zijn beslissing aan de aanvrager binnen een termijn van vier maanden te rekenen van het versturen door het Commissariaat-generaal voor Toerisme van het bericht van ontvangst bedoeld in artikel 151.

Indien de Minister zich niet achter het advies van de beroepsadviezencommissie voor de toeristische bezienswaardigheden schaar, geeft hij daarvoor de redenen op.

Van de beslissing van de Minister wordt door het Commissariaat-generaal voor Toerisme kennis gegeven aan de aanvrager ofwel per gecertificeerde zending in geval van gunstige beslissing, hetzij bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst in geval van ongunstige beslissing. De beslissing wordt tegelijk medegedeeld aan de burgemeester van de gemeente waar de toeristische bezienswaardigheid gelegen is. Op elke vergadering van het technisch comité van de toeristische bezienswaardigheden wordt door het Commissariaat-generaal voor Toerisme een overzicht gegeven van de beslissingen die over de beroepen getroffen zijn.

Art. 154. De in artikel 153 bedoelde termijn kan slechts eenmalig worden verlengd voor maximum twee maanden. De verlenging en de duur ervan worden behoorlijk met redenen omkleed. Van de verlenging wordt aan de aanvrager kennis gegeven per gecertificeerde zending. Als de beslissing van de Minister niet aan de aanvrager meegedeeld wordt binnen de in artikel 153 bedoelde termijn of, in voorkomend geval, binnen de bijkomende termijn na verlenging, staat het stilzwijgen van de Minister gelijk met een beslissing tot aanvaarding. »

**Art. 31.** Artikel 155 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

**Art. 32.** In artikel 171 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in 1° wordt het woord "zestig" vervangen door het woord "veertig";

b) punt 2° wordt vervangen als volgt :

« 2° de terugbetaling van hun verplaatsingskosten zoals voorzien voor de personeelsleden van de diensten van de Regering krachtens de Waalse Ambtenarencode. »

**Art. 33.** In artikel 177 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden "tegen het percentage bepaald in artikel 175.D, lid 1," worden vervangen door de woorden "tegen 30 % van de kosten van de aankopen en werken bedoeld in artikel 173.D";

b) in 3°, wordt e) aangevuld met de woorden "voor de selectieve afvalsortering";

c) 3° wordt aangevuld met een f), luidend als volgt :

« f) de werken voor de inrichting van de speelruimten; »;

d) het artikel wordt aangevuld met de punten 4° tot 9°, luidend als volgt :

« 4° de specifieke materiële of immateriële inrichtingen voor de opvang en de informatie van de bezoekers alsook de inrichtingen voor de informatiedrager;

5° de installatie van een toeristische signalisatie en van bewegwijzering;

6° de installatie van de uitrustingen voor de lading van de motorvoertuigen en andere elektrische voertuigen van de bezoekers;

7° de installatie van de sanitaire installaties, de vestiaires en toebehoren;

8° de installatie de uitrustingen voor preventie en veiligheid, met inbegrip van videobewaking;

9° de aanleg van aan de bezienswaardigheid eigen parkeerplaatsen voor de bezoekers, met inbegrip van de ruimten voorzien voor de tweewielers. »

**Art. 34.** Artikel 178 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 178. Er wordt in een subsidie voorzien tegen 50 % van de kosten van de aankopen en werken bedoeld in artikel 173. D voor :

a) de aankoop en de installatie van het brandbestrijdingsmaterieel;

b) de specifieke inrichtingen ter bevordering van de informatie en de opvang van de personen met beperkte beweeglijkheid, met het oog, meer bepaald, op conformering aan de gewestelijke handleiding voor stedenbouw betreffende de toegankelijkheid en het gebruik van de ruimten en gebouwen of gedeelten van gebouwen die voor het publiek toegankelijk zijn of waar een collectief gebruik van wordt gemaakt, door de personen met beperkte beweeglijkheid;

c) de ticketverkoop en de elektronische uitrustingen voor de inzameling van statistische gegevens;

d) de inrichtingen die besparingen mogelijk moeten maken op het energieverbruik van een uitrusting die de toeristische bezienswaardigheid vormt;

e) de specifieke materiële of immateriële inrichtingen voor de minstens drietallige opvang en de informatie van de bezoekers alsook de inrichtingen voor de informatiedrager in minstens drie talen;

f) het verkrijgen van een elektronisch betaalmiddel. »

**Art. 35.** Artikel 179 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

**Art. 36.** Artikel 183 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een derde lid, luidend als volgt :

« Het Commissariaat-generaal voor Toerisme kan de aanvrager vrijstellen van het verstrekken van de in het tweede lid bedoelde documenten voor zover ofwel hij over één of meerdere stukken of inlichtingen bedoeld in het tweede lid beschikt, ofwel hij daarover kan beschikken via een databank van authentieke gegevens of via een samenwerking met de bevoegde overheden. »

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingen in Boek III - Toeristische logiezen*

**Art. 37.** In artikel 200 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

e) in 1° en 2° worden de woorden "de toeristische logiesverstrekken inrichting" vervangen door de woorden "het toeristische logies";

b) in 5° vervallen de woorden "en de presentatie van hun streekaanbod".

**Art. 38.** Artikel 201 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 201. Op grond van de krachtens artikel 200 ingewonnen inlichtingen zorgt "Wallonie Belgique Tourisme" jaarlijks voor de publicatie van officiële lijsten van het hotelwezen, van het streekgebonden toerisme, van de gemeubileerde vakantiewoningen, van de toeristische toeristische campings en campings op de hoeve, van de centra voor sociaal toerisme, van de vakantie dorpen en van de kamplaatsen. "Wallonie Belgique Tourisme" kan verschillende soorten toeristische logiezen in eenzelfde lijst bundelen.

Indien de inlichtingen bedoeld in artikel 200 niet tijdig zijn verstrekt, wordt het toeristische logies enkel met naam en adres in de lijst vermeld. »

**Art. 39.** In hetzelfde Wetboek worden de artikelen 201/2 en 201/3 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 201/2. De exploitant van een toeristisch logies verricht zijn aangifte per gecertificeerde zending op basis van een document dat door het Commissariaat-generaal voor Toerisme wordt ter beschikking gesteld. Laatstgenoemde beschikt over een termijn van tien werkdagen om van die aangifte ontvangst te berichten per schrijven of per-email.

Mits de naleving van de in artikel 201/1. D bedoelde voorwaarden en zodra die aangifte wordt verricht, kan het toeristische logies uitgebaat worden.

Art. 201/3. Overeenkomstig artikel 201/1.D, § 1, derde lid, kan het Commissariaat-generaal voor Toerisme de exploitant van het toeristische logies verzoeken om één of verschillende van de volgende documenten over te maken :

1° een afschrift van het brandveiligheidsattest of van het vereenvoudigd controleattest;

2° een uittreksel van het strafregister, bestemd voor een overheidsbestuur en afgeleverd sinds minder dan zes maanden op naam van de exploitant van het toeristische logies, van de persoon belast met het dagelijks bestuur van het toeristische logies, en in voorkomend geval, van de vertegenwoordigende instantie;

3° het attest van een verzekering burgerlijke aansprakelijkheid voor de schade aangericht door de persoon (personen) belast met de uitbating van het toeristische logies.

In dit geval maakt het Commissariaat-generaal voor Toerisme zijn aanvraag per gecertificeerde zending aan de exploitant van het toeristische logies over. Laatstgenoemde beschikt over een termijn van twee maanden te rekenen van de datum van zending van het schrijven om de vereiste documenten per gecertificeerde zending over te maken. »

**Art. 40.** In artikel 207 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden "per gecertificeerde zending bij het Commissariaat-generaal voor Toerisme" ingevoegd tussen de woorden "vergunningaanvraag wordt" en de woorden "overgemaakt door middel van het formulier" en de woorden "afgegeven door het Commissariaat-generaal voor Toerisme" worden vervangen door de woorden "afgegeven door laatstgenoemde"; de woorden "Daarbij gaan volgende documenten" worden vervangen door de woorden "Ze bepaalt de benaming die de aanvrager wenst te gebruiken en wordt vergezeld van de volgende documenten";

2° in het eerste lid worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) punt 1° wordt opgeheven;

b) punt 5° wordt vervangen als volgt :

5° een uittreksel van het strafregister, bestemd voor een overheidsbestuur en afgeleverd sinds minder dan zes maanden op naam van de aanvrager en, voor de hotelbedrijven, de gemeubileerde vakantiewoningen, de toeristische campings en campings op de hoeve, van de persoon belast met het dagelijks bestuur van het toeristische logies en voor de vakantie dorpen, van de persoon belast met het dagelijks bestuur van de vertegenwoordigende instantie";

1° in punt 6°, worden de woorden "de toeristische kampeerterreinen en de toeristische huizen" vervangen door de woorden "en de toeristische campings";

d) in punt 7° worden de woorden "toeristische kampeerterreinen" vervangen door de woorden "toeristische campings" en het woord "kampeerterreinen" wordt vervangen door het woord "campings";

a) punt 8° wordt vervangen als volgt :

« 8° voor de campings op de hoeve, de vestigingsligging op het kadastraal plan, met inbegrip van het kadastraal nummer, een omschrijving van de uitrusting en de ligging ervan, waarbij beoordeeld kan worden dat de voorwaarden van de artikelen 250 en 252 nageleefd worden; »;

f) in 10° worden de woorden "206.D, lid 3," vervangen door de woorden "206.D, tweede lid";

3° het artikel wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

« Het Commissariaat-generaal voor Toerisme kan de aanvrager vrijstellen van het verstrekken van de in het eerste lid bedoelde documenten voor zover ofwel hij over één of meerdere stukken of inlichtingen bedoeld in het eerste lid beschikt, ofwel hij daarover kan beschikken via een databank van authentieke gegevens of via een samenwerking met de bevoegde overheden. »

**Art. 41.** In hetzelfde Wetboek worden de artikelen 208 tot 210 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 208. § 1. Indien de aanvraag onvolledig is, richt het Commissariaat-generaal voor Toerisme binnen tien werkdagen na ontvangst ervan per gecertificeerde zending een lijst van de ontbrekende stukken aan de aanvrager en informeert het hem over het de tijd waarover hij beschikt om bedoelde stukken over te maken en de gevolgen indien deze termijn niet nageleefd wordt. De ontbrekende stukken worden gericht aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme per gecertificeerde zending.

Binnen tien werkdagen na ontvangst van de volledige aanvraag of van de ontbrekende stukken richt het Commissariaat-generaal voor Toerisme een bericht van ontvangst aan de aanvrager, waarin gemeld wordt dat het dossier volledig is.

§ 2. Indien het toekennen van een afwijking bedoeld in artikel 222. D, § 2, op eigen initiatief gebeurt of indien de aanvrager in zijn vergunningsaanvraag een afwijking als bedoeld in artikel 206.D, tweede lid, heeft aangevraagd, richt het Commissariaat-generaal voor Toerisme de aanvraag voor advies aan de voorzitter van het technische comité bevoegd volgens het betrokken toeristische logies, hierna genoemd het "bevoegd technisch comité", en tezelfdertijd geeft hij aan de aanvrager kennis van het bericht van ontvangst, waarbij gemeld wordt dat het dossier volledig is.

Het bevoegd technisch comité brengt, in voorkomend geval, een met redenen omkleed advies uit en geeft er kennis van aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme en, per gecertificeerde zending, aan de aanvrager, binnen vijfenveertig dagen te rekenen van de dag waarop het dossier aan diens voorzitter wordt overgemaakt. Indien de kennisgeving van het advies binnen de vastgestelde termijn uitblijft, wordt daaraan door het Commissariaat-generaal voor Toerisme voorbijgegaan.

Art. 209. § 1. Het Commissariaat-generaal voor Toerisme beslist over de vergunningsaanvraag en geeft kennis van zijn beslissing aan de aanvrager binnen een termijn van drie maanden te rekenen van het versturen van het bericht van ontvangst waarbij gemeld wordt dat het dossier volledig is.

Die termijn wordt op vier maanden gebracht in de veronderstelling bedoeld in artikel 208, § 2, eerste lid.

De beslissing van het Commissariaat-generaal voor Toerisme wordt per gecertificeerde zending aan de aanvrager betekend. Tegelijk wordt ze aan de burgemeester van de gemeente waar het toeristische logies gevestigd is, gericht. Op elke vergadering van het bevoegd technisch comité geeft het Commissariaat-generaal voor Toerisme een overzicht van de beslissingen tot toekenning dan wel weigering van vergunningen.

§ 2. De in § 1, eerste of tweede lid, bedoelde termijn kan slechts eenmalig worden verlengd voor maximum twee maanden. De verlenging en de duur ervan worden behoorlijk met redenen omkleed. Van de verlenging wordt aan de aanvrager kennis gegeven per gecertificeerde zending.

Het gebrek aan kennisgeving van de beslissing van het Commissariaat-generaal voor Toerisme aan de aanvrager binnen de in § 1, eerste of tweede lid, bedoelde termijn of, in voorkomend geval, binnen de bijkomende termijn na verlenging, staat gelijk met een beslissing tot toekenning van de vergunning.

Art. 210. § 1. In afwijking van artikel 207 bestaat de vergunningsaanvraag, indien de uitbating overgenomen wordt door de samenwonende, een bloedverwant in opgaande dan wel nederdalende lijn in de eerste graad, uit een uittreksel van het strafregister ten behoeve van een overheidsbestuur dat aan de aanvrager is afgeleverd sinds minder dan zes maanden.

De in het eerste lid bedoelde overnemer dient de vergunningaanvraag per gecertificeerde zending bij het Commissariaat-generaal voor Toerisme in.

1° bij afstand van een toeristisch logies, binnen drie maanden te rekenen van de afstand;

2° bij overlijden van de houder van de vergunning, binnen zes maanden te rekenen van het overlijden.

Binnen de dertig dagen na ontvangst ervan beslist het Commissariaat-generaal voor Toerisme over de vergunningsaanvraag en geeft er kennis van aan de aanvrager. De termijn van dertig dagen kan slechts eenmalig worden verlengd voor een gelijkwaardige duur. De verlenging en de duur ervan worden behoorlijk met redenen omkleed. Van de verlenging wordt aan de aanvrager kennis gegeven per gecertificeerde zending.

Het gebrek aan kennisgeving van de beslissing van het Commissariaat-generaal voor Toerisme aan de aanvrager binnen de voorgeschreven termijn, in voorkomend geval verlengd, staat gelijk met een beslissing tot toekenning van de vergunning.

§ 2. In afwijking van de artikelen 202.D en 205.D kan de benaming in de gevallen bepaald in § 1 gebruikt blijven worden tot en met de kennisgeving van de komende beslissing of het verstrijken van de termijn van dertig dagen bepaald in paragraaf 1, tweede lid, voor zover de aanvraag binnen de vastgestelde termijn is ingediend. »

**Art. 42.** Hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een artikel 211 luidend als volgt :

« Art. 211. Binnen de drie maanden na de vervanging van de persoon belast met het dagelijks bestuur van het hotelbedrijf, de gemeubileerde vakantiewoning, de toeristische camping, de camping op de hoeve of het vakantiedorp laat de vergunninghouder per gecertificeerde zending een uittreksel van het strafregister bestemd voor een overheidsbestuur en afgeleverd op naam van de vervanger sinds minder dan zes maanden geworden aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme. »

**Art. 43.** In artikel 213 van hetzelfde Wetboek, worden de woorden "de betrokken toeristische logiesverstreckende inrichting" vervangen door de woorden "het betrokken toeristische logies".

**Art. 44.** In hetzelfde Wetboek worden de artikelen 217/1 tot 221 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 271/1. Vóór een beslissing te treffen tot intrekking van een vergunning, licht het Commissariaat-generaal voor Toerisme diens houder per gecertificeerde zending in over de grond voor de vooropgestelde intrekking.

De houder beschikt over vijftien dagen te rekenen van de ontvangst van dat advies om zijn opmerkingen per gecertificeerde zending aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme over te maken. Hij kan binnen dezelfde termijn en in dezelfde vorm verzoeken om gehoord te worden. In dat geval wordt hij gehoord door het Commissariaat-generaal voor Toerisme. Er wordt een proces-verbaal opgemaakt. De aanvrager wordt over die hoorzitting minstens acht dagen voor de vastgestelde datum ingelicht. Hij kan zich laten vertegenwoordigen of bijstaan door de personen van zijn keuze.

Art. 218. Binnen de tien dagen na ontvangst van de opmerkingen van de vergunninghouder of nadat laatstgenoemde is gehoord of bij uitblijven van reactie zijnerzijds binnen de opgelegde termijn, richt het Commissariaat-generaal voor Toerisme een verzoek om adviesverlening aan de voorzitter van het bevoegd technisch comité. Een afschrift van de briefwisseling bedoeld in artikel 217/1, eerste en tweede lid, en, in voorkomend geval, van het proces-verbaal van de hoorzitting en van elk door de houder medegedeeld stuk worden bijgevoegd.

Art. 219. Binnen een termijn van vijfenveertig dagen te rekenen van de ontvangst van het verzoek om adviesverlening brengt het bevoegd technisch comité een gemotiveerd advies uit en geeft er kennis van aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme en, per gecertificeerde zending, aan de houder. Indien de kennisgeving van het advies binnen de vastgestelde termijn uitblijft, wordt daaraan door het Commissariaat-generaal voor Toerisme voorbijgegaan.

Art. 220. Van de beslissing tot intrekking wordt aan de vergunninghouder kennis gegeven bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst.

Indien het Commissariaat-generaal voor Toerisme zich niet achter het advies van het bevoegd technisch comité schaaft, geeft het er de redenen voor op.

De beslissing wordt gelijktijdig medegedeeld aan de burgemeester van de gemeente waarin het toeristische logies gelegen is en aan de voorzitter van het bevoegd technisch comité.

Art. 221. Het Commissariaat-generaal voor Toerisme kan te allen tijde beslissen om de intrekkingprocedure te beëindigen en licht de vergunninghouder per gecertificeerde zending over in.

Een beslissing tot intrekking kan niet plaatsvinden meer dan zes maanden na de zending bedoeld in artikel 217/1, eerste lid. Indien die termijn wordt overschreden, wordt de procedure tot intrekking van de vergunning als onbestaand beschouwd. »

**Art. 45.** Hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een artikel 226/1 luidend als volgt :

« Art. 226/1. Naast de voorwaarden bepaald in artikel 225 dient elk hotelbedrijf dat onder de benaming "appart-hotel" uitgebaat wordt of onder elke andere benaming die aan laatstgenoemde benaming zou kunnen herinneren, te voldoen aan volgende voorwaarden :

1° alleen samengesteld zijn van appartementen die op gelijke wijze ontworpen en uitgerust worden;

2° per appartement beschikken over :

a) de nodige minimale uitrusting om te koken;

b) een waskamer en een wc per schijf van vier personen;

3° de verhuring per nacht, per week en per maand voorstellen. »

**Art. 46.** In hetzelfde Wetboek worden de artikelen 229 tot 232 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 229. § 1. De gastenkamer ligt niet in een gebouw of gebouwgedeelte waar een voor het publiek toegankelijke dranksluiterij of eetgelegenheid gevestigd is;

§ 2. De gastenkamer op de hoeve kan liggen in een gebouw of gebouwgedeelte waar een voor het publiek toegankelijke dranksluiterij of eetgelegenheid gevestigd is wanneer de vergunninghouder of, zijn (haar) meewerkende echtgeno(o)t(e), een activiteit als landbouwer in hoofd- of bijberoep vervult;

Art. 230. Elke dienst aangeboden door de vergunninghouder in een landelijke vakantiewoning, een vakantiewoning in de stad of een vakantiewoning op de hoeve of in een gemeubileerde vakantiewoning is onafhankelijk van de verhuring van het logies en maakt het voorwerp uit van een afzonderlijke overeenkomst.

Art. 231. De houder van de vergunning voor een vakantiewoning op de hoeve of een gastenkamer op de hoeve is de landbouwuitbater of een bloedverwant tot in de derde graad.

Art. 232. De toerist die in een gastenkamer ontvangen wordt, moet het ontbijt kunnen nemen en deelnemen aan het gezinsleven in de woning bedoeld in artikel 1.D, 29°, d, zonder daarvoor verplicht te zijn.

De toerist die in een gastenkamer op de hoeve ontvangen wordt, moet het ontbijt kunnen nemen in het landbouwbedrijf bedoeld in artikel 1, D, 29°, e, zonder daarvoor verplicht te zijn. »

**Art. 47.** In artikel 233 van hetzelfde Wetboek vervalt het tweede lid.

**Art. 48.** In artikel 234 van hetzelfde Wetboek, worden de woorden "toeristische logiesverstreckende inrichting" vervangen door de woorden "toeristische logiezen".

**Art. 49.** In artikel 237 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de Franse versie worden de woorden "d'espaces extérieurs de parking privé et de détente" vervangen door de woorden "de parkings extérieurs privés et d'espaces extérieurs de détente";

2° de woorden "de toeristische logiesverstreckende inrichting" worden vervangen door de woorden "het toeristische logies".

**Art. 50.** In artikel 239 van hetzelfde Wetboek, eerste lid, punten 1° tot 3°, worden de woorden "de toeristische logiesverstreckende inrichting" en "diens toeristische logiesverstreckende inrichting" vervangen door de woorden "het toeristische logies" en "diens toeristische logies".

**Art. 51.** In artikel 240 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "een persoon die onder hetzelfde dak leeft of occasioneel een familielid" vervangen door de woorden "of elke natuurlijke persoon die hij daartoe aanwijst".

**Art. 52.** In artikel 241 van hetzelfde Wetboek, worden de woorden "de toeristische logiesverstreckende inrichting" vervangen door de woorden "het toeristische logies" en de woorden "Vóór de inrichting" worden vervangen door de woorden "Vóór dit logies".

**Art. 53.** Artikel 242 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 242. De gastentafel :

1° vult de activiteit van de gastenkamer of van de gastenkamer op de hoeve aan;

2° stelt één enkel dagmenu of dagschotel voor;

3° bedient de maaltijd op de familietafel;

4° is voorbehouden voor de toeristen die in het toeristische logies verblijven.

De Minister kan andere technische voorwaarden vastleggen."

**Art. 54.** Artikel 243 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

**Art. 55.** In artikel 245 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "Elk toeristisch kampeerterrein" vervangen door de woorden "Elke toeristische camping" en worden de woorden "de vereiste administratieve vergunningen hebben gekregen" vervangen door de woorden "over de vereiste administratieve vergunning beschikken".

**Art. 56.** Artikel 246 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 246. Om aan de gezondheidsvoorwaarden te voldoen, voldoen de toeristische camping en de camping op de hoeve aan volgende voorwaarden :

1° op een gezonde plaats gelegen zijn;

2° indien bedoelde camping zich langs een waterloop bevindt, moet er een strook zonder enige installatie met een minimumbreedte van acht meter, berekend vanaf de gewoonlijke oever van die waterloop, voorhanden zijn; de breedte van die strook mag evenwel naar vijftien meter worden uitgebreid indien die verbreding verantwoord is door de geografische kenmerken van het terrein. »

**Art. 57.** Artikel 247 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 247. Om aan de uitrustingsvoorwaarden van de plaats te beantwoorden, dient de toeristische camping voorzien te zijn van :

1° een systeem voor de bevoorrading met drinkwater dat voldoet aan de door de Minister bepaalde minimale voorwaarden m.b.t. zijn opvatting, zijn dagelijks minimumwaterdebiet en het gebruik waarvoor het is bestemd;

2° een elektrisch systeem voor de verlichting van de installaties waar een collectief gebruik van wordt gemaakt, en waarvan de Minister de eigenschappen bepaalt. »



**Art. 58.** Artikel 248 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 248. Om aan de hygiënevoorwaarden te beantwoorden, dient de toeristische camping voorzien te zijn van :

1° een gesloten en overdekt gebouw dat speciaal voor de kampeeders is ingericht, waarin het sanitair zich bevindt, en waarvan de minimale samenstelling door de Minister wordt bepaald;

2° een materiaal voor de inzameling van afval dat te allen tijde operationeel dient te zijn en waarvan de Minister de kenmerken bepaalt. »

**Art. 59.** Artikel 249 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 249. De standplaatsen en de kampeerverblijven van een toeristische camping voldoen aan volgende voorwaarden :

1° de mobiele kampeerverblijven, terrassen, luifel en voortent in zeil inbegrepen, hebben een grondoppervlakte die maximum een derde van de oppervlakte van de standplaats bedraagt. De minimale oppervlakte van een standplaats voorbehouden voor de mobiele kampeerverblijven bedraagt 50 m<sup>2</sup>;

2° de niet-verplaatsbare kampeerverblijven, terrassen, luifel en voortent in zeil inbegrepen, hebben een grondoppervlakte die maximum een derde van de oppervlakte van de standplaats bedraagt;

3° een terras kan worden toegevoegd bij het mobiele kampeerverblijf op de volgende cumulatieve voorwaarden :

a) onafhankelijk zijn van het mobiele kampeerverblijf en de mobiliteit van het mobiele kampeerverblijf niet hinderen;

b) niet voorzien zijn een hechting aan de grond;

c) in perfecte onderhoudstaat gehouden worden;

d) niet voorzien zijn van allerlei inrichtingen en bouwen;

e) in geval van een verhoogd terras, over leuning beschikken;

4° elk mobiel kampeerverblijf dient uit zijn ontwerp en zijn bestemming permanent verplaatsbaar te blijven. De Minister bepaalt de methoden waarmee kan gewaarborgd worden dat het kampeerverblijf permanent verplaatsbaar blijft;

5° aanbouwen, of niet-verplaatsbaar of afbreekbaar, zijn bij alle kampeerverblijven verboden, met uitzondering van de terrassen, luifels of voortenten in zeil en opberghokjes zoals bepaald in artikel 249/2;

6° op elke standplaats mag slechts één mobiel of niet-verplaatsbaar verblijf worden geplaatst. De houder kan evenwel de plaatsing van een bijkomende tent op eenzelfde standplaats toestaan op voorwaarde dat de standplaats bezet wordt door gezinsleden van de persoon die de standplaats gehuurd heeft en enkel op standplaatsen die voorbehouden zijn voor kampeeders op doortocht;

7° de op de grond berekende minimumafstand tussen de op verschillende standplaatsen geplaatste kampeerverblijven bedraagt vier meter;

8° op eenzelfde toeristische camping dienen de mobiele en de niet-verplaatsbare verblijven gesorteerd te worden in duidelijk gescheiden stroken. Ze zijn uitsluitend voorbehouden voor kampeeders op doortocht en de standplaatsen voorbehouden aan de kampeeders op doortocht en seizoensgebonden kampeeders worden gesorteerd in duidelijk gescheiden stroken;

9° op het kampeertrein dienen alle standplaatsen voor kampeerverblijven materieel afgebakend te zijn en op zichtbare wijze individueel geïdentificeerd te worden aan de hand van een doorlopende en permanente nummering die overeenstemt met het plan dat bij de toekenning van de vergunning is goedgekeurd; zij mogen enkel omgeven worden met eenvormige omheiningen die de verplaatsbaarheid van de kampeerverblijven niet in de weg staan. In de gemiddelde en hoge voorkomingsomtrek van het overstroombare gedeelte van een camping kan er echter geen enkele omheining geplaatst worden;

10° 25 % van het totaal aantal standplaatsen van een toeristische camping worden voorbehouden voor kampeeders op doortocht; die standplaatsen voorbehouden aan de mobiele kampeerverblijven en verhuurd door de uitbater of de vergunninghouder kunnen in aanmerking worden genomen voor de berekening van het aantal standplaatsen voorbehouden aan de kampeeders op doortocht tegen maximum 10 % van het totaal aantal standplaatsen;

11° de standplaatsen behouden een grasachtig uitzicht;

12° de treden en trappen met trapleuning voor de toegang tot het verblijf zijn wegneembaar en beperkt door hun afmetingen tot hun strikte functies. Uitzonderlijk kan een verplaatsbare leuning een gemakkelijker toegang voor de mindervaliden mogelijk maken. Zij mogen de verplaatsbaarheid van het kampeerverblijf geenszins in de weg staan;

13° onder geen enkele caravan mogen voorwerpen opgeborgen worden, behalve tijdens de daadwerkelijke duur van het verblijf van de kampeeders, wat bovendien beperkt dient te blijven tot zaken die in een onmiddellijk verband staan met hun verblijf.

Voor elke toeristische camping leven alle terrassen, opberghokjes en omheiningen een door de vergunninghouder vastgelegd model na.

De Minister kan de technische voorwaarden bedoeld in het eerste lid bepalen. »

**Art. 60.** Hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een artikel 249/2 luidend als volgt :

« Art. 249/2. Het opberghokje :

1° is uitsluitend bestemd voor het opbergen;

2° is onafhankelijk van de kampeerverblijven;

3° is uitsluitend bestemd voor de seizoensgebonden kampeeders;

4° verhindert de mobiliteit van de kampeerverblijven niet;

5° wordt in perfecte onderhoudstaat gehouden;

6° voldoet aan de technische voorwaarden zoals bepaald door de Minister en betreffende de vestigingsplaats van het opberghokje, de grondoppervlakte, zijn materialen en onderdelen, de architecturale vorm van de wanden en van het dak, de hechting aan de grond en de binnen- en buiteninrichting.

Eén enkel opberghokje wordt per standplaats toegelaten.

De Minister kan de technische voorwaarden bedoeld in het eerste lid, 1° tot 6°, bepalen. »

**Art. 61.** Artikel 250 van hetzelfde Wetboek wordt gewijzigd als volgt :

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

« De hoge voorkomingsomtrek van het overstroombare gedeelte van een toeristische camping en van een camping op de hoeve mag geen stacaravans, opberghokjes, heggen, omheiningen, luifel en voortent in zeil, andere gelijksoortige inrichtingen, noch buitenmeubels ontvangen.

Die hoge voorkomingsomtrek kan enkel, mits stedenbouwkundige vergunning en overstemming met laatstgenoemde wanneer ze vereist is, de volgende installaties ontvangen :

a) mobiele kampeerverblijven te allen tijde;

b) tourcaravans tijdens de periode tussen 15 maart ten 15 november;

c) niet-verplaatsbare installaties met alle faciliteiten voor de kampeerders, met uitzondering van het logies, voor zover ze voor een stedenbouwkundige vergunning in aanmerking zijn gekomen;

d) niet-verplaatsbare kampeerverblijven bestemd voor het logies van de kampeerders voor ze voor een stedenbouwkundige vergunning in aanmerking zijn gekomen en een hydraulisch/hydrologisch onderzoek voor het afgeven van de vergunning is verricht en van dien aard is dat het gebrek aan risico gebonden aan de overstromingen wordt bewezen.

De gemiddelde en geringe voorkomingsomtrek van het overstroombare gedeelte van een toeristische camping mag, in voorkomend geval mits een stedenbouwkundige vergunning wanneer ze krachtens het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling vereist wordt, elk type mobiel of niet-verplaatsbaar kampeerverblijf ontvangen.

In de gemiddelde voorkomingsomtrekken van het overstroombare gedeelte van een toeristische camping moeten de volgende bijkomende maatregelen getroffen worden : de luifel en voortent in zeil en de andere gelijksoortige inrichtingen alsmede de buitenmeubels worden voor de periode tussen 15 november en 15 maart weggenomen. »;

2° in § 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) het eerste lid wordt vervangen als volgt :

« De aanvrager of de houder van de vergunning kan evenwel één of meerdere afwijkingen van de in vorige paragraaf bedoelde bepalingen aanvragen. Dat verzoek om afwijking bewijst dat de schade in geval van overstroming aanzienlijk beperkt wordt door minstens één van de volgende elementen gemotiveerd :

1° de uitvoering van inrichtingen na het opmaken van de cartografie van het risico op overstromingen en voor zover die inrichtingen de waarde van het risico verminderen en in voorkomend geval het voorwerp hebben uitgemaakt van een stedenbouwkundige vergunning;

2° de verbintenis om inrichtingen uit te voeren die de waarde van het risico kunnen verminderen, in voorkomend geval, het voorwerp hebben uitgemaakt van een definitieve stedenbouwkundige vergunning;

3° een behoorlijk aangetoonde duidelijke vergissing in de cartografie van het risico op overstromingen. »;

b) in het tweede lid worden de woorden "in artikelen 288.D, lid 3, en 289.D tot 294" vervangen door de woorden "artikelen 289 tot 293";

3° het artikel wordt aangevuld met een § 3 luidend als volgt :

« § 3. Voor zover de camping en zijn bouwwerken, inrichtingen en installaties behoorlijk toegelaten zijn en met de afgegeven vergunningen overeenstemmen, beschikt de exploitant van een toeristische camping of van een camping op de hoeve over een door het Commissariaat-generaal voor Toerisme vastgelegde termijn om de maatregelen nodig voor de naleving van § 1 te treffen.

De in het eerste lid bedoelde termijn wordt bepaald naar gelang van, in voorkomend geval, de administratieve stappen vóór de uitvoering van werken en inrichtingen alsook de omvang van die werken en inrichtingen. Die termijn mag niet hoger zijn dan acht jaar. De Minister kan voorstellen dat die termijn met twee jaar wordt verlengd.

Binnen drie jaar na de inwerkingtreding van § 3 onderwerpt de exploitant van de toeristische camping of van de camping op de hoeve of de vergunninghouder een gedetailleerd, haalbaar en gemotiveerd programma per gecertificeerde zending aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme waarin de overwogen middelen voor het laten weghalen van de betrokken stacaravans worden omschreven.

Binnen tien werkdagen na ontvangst ervan richt het Commissariaat-generaal voor Toerisme een bericht van ontvangst van dat programma dat minstens de volgende gegevens omvat :

1° het aantal standplaatsen betrokken bij de hoge voorkomingsomtrek;

2° het aantal stacaravans gelegen op die standplaatsen;

3° hun eventuele verplaatsing in of buiten het terrein;

4° in voorkomend geval, de administratieve stappen inzake stedenbouw en leefmilieu die met het oog op hun verplaatsing ondernomen moeten worden;

5° de eventuele werken die uitgevoerd moeten om het terrein in overeenstemming te brengen met deze bepaling. »

**Art. 62.** Artikel 251 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

**Art. 63.** Artikel 252 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 252. Onverminderd de artikelen 246 en 250 voldoet de camping op de hoeve enkel aan volgende voorwaarden :

1° er mag niet meer dan één camping op de hoeve zijn per landbouwbedrijf;

2° de camping beschikt over mobiele kampeerverblijven of leegstaande plaatsen die zich in de onmiddellijke nabijheid van de hoevegebouwen bevinden, die volledig deel uitmaken van een landbouwbedrijf en die gevestigd zijn op een gezond terrein met een minimumoppervlakte van één are per verplaatsbaar verblijf;

3° de camping beschikt over een systeem voor de bevoorrading met drinkwater en van sanitaire installaties zoals bepaald door de Minister;

4° de camping kan enkel bezet worden tijdens de periode die aanvangt vijftien dagen vóór Pasen en eindigt jaarlijks op 15 november, evenals tijdens de periode gaande van 15 december tot en met 15 januari van het daarop volgende jaar. »

**Art. 64.** In artikel 254 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt aangevuld met de volgende zin : "Die criteria kunnen betrekking hebben op hun bewoonbare oppervlakte, hun uitrustingen en hun comfort.;"

2° het derde lid vervalt.

**Art. 65.** In artikel 258, 3°, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "evenals de categorie-indeling van de verblijfseenheid" opgeheven.

**Art. 66.** Artikel 261 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

**Art. 67.** Artikel 263 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 263. De normen waaraan de hotelbedrijven, de streekgebonden toeristische logiezen, de gemeubileerde vakantie woningen, de toeristische campings, de campings op een hoeve de vakantiedorpen en de verblijfseenheden ervan uitgezonderd, dienen te voldoen met het oog op hun categorie-indeling, zijn opgenomen in de bijlagen 7 tot en met 10. »

**Art. 68.** In artikel 270 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid worden de woorden "de gastenhuizen en de gastenhuizen op de hoeve" opgeheven;

2° in het derde lid worden de woorden "logiesverstrekkende inrichtingen" vervangen door de woorden "toeristische logiezen".

**Art. 69.** Hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een artikel 281, luidend als volgt :

« Art. 281. Indien de vergunninghouder om de herziening van de categorie-indeling verzoekt en daarbij al dan niet een verzoek indient om af te wijken van een criterium van de categorie-indeling, gebeurt dat per gecertificeerde zending bij het Commissariaat-generaal voor Toerisme door middel van het door laatstgenoemde afgegeven formulier.

Daarbij worden alle inlichtingen en documenten gevoegd die de herziening van de categorie-indeling en, in voorkomend geval, het toestaan van de afwijking mogelijk zouden maken. »

**Art. 70.** In hetzelfde Wetboek wordt artikel 282 opgeheven.

**Art. 71.** In hetzelfde Wetboek worden de artikelen 284 tot 287 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 284. Indien het van mening is dat het verzoek alle bestanddelen omvat om met perfecte kennis van zaken over het verzoek te beslissen, maakt het Commissariaat-generaal voor Toerisme per gecertificeerde zending binnen tien werkdagen na ontvangst van het verzoek een bericht van ontvangst aan de aanvrager over waarbij gemeld wordt dat het dossier volledig is.

Indien dat niet het geval is, richt het binnen dezelfde termijn een gecertificeerde zending aan de aanvrager waarbij laatstgenoemde verzocht wordt om de ontbrekende inlichtingen mede te delen en informeert het hem over de tijd waarover hij beschikt om bedoelde inlichtingen over te maken en over de gevolgen indien deze termijn niet nageleefd wordt. Binnen de tien werkdagen na ontvangst ervan richt het Commissariaat-generaal voor Toerisme per gecertificeerde zending een bericht van ontvangst aan de aanvrager waarbij gemeld wordt dat het dossier volledig is.

Art. 285. Indien verzocht wordt om afwijking van een criterium inzake de categorie-indeling, kan het Commissariaat-generaal voor Toerisme het verzoek voor advies overmaken aan de voorzitter van het bevoegd technisch comité en tegelijk geeft hij kennis aan de aanvrager van het bericht van ontvangst waarbij gemeld wordt dat het dossier volledig is.

Het bevoegd technisch comité brengt een met redenen omkleed advies uit en geeft er kennis van aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme en, per gecertificeerde zending, aan de aanvrager, binnen vijfenveertig dagen te rekenen van de dag waarop het dossier aan diens voorzitter wordt overgemaakt. Indien de kennisgeving van het advies binnen de vastgestelde termijn uitblijft, wordt daaraan door het Commissariaat-generaal voor Toerisme voorbijgegaan.

Art. 286. Het Commissariaat-generaal voor Toerisme geeft kennis van zijn beslissing binnen een termijn van vier maanden te rekenen van het versturen van het bericht van ontvangst waarbij gemeld wordt dat het dossier volledig is.

De beslissing van het Commissariaat-generaal wordt per gecertificeerde zending aan de aanvrager betekend. Op elke vergadering van het bevoegd technisch comité wordt door het Commissariaat-generaal voor Toerisme een overzicht gegeven van de beslissingen tot herziening van de categorie-indeling en, in voorkomend geval, tot afwijking van een criterium inzake de categorie-indeling.

De in het eerste lid bedoelde termijn kan slechts eenmalig worden verlengd voor maximum twee maanden. De verlenging en de duur ervan worden behoorlijk met redenen omkleed. Van de verlenging wordt aan de aanvrager kennis gegeven per gecertificeerde zending.

Het gebrek aan kennisgeving van de beslissing van het Commissariaat-generaal voor Toerisme aan de aanvrager binnen de in het eerste lid, of, in voorkomend geval, binnen de bijkomende termijn na verlenging, staat gelijk met een beslissing tot toekenning.

Art. 287. Indien de herziening van de categorie-indeling op initiatief van het Commissariaat-generaal voor Toerisme gebeurt, wordt diens beslissing getroffen overeenkomstig de procedure bedoeld in de artikelen 217/1 tot en met 221. »

**Art. 72.** In hetzelfde Wetboek worden de artikelen 289 tot 293 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 289. § 1<sup>er</sup>. Het beroep wordt ingediend binnen dertig dagen na ontvangst van de omstreden beslissing.

Het wordt per gecertificeerde zending aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme gericht en bij het beroep wordt een afschrift van de omstreden beslissing gevoegd.

Het beroep is niet opschortend behalve indien het betrekking heeft op een beslissing tot intrekking van de vergunning of herziening van de categorie-indeling bedoeld in lid 288.D, eerste lid, 4°. In beide gevallen wordt de beslissing opgeschort tijdens het tijdsbestek dat aan de aanvrager wordt gewaarborgd om zijn beroep in te dienen en, in voorkomend geval, tot aan de beslissing van de Minister die over het beroep beslist.

§ 2. Binnen tien werkdagen na ontvangst van het beroep richt het Commissariaat-generaal voor Toerisme een bericht van ontvangst per gecertificeerde zending aan de aanvrager.

Hij richt binnen dezelfde termijn een afschrift van het beroep aan de voorzitter van de beroepsadviezencommissie bedoeld in artikel 295.D.

Art. 290. De aanvrager kan verzoeken om door de beroepsadviezencommissie te worden gehoord, ofwel in diens beroepschrift ofwel per gecertificeerde zending gericht aan de voorzitter van die commissie binnen de vijftien dagen te rekenen van de ontvangst door de aanvrager van het bericht van ontvangst van diens beroep.

De hoorzitting kan ofwel voor de commissie ofwel voor één of meerdere van diens gemachtigden plaatsvinden. Er wordt een proces-verbaal opgemaakt.

De aanvrager wordt over die hoorzitting minstens acht dagen voor de vastgestelde datum ingelicht. Hij kan zich laten vertegenwoordigen of bijstaan door de personen van zijn keuze.

Art. 291. Binnen een termijn van vijfenveertig dagen te rekenen van de ontvangst door diens voorzitter van het beroepsdossier brengt de beroepsadviezencommissie een gemotiveerd advies uit, in voorkomend geval na een hoorzitting te hebben gehouden en geeft daar kennis van aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme evenals van een afschrift van het proces-verbaal van de hoorzitting en van elke door de aanvrager overgemaakt stuk. Tegelijk wordt van dat advies en, in voorkomend geval, van het afschrift van het proces-verbaal van de hoorzitting per gecertificeerde zending kennis gegeven aan de aanvrager. Indien de kennisgeving van het advies binnen de vastgestelde termijn uitblijft, wordt daaraan door de Minister voorbijgegaan.

Indien de commissie zich niet binnen de termijn bedoeld in het eerste lid uitspreekt, geeft diens voorzitter kennis aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme van een afschrift van het proces-verbaal van de hoorzitting en van elk door de aanvrager medegegeerd document.

Art. 292. De Minister beslist over het beroep en richt zijn beslissing aan de aanvrager binnen een termijn van vier maanden te rekenen van het versturen door het Commissariaat-generaal voor Toerisme van het bericht van ontvangst bedoeld in artikel 289, § 2.

Indien de Minister zich niet achter het advies van de beroepsadviezencommissie schaaft, geeft hij daarvoor de redenen op.

De beslissing van de Minister wordt per gecertificeerde zending aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme en aan de aanvrager gericht. Tegelijk wordt ze aan de burgemeester van de gemeente waar het toeristische logies gevestigd is, meegedeeld. Op elke vergadering van het bevoegd technisch comité wordt door het Commissariaat-generaal voor Toerisme een overzicht gegeven van de beslissingen die over de beroepen getroffen zijn.

Art. 293. De in artikel 292, eerste lid, bedoelde termijn kan slechts eenmalig worden verlengd voor maximum twee maanden. De verlenging en de duur ervan worden behoorlijk met redenen omkleed. Van de verlenging wordt aan de aanvrager kennis gegeven per gecertificeerde zending.

Het gebrek aan kennisgeving van de beslissing van de Minister aan de aanvrager binnen de termijn bedoeld in artikel 292, eerste lid, of, in voorkomend geval, binnen de bijkomende termijn na verlenging, staat gelijk met een beslissing tot toekenning. »

Art. 73. Artikel 294 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 74. In artikel 302 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "meest representatieve verenigingen ter bescherming van de consumenten" vervangen door de woorden "De Ombudsdiensten van het Waalse Gewest" en het woord "zes" wordt vervangen door het woord "drie".

Art. 75. In artikel 307 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "ondervraagde verenigingen" vervangen door de woorden "ondervraagde Ombudsdiensten van het Waalse Gewest".

Art. 76. In artikel 308 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "het op de markt concurrerend is of indien" worden ingevoegd tussen het woord "indien" en de woorden "het een rechtstreeks belang heeft";

2° het artikel wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

« Het is de Ombudsman bedoeld in artikel 296.D, § 1, 2°, verboden te zetelen indien hij in de uitoefening van zijn functie blootgesteld is met dit geval. »

Art. 77. In artikel 309, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in 2° worden de woorden "rondreis- of verblijfkosten berekend op dezelfde regelgevende basis als die welke van toepassing is op de ambtenaren van rang A 3 van het Waalse Gewest" vervangen door de woorden "rondreiskosten zoals voorzien voor de personeelsleden van de diensten van de Regering krachtens de Waalse Ambtenarencode";

b) punt 3° wordt opgeheven.

Art. 78. In artikel 335 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "van artikel 332.D" vervangen door de woorden "van de artikelen 201/1.D, eerste lid, 1°, en 332.D";

2° in het tweede lid worden de woorden "toeristische logiesverstrekende inrichtingen" vervangen door de woorden "toeristische logiezen" en wordt de verwijzing "artikel 1.D,39°" vervangen door de verwijzing "artikel 1.D, 41°";

3° in het tweede lid worden de woorden "toeristische kampeerterreinen" vervangen door de woorden "toeristische campings".

Art. 79. Hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een artikel 338, luidend als volgt :

« Art. 338. § 1. Het brandveiligheidsattest wordt per gecertificeerde zending gericht aan de burgemeester van de gemeente op wiens grondgebied het betrokken gebouw of gebouwgedeelte gelegen is.

Eenzelfde aanvraag voor een brandveiligheidsattest kan betrekking hebben op meerdere gebouwen.

Indien de aanvrager ervoor kiest om meerdere aanvragen voor brandveiligheidsattesten in te dienen voor eenzelfde toeristisch logies, kan de burgemeester ze samenvoegen en ze samen behandelen.

§ 2. De aanvrager stelt te allen tijde de in bijlage 22 bij dit Wetboek bedoelde documenten ter beschikking van de burgemeester en de brandweerdiensten alsook van het Commissariaat-generaal voor Toerisme.

In geval van een oorspronkelijke aanvraag voor een brandveiligheidsattest, dateren de in § 1, eerste lid, bedoelde documenten van minder dan twee jaar vóór de datum van indiening van de aanvraag voor het brandveiligheidsattest en er mag geen werk zoals omschreven in artikel 1, 350, § 2, ondernomen zijn nadat die attesten zijn afgeleverd.

Bij hernieuwing van het brandveiligheidsattest zijn de in § 1, eerste lid, bedoelde documenten geldig tot het moment waarop de aanvraag wordt ingediend.

De burgemeester kan verzoeken dat de in bijlage 22 bij dit Wetboek vermelde documenten worden overgemaakt om verder te gaan met de behandeling van het dossier. In dit geval worden de procedurele termijnen voor de toekenning van het brandveiligheidsattest geschorst totdat de aangevraagde documenten worden ontvangen. »

Art. 80. In hetzelfde Wetboek wordt artikel 339 aangevuld met een zin, luidend als volgt :

« Ze gaat vergezeld van een door de erkende instelling afgeleverd conformiteitsattest betreffende :

a) de elektrische installatie;

b) de verwarmingsinstallatie;

c) de gasinstallatie, met inbegrip van de apparaten die op die installatie zijn aangesloten. »

**Art. 81.** In hetzelfde Wetboek worden de artikelen 340 tot 343 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 340. Binnen tien werkdagen te rekenen van de ontvangst van de aanvraag bericht de burgemeester er ontvangst van en maakt hij er een afschrift over aan de territoriaal bevoegde brandweerdienst.

Art. 341. De brandweerdienst richt zijn verslag aan de burgemeester en aan de aanvrager binnen zestig dagen na ontvangst van het dossier.

Art. 342. De burgemeester beslist over de aanvraag voor het brandveiligheidsattest na inzage van het brandweerverslag en, in voorkomend geval, op grond van het besluit van de Regering waarbij de afwijkingen overeenkomstig de artikelen 344.D tot 345.D worden toegekend.

Indien de burgemeester van het brandweerverslag afwijkt, geeft hij daar de redenen van op.

Van de beslissing wordt kennis gegeven aan de aanvrager per gecertificeerde zending binnen drie maanden te rekenen van de ontvangst van de aanvraag door de burgemeester. Behalve in geval van weigering houdt die kennisgeving de weergave van de artikelen 336.D en 337.D in. Tegelijkertijd stuurt de burgemeester een volledig afschrift van deze kennisgeving aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme.

Art. 343. De kennisgeving door de aanvrager aan de burgemeester van een afwijkingsaanvraag gericht aan de Regering schort de termijnen bepaald in de artikelen 341 en 342 op tot aan de ontvangst van de beslissing die de Minister heeft getroffen overeenkomstig artikel 344.D

De burgemeester deelt onverwijld de afwijkingsaanvraag mee aan de brandweerdienst. »

**Art. 82.** Hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een artikel 346, luidend als volgt :

« Art. 346. De afwijkingsaanvraag wordt aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme per gecertificeerde zending gericht waarbij in voorkomend geval een afschrift van het brandveiligheidsattest of het vereenvoudigd controleattest en van het verslag van de brandweerdienst wordt gevoegd. Zij is gemotiveerd en geeft nauwkeurig de punten aan waarop de aanvraag slaat.

Het beroep bedoeld in artikel 354.D kan een dergelijke afwijkingsaanvraag inhouden op voorwaarde dat ze uitdrukkelijk wordt vermeld. In dat geval worden de afwijkings- en beroepsprocedure samengevoegd.

De afwijkingsaanvraag wordt volgens de procedure omschreven in de artikelen 355 tot en met 359 bepaald.

Het Commissariaat-generaal voor Toerisme kan de aanvrager vrijstellen van het verstrekken van de in het eerste lid bedoelde documenten voor zover ofwel hij over één of meerdere stukken of inlichtingen bedoeld in het eerste lid beschikt, ofwel hij daarover kan beschikken via een databank van authentieke gegevens of via een samenwerking met de bevoegde overheden. »

**Art. 83.** In artikel 348 van hetzelfde Wetboek, worden de woorden "De logiesverstreckende inrichting(en)" vervangen door de woorden "Het (de) toeristische logies(zen)".

**Art. 84.** Artikel 349 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 349. Het vereenvoudigd controleattest wordt afgeleverd door de burgemeester of door de door de Regering aangewezen instelling na voorlegging van de volgende documenten :

1° een door een erkende instelling afgeleverd conformiteitsattest betreffende :

a) de elektrische installatie;

b) de verwarmingsinstallatie;

c) de gasinstallatie, met inbegrip van de apparaten die op die installatie zijn aangesloten;

2° een verklaring op erewoord van de exploitant betreffende :

a) het bezit van brandmelders en brandblusapparaten;

b) het goede onderhoud en de jaarlijkse schoonmaking van de schoorstenen en afvoerpijpen;

c) zijn kennisneming en de naleving van de maatregelen betreffende de bewoningsvoorschriften voor de uitbating zoals bedoeld in bijlage 18.

Die documenten worden overeenkomstig bijlage 18 bij dit Wetboek uitgewerkt.

De conformiteitsattesten bedoeld in het eerste lid dienen afgeleverd te zijn sedert minder dan twee jaar vóór de datum van indiening van de aanvraag voor het vereenvoudigd controleattest en er mogen geen werkzaamheden zoals omschreven in artikel 350, § 2, ondernomen zijn nadat die conformiteitsattesten zijn afgeleverd.

Het Commissariaat-generaal voor Toerisme kan de aanvrager vrijstellen van het verstrekken van de in het eerste lid bedoelde documenten voor zover ofwel hij over één of meerdere stukken of inlichtingen bedoeld in het eerste lid beschikt, ofwel hij daarover kan beschikken via een databank van authentieke gegevens of via een samenwerking met de bevoegde overheden. »

**Art. 85.** In artikel 350, § 1, van hetzelfde Wetboek, wordt het eerste lid vervangen door wat volgt :

« Het vereenvoudigd controleattest heeft een geldigheidsduur van vijf jaar, behalve voor het streekgebonden toeristisch logies, de gemeubileerde vakantiewoningen, de niet-verplaatsbare kampeerverblijven in een camping en de verblijfseenheden, waarvoor het een geldigheidsduur van tien jaar heeft. Deze termijn begint op de datum van ondertekening van het vereenvoudigd controleattest door de bevoegde overheid. »

**Art. 86.** In hetzelfde Wetboek worden de artikelen 351 en 352 vervangen als volgt :

« Art. 351. De aanvraag voor het vereenvoudigd controleattest wordt per gecertificeerde zending aan de burgemeester of aan de door de Regering aangewezen dienst gericht aan de hand van het formulier afgeleverd door het Commissariaat-generaal voor Toerisme. Indien de aanvraag bij de aangewezen dienst wordt gericht, licht laatstgenoemde er de bevoegde burgemeester over.

Binnen tien werkdagen na ontvangst van de aanvraag voor het vereenvoudigd controleattest bericht de burgemeester of de aangewezen dienst ontvangst daarvan.

Art. 352. De burgemeester of de aangewezen dienst beslist over de aanvraag voor het vereenvoudigd controleattest op grond van het attestmodel opgemaakt door het Commissariaat-generaal voor Toerisme en geeft kennis van zijn beslissing aan de aanvrager per gecertificeerde zending binnen drie maanden te rekenen van het versturen van het bericht van ontvangst bedoeld in artikel 351. Die kennisgeving bevat meer bepaald de vermelding van artikel 350. Een afschrift van de beslissing wordt ofwel door de burgemeester ofwel door de aangewezen dienst aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme overgemaakt. »

**Art. 87.** In artikel 353 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "van de burgemeester niet gekregen heeft binnen een termijn van vijftien dagen" worden vervangen door de woorden "van de burgemeester of van de aangewezen dienst niet gekregen heeft binnen een termijn van drie maanden";

2° de woorden "354.D tot 359.D" worden vervangen door de woorden "355 tot 359".

**Art. 88.** In hetzelfde Wetboek worden de artikelen 355 tot 358 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 355. § 1. Het in artikel 354.D bedoelde beroep wordt per gecertificeerde zending gericht aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme en daarbij wordt een afschrift van de aanvraag voor het brandveiligheidsattest of voor het vereenvoudigd controleattest gevoegd, van het brandweerverslag en van de omstreden beslissing, indien bestaand.

Het beroep wordt binnen dertig dagen na ontvangst van de omstreden beslissing ingediend of, in de veronderstelling bedoeld in artikel 354.D, eerste lid, 2°, na de datum vanaf wanneer de aanvrager zijn beroep kan indienen.

§ 2. Binnen tien werkdagen na ontvangst van het beroep richt het Commissariaat-generaal voor Toerisme een bericht van ontvangst per gecertificeerde zending aan de aanvrager.

Het verstuurt binnen dezelfde termijn een afschrift van het beroep en diens bijlagen aan de voorzitter van de commissie brandveiligheid bedoeld in artikel 361.D en licht er de betrokken burgemeester en, in voorkomend geval, de door de Regering aangewezen dienst, over in.

§ 3. Het Commissariaat-generaal voor Toerisme kan de aanvrager vrijstellen van het verstrekken van de in § 1, eerste lid, bedoelde documenten voor zover ofwel hij over één of meerdere stukken of inlichtingen bedoeld in het tweede lid beschikt, ofwel hij daarover kan beschikken via een databank van authentieke gegevens of via een samenwerking met de bevoegde overheden.

Art. 356. De aanvrager kan, ofwel in diens beroep, ofwel per gecertificeerde zending gericht aan de voorzitter van die commissie binnen vijftien dagen te rekenen van ontvangst door de aanvrager van het bericht van ontvangst van diens beroep, verzoeken om gehoord te worden door de commissie brandveiligheid.

De hoorzitting kan ofwel voor de commissie ofwel voor één of meerdere gemachtigden plaatsvinden, eventueel tijdens het bezoek ter plaatse dat door hen wordt verricht. Er wordt een proces-verbaal opgemaakt.

De aanvrager wordt over die hoorzitting minstens acht dagen voor de vastgestelde datum ingelicht. Hij kan zich laten vertegenwoordigen of bijstaan door de personen van zijn keuze.

Art. 357. Binnen een termijn van vier maanden te rekenen van de ontvangst door diens voorzitter van het beroepsdossier brengt de commissie een gemotiveerd advies uit, in voorkomend geval na de aanvrager te hebben gehoord, en geeft er kennis van aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme, evenals van een afschrift van het proces-verbaal van de hoorzitting en van elk stuk dat door de aanvrager medegedeeld wordt. Tegelijk wordt van dat advies en, in voorkomend geval, van een afschrift van het proces-verbaal van de hoorzitting per gecertificeerde zending kennis gegeven aan de aanvrager. Indien de kennisgeving van het advies binnen de vastgestelde termijn uitblijft, wordt daaraan door de Minister voorbijgegaan.

Indien de commissie zich niet binnen de termijn bedoeld in het eerste lid uitspreekt, geeft diens voorzitter kennis aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme van een afschrift van het proces-verbaal van de hoorzitting en van elk door de aanvrager medegedeeld document.

Art. 358. De Minister beslist over het beroep na advies van de commissie brandveiligheid en richt haar beslissing aan de aanvrager binnen een termijn van zeven maanden te rekenen van het versturen door het Commissariaat-generaal voor Toerisme van het bericht van ontvangst bedoeld in artikel 355, § 2.

Indien de Minister zich niet achter het advies van de commissie brandveiligheid schaaft, geeft hij de redenen daarvoor op.

Indien het beroep enkel de voorwaarden opgelegd door de dienst aangewezen door de Regering in twijfel trekt, wordt de bevoegdheid van de Minister niet beperkt tot de behandeling van die voorwaarden zodanig dat hij het brandveiligheidsattest kan weigeren.

Van de beslissing van de Minister wordt aan de aanvrager kennis gegeven per gecertificeerde zending. Behalve in geval van weigering houdt die kennisgeving met name de weergave van de artikelen 336.D en 337.D in. De beslissing wordt ook aan de betrokken burgemeester en aan de bevoegde brandweerdienst en, in voorkomend geval, aan de door de Regering aangewezen dienst meegedeeld. »

**Art. 89.** Artikel 360 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

**Art. 90.** In artikel 367 van hetzelfde Wetboek wordt het woord "Hoge" telkens opgeheven.

**Art. 91.** In artikel 372 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "het op de markt concurrerend is of indien" worden ingevoegd tussen het woord "indien" en de woorden "het een rechtstreeks belang heeft".

**Art. 92.** In artikel 373, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) punt 2° wordt vervangen als volgt :

« 2° de terugbetaling van hun verplaatsingskosten zoals voorzien voor de personeelsleden van de diensten van de Regering krachtens de Waalse Ambtenarencode. »

b) punt 3° wordt opgeheven.

**Art. 93.** In artikel 378 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in 2°, k), worden de woorden "Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium" vervangen door de woorden "Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling";

b) punt 3° wordt vervangen als volgt :

« 3° het meubilair indien het bestemd is voor de kamers of de delen van de gemeenschappelijke lokalen die voor het ondergebrachte cliënteel voorbehouden zijn :

a) bed en toebehoren, namelijk bed, onderbed en matras;

b) vitrages en gordijnen;

c) kasten en kleerkasten; »;

a) in 5° wordt b) vervangen als volgt :

« b) sport- en ontspanningsterreinen, -inrichtingen en -uitrustingen zoals zwembad, jacuzzi, tennisveld, fitnesszaal, wellness; »;

d) het artikel wordt aangevuld met een punt 8°, luidend als volgt :

“8° de aankoop van hardware, gereedschappen en software gebonden aan het hotelbeheer alsook elke opleiding van het persoon voor het gebruik van die gereedschappen.”.

**Art. 94.** Hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een artikel 381/1 luidend als volgt :

« Art. 381/1. Het totaalbedrag van de subsidies toegekend voor een hotelbedrijf wordt beperkt tot de volgende maximumbedragen :

1° wanneer het hotelbedrijf minstens 20 kamers telt, 75.000 euro per periode van drie jaar;

2° wanneer het hotelbedrijf 21 tot 40 kamers telt, wordt het maximumbedrag op 85.000 euro per periode van drie jaar gebracht;

3° wanneer het hotelbedrijf meer dan 40 kamers telt, wordt het maximumbedrag op 100.000 euro per periode van drie jaar gebracht.

Die maximumbedragen zijn van toepassing zelfs bij verandering van eigenaar of van houder van de vergunning

De Minister kan een maximumbedrag per categorie werken vastleggen. »

**Art. 95.** Artikel 384 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 384. Een subsidie zoals bedoeld in artikel 382.D kan worden verleend voor :

1° de werken met een onroerend karakter en aankopen van materiaal, zonder dat de oppervlakte waarop werken worden verricht ter uitbreiding van het streekgebonden toeristisch logies 25 % van de totaal bestaande nuttige oppervlakte mag overschrijden, namelijk de grondwerken, het schrijnwerk, het metselwerk, de beglazing, de wand- en vloerbekleding, de sanitairs;

2° de onroerende buiteninrichtingen aanpalend aan het streekgebonden toeristisch logies of gelegen in de onmiddellijke nabijheid ervan, bestemd voor de gehuisveste toerist, in verhouding tot de maximumcapaciteit van het toeristische logies;

c) parkeerplaatsen, garages en private toegangswegen;

b) riolen en zuiveringsstation;

3° de specifieke inrichtingen met het oog op de overeenstemming met alle bepalingen van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling of genomen krachtens laatstgenoemde; deze bepalingen betreffen de specifieke inrichtingen voor de opvang van personen met een verminderde beweeglijkheid;

4° het meubilair dat enkel bestemd is voor de uitrusting van de kamers;

5° bed en toebehoren in de kamers, namelijk bed, onderbed en matras;

6° de aankoop en de installatie van het materieel voor de productie van hernieuwbare energieën;

7° de conformiteitsattesten afgeleverd door een erkende instelling overeenkomstig artikel 349. »

**Art. 96.** Hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een artikel 387/1 luidend als volgt :

« Art. 387/1. § 1. Het totaalbedrag van de toelagen toegekend voor een landelijke vakantiewoning en een vakantiewoning in de stad wordt beperkt tot de volgende maximumbedragen :

1° wanneer de vakantiewoning plaats biedt aan één tot vijftien personen, 9.000 euro per periode van tien jaar;

2° wanneer de vakantiewoning plaats biedt aan meer dan vijftien personen, 13.000 euro per periode van tien jaar.

§ 2. Het totaalbedrag van de toelagen toegekend voor een vakantiewoning op de hoeve wordt beperkt tot de volgende maximumbedragen :

1° wanneer de vakantiewoning plaats biedt aan één tot vijftien personen, 17.000 euro per periode van tien jaar;

2. wanneer de vakantiewoning plaats biedt aan meer dan vijftien personen, 25.000 euro per periode van tien jaar.

§ 3. Het totaalbedrag van de toelagen toegekend voor een gastenkamer wordt beperkt tot 2.000 euro per periode van tien jaar. Voor de gastenkamers op de hoeve wordt dat bedrag op 3.000 euro gebracht per periode van tien jaar.

§ 4. De in de §§ 1 tot 3 bedoelde maximumbedragen zijn van toepassing zelfs bij verandering van eigenaar of van houder van de vergunning. »

**Art. 97.** In artikel 393 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

b) in het eerste lid wordt een punt 1°/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« 1°/1 de ruwbouw, de afwerking en de renovatie van onroerende goederen, meer bepaald de grondwerken, het metselwerk, het schrijnwerk, de beglazing, de betegeling, de wand- en vloerbekleding, het pleisterwerk, het verfwerk, de dakbedekking; »;

b) in het eerste lid, in de punten 7°, 8°, 11°, 12°, 14°, 16° tot 19°, worden de woorden “het toeristisch(e) kampeerterrein” telkens vervangen door de woorden “de toeristische camping”;

c) in het eerste lid, punt 27°, worden de woorden “en de kosten voor de animatie tijdens de schoolvakantieperiodes, en die verenigbaar zijn met de rust van de kampeers” opgeheven;

a) in het eerste lid, 32°, worden de woorden “Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium” vervangen door de woorden “Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling”;

e) het tweede lid wordt opgeheven;

f) in het derde lid, worden de woorden “zijn prioritaire investeringen in de zin van artikel 395.D, § 3,” vervangen door de woorden “komen in aanmerking voor een subsidie”;

g) in het derde lid, streepjes 3 tot 7, vervalt het woord "(auto's -caravans)";

h) het derde lid wordt aangevuld met een laatste streepje, luidend als volgt :

« - de ruimte is voorzien van installaties voor de verzameling en de selectieve afvalsortering. »

**Art. 98.** Hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een artikel 397/1 luidend als volgt :

« Art. 397/1. Het totaalbedrag van de toelagen toegekend voor een camping op de hoeve wordt beperkt tot de volgende maximumbedragen :

1° wanneer het om een ruimte voor de ontvangst op de hoeve gaat :

a) in geval van oorspronkelijke investering gebonden aan de oprichting : 5.000 euro over een periode van drie jaar;

b) in geval van investering gebonden aan de renovatie en het onderhoud : 3.000 euro over een periode van drie jaar;

2° wanneer de camping op de hoeve uit zeven tot vijftien eenheden bestaat :

a) in geval van oorspronkelijke investering gebonden aan de oprichting : 10.000 euro over een periode van drie jaar;

b) in geval van investering gebonden aan de renovatie en het onderhoud : 5.000 euro over een periode van drie jaar;

3° wanneer de camping op de hoeve uit meer dan vijftien eenheden bestaat :

a) in geval van oorspronkelijke investering gebonden aan de oprichting : 15.000 euro over een periode van drie jaar;

b) in geval van investering gebonden aan de renovatie en het onderhoud : 7.500 euro over een periode van drie jaar.

Die maximumbedragen zijn van toepassing zelfs bij verandering van eigenaar of van houder van de vergunning. »

**Art. 99.** Hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een artikel 399/1 luidend als volgt :

« Art. 399/1. Een subsidie zoals bedoeld in artikel 398.D kan worden verleend voor :

1° de werkzaamheden betreffende de aanleg en de uitrusting van de installaties voor de behandeling, de zuivering en de lozing van het afvalwater met inbegrip van de algemene riolering en de ontsmettingssystemen;

2° de aanleg van speel- en sportterreinen alsmede de onafzetbare uitrustingen die deel uitmaken van die aanleg voor zover hun toegang vrij en gratis is voor de gasten;

3° de installaties voor de verzameling en de selectieve afvalsortering met inbegrip van de containers;

4° de inrichting van parken, tuinen en bloemperken op basis van plaatselijke soorten;

5° de werken voor de overeenstemming met de specifieke of basisnormen inzake brandveiligheid;

6° de verkeersbebakening van het vakantieoord die voldoet aan de criteria van de gemeentelijke, provinciale, gewestelijke en federale reglementering alsmede de interne bebakening van het vakantieoord;

7° de inrichting van een onthaalokaal, met inbegrip van zijn balie, het computer- en informatiemateriaal en de software alsmede een ruimte met verbinding zonder draad met internetnetwerk;

8° de installatie van een systeem voor de opvang en het gebruik van regenwater;

9° de aankoop en de installatie van het materiaal voor de productie van hernieuwbare energieën dat uitsluitend voor het vakantieoord bestemd is, alsmede de vervanging van uitrustingen van het vakantieoord, waardoor het energieverbruik van de betrokken structuur verminderd kan worden;

10° de specifieke inrichtingen met het oog op de overeenstemming met alle bepalingen van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling of genomen krachtens laatstgenoemde; deze bepalingen betreffen de specifieke inrichtingen voor de opvang van personen met een verminderde beweeglijkheid;

11° de aankoop van hardware, gereedschappen en software gebonden aan het beheer van het vakantieoord alsook elke opleiding van het personeel voor het gebruik van die gereedschappen;

12° de infrastructuur voor de animatie;

13° de ruwbouw, de afwerking en de renovatie van onroerende goederen, meer bepaald de grondwerken, het metselwerk, het schrijnwerk, de beglazing, de betegeling, de wand- en vloerbekleding, het pleisterwerk, het verfwerk, de dakbedekking, het verstevigen en het verhogen van de oevers van een watervlak;

14° de werken betreffende de bijzondere technieken, namelijk de verwarming, de technieken voor isolatie en luchtzuivering;

15° de uitrustingen betreffende het telecommunicatienet, de veiligheid, met inbegrip van telebewaking;

16° de informatische uitrustingen voor klanten gelegen in gemeenschappelijke gebieden;

17° de aanleg en het verkrijgen van een washok, met inbegrip van de wasmachines en droogkasten. »

**Art. 100.** Hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een artikel 401/1, luidend als volgt :

« Art. 401/1. Een subsidie zoals bedoeld in artikel 401.D kan worden verleend voor :

1° het in overeenstemming brengen van de verblijfseenheid met de specifieke of basisnormen inzake brandveiligheid;

2° de inrichtingen bestemd om het globale energieverbruik van de verblijfseenheid te verminderen;

3° de ruwbouw, de afwerking en de renovatie van onroerende goederen, meer bepaald de grondwerken, het metselwerk, het schrijnwerk, de beglazing, de betegeling, de wand- en vloerbekleding, het pleisterwerk, het verfwerk, de dakbedekking;

4° de werken betreffende de bijzondere technieken, namelijk de verwarming, de technieken voor isolatie en luchtzuivering;

5° de aankopen van bed en toebehoren, namelijk bed, onderbed, en matras. »

**Art. 101.** Hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een artikel 402/2, luidend als volgt :

« Art. 402/2. De vergunninghouder of de exploitant dient zijn aanvraag voor de erkenning van het ongewoon karakter van het toeristische logies per gecertificeerde zending bij het Commissariaat-generaal voor Toerisme in door middel van het door laatstgenoemde afgegeven formulier.

Het Commissariaat-generaal voor Toerisme maakt de aanvraag, voor een met redenen omkleed advies over de al dan niet erkenning van het ongewoon karakter van het logies, aan de Raad voor Toerisme over. In zijn advies identificeert hij de categorie toeristisch logies waarmee het logies wordt gelijkgesteld.

Het Commissariaat-generaal voor Toerisme ontvangt het advies binnen 45 dagen na ontvangst van de aanvraag. Indien het advies binnen de vastgestelde termijn niet wordt meegedeeld, wordt daaraan voorbijgegaan.

Het Commissariaat-generaal voor Toerisme maakt een voorstel tot beslissing over het ongewoon karakter van het logies aan de Minister over.



De Minister spreekt zich uit binnen een termijn van dertig dagen na ontvangst van het dossier. Hij maakt zijn beslissing aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme over dat kennis daarvan geeft aan de aanvrager. Er wordt een afschrift overgemaakt aan het bevoegde technisch comité.

De begunstigde dient te bestemming van het goed gedurende tien jaar ingaand te rekenen van 1 januari volgend op het laatste jaar waarvoor de subsidie is uitbetaald, in stand te houden.

De erkenning van het ongewoon karakter heeft een geldigheidsduur van tien jaar ingaand te rekenen van de datum waarop de erkenningsbeslissing door de Minister is ondertekend. »

**Art. 102.** Artikel 404 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 404. De Minister bepaalt de prioritare investeringen bedoeld in de artikelen 379.D, tweede lid, 395.D, § 1, tweede lid, 4<sup>o</sup>, 400.D, § 1, tweede lid, 3<sup>o</sup>.

De investeringen bedoeld in artikel 378, eerste lid, 2<sup>o</sup>, k) worden als prioritair in de zin van artikel 379.D, tweede lid, beschouwd.

De investeringen bedoeld in artikel 393, eerste lid, 32<sup>o</sup>, worden als prioritair in de zin van artikel 395.D, § 1, tweede lid, 4<sup>o</sup>, beschouwd.

De investeringen bedoeld in artikel 399/1, eerste lid, 10<sup>o</sup>, worden als prioritair in de zin van artikel 400.D, tweede lid, 3<sup>o</sup>, beschouwd. »

**Art. 103.** Artikel 408 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 408. De aanvraag voor de toekenning van een subsidie zoals bedoeld in de artikelen 376.D, 382.D, 388.D, 391.D, 398.D, en 401.D wordt door middel van het formulier afgeleverd door het Commissariaat-generaal voor Toerisme, dat uitdrukkelijk de bepaling van artikel 405.D, derde lid, citeert, ingediend.

Samen met de subsidieaanvraag worden alle nuttige documenten en gegevens ingediend, en minstens :

1<sup>o</sup> een afschrift van de vereiste bestuurlijke vergunningen die een definitief karakter bezitten;

2<sup>o</sup> een geraamd ontwerp, bestekken of facturen waarop de eenheidsprijzen en de hoeveelheden in detail vermeld worden;

3<sup>o</sup> een aangifte met vermelding van de verkregen, aangevraagde of verwachte subsidies van andere openbare overheden, met inbegrip van de verkregen tegemoetkomingen van elke overheid of openbare instelling tijdens de drie jaar die aan de aanvraag zijn voorafgegaan en waarop Verordening (EG) nr. 1407/2013 van de Commissie van 18 december 2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun van toepassing is;

4<sup>o</sup> in voorkomend geval, vergunningen voor de plaatsing van verkeerssignalisatie;

5<sup>o</sup> in voorkomend geval, een stuk uitgaand van de eigenaar van het toeristische logies waaruit blijkt dat hij instemt met de uitvoering van de werken;

6<sup>o</sup> een eigendomsattest afgeleverd door het territoriaal bevoegde registratiekantoor;

7<sup>o</sup> in voorkomend geval, de verbintenis bedoeld in artikel 405.D, eerste lid, 1<sup>o</sup>;

8<sup>o</sup> in voorkomend geval, het formulier voor de erkenning van het ongewoon karakter van het toeristisch logies zoals bepaald in artikel 402/2 of van de beslissing van de Minister tot erkenning van het ongewoon karakter van het logies.

Het Commissariaat-generaal voor Toerisme kan de aanvrager vrijstellen van het verstrekken van de in het tweede lid bedoelde documenten voor zover ofwel hij over één of meerdere stukken of inlichtingen bedoeld in het tweede lid beschikt, ofwel hij daarover kan beschikken via een databank van authentieke gegevens of via een samenwerking met de bevoegde overheden. »

**Art. 104.** Hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een artikel 409, luidend als volgt :

« Art. 409. § 1. Het Commissariaat-generaal voor Toerisme bepaalt, indien het een subsidieaanvraag voor een hotelbedrijf, een toeristische camping, een camping op de hoeve of een vakantieoord krijgt, het bedrag van de subsidies die toegekend worden voor dit toeristische logies tijdens het jaar van de aanvraag en de twee voorafgaande begrotingsjaren.

Het Commissariaat-generaal voor Toerisme bepaalt, indien het gaat om een subsidieaanvraag voor een streekgebonden toeristisch logies, het bedrag van de subsidies die toegekend worden voor dit toeristische logies tijdens het jaar van de aanvraag en de negen voorafgaande begrotingsjaren.

Het Commissariaat-generaal voor Toerisme bepaalt, indien het gaat om een subsidieaanvraag voor een gemeubileerde vakantiewoning of een verblijfseenheid, het bedrag van de subsidies die toegekend worden voor dit toeristische logies tijdens het jaar van de aanvraag en de negen voorafgaande begrotingsjaren.

§ 2. De subsidie bedoeld in artikel 376.D overschrijdt het bedrag gelijk met het verschil tussen het maximumbedrag bedoeld in artikel 381.D en het bedrag bepaald overeenkomstig § 1, eerste lid, niet.

De subsidie bedoeld in artikel 391.D overschrijdt het maximumbedrag bedoeld in artikel 397.D en het bedrag bepaald overeenkomstig het eerste lid van paragraaf 1 niet.

De subsidie bedoeld in artikel 382.D, eerste lid, overschrijdt het maximumbedrag bedoeld in artikel 387.D en het bedrag bepaald respectievelijk overeenkomstig het tweede lid van paragraaf 1 niet.

De subsidie bedoeld in artikel 398.D overschrijdt het bedrag gelijk met het verschil tussen het maximumbedrag bedoeld in artikel 400.D, § 3, en het bedrag bepaald overeenkomstig § 1, eerste lid, niet.

De subsidie bedoeld in artikel 401.D overschrijdt het maximumbedrag bedoeld in artikel 402.D, tweede lid, en het bedrag bepaald overeenkomstig het derde lid van paragraaf 1 niet.

De subsidie bedoeld in artikel 382.D., tweede lid, overschrijdt het maximumbedrag bedoeld in artikel 387.D en het bedrag bepaald respectievelijk overeenkomstig het tweede lid van paragraaf 1 niet.

De subsidie bedoeld in artikel 388.D overschrijdt het maximumbedrag bedoeld in artikel 390.D en het bedrag bepaald overeenkomstig het derde lid van paragraaf 1 niet.

Het Commissariaat-generaal voor Toerisme waakt er bovendien over dat Verordening nr. 1407/2013 van 18 december 2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun nageleefd wordt.

Indien het bedrag van een subsidie voor een hotelbedrijf, een toeristische camping, een camping op de hoeve of een vakantieoord het maximumbedrag bedoeld respectievelijk in de artikelen 381/1, 397.D, 397/1 en 400.D bereikt, kan er enkel op grond van een nieuwe aanvraag die ten vroegste twee jaar na de vastlegging van de voorgaande subsidie wordt ingediend, een nieuwe subsidie worden verleend.

Indien het bedrag van een subsidie die toegekend wordt voor streekgebonden toeristisch logies op grond van artikel 382.D, eerste lid, of op grond van artikel 382.D, tweede lid, het maximumbedrag bepaald respectievelijk in artikel 387/1 bereikt, kan er enkel op grond van een nieuwe aanvraag die ten vroegste negen jaar na de vastlegging van de voorgaande subsidie een nieuwe subsidie worden verleend.

Indien het bedrag van een subsidie voor een gemeubileerde vakantiewoning of een verblijfseenheid het maximumbedrag bepaald in artikel 390.D of 402.D bereikt, kan er enkel op grond van een nieuwe aanvraag die ten vroegste negen jaar na de vastlegging van de voorgaande subsidie wordt ingediend, een nieuwe subsidie worden verleend.

§ 3. Het Commissariaat-generaal voor Toerisme licht de subsidierechtigde in over het minimis-karakter van die tegemoetkoming overeenkomstig artikel 6 van Verordening (EG) nr. 1407/2013 van de Commissie van 18 december 2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimisteun. »

**Art. 105.** Hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een artikel 414/1, luidend als volgt :

« Art. 414/1. De Minister kan in de gevallen van overmacht de niet-terugbetaling van een subsidie toelaten. »

**Art. 106.** In artikel 463 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste lid, 2°, worden de verwijzingen "artikel 1.D, 11°, 15°, 16°, 19°, 26°, 29°, 33°, 34°, 41°" vervangen door de verwijzingen "artikel 1.D, 11°, 12°, 23°, 29°, 35°, 47°, 50° en 53°".

2° in § 2, eerste lid, 2e streepje, worden de woorden "3 euro" vervangen door de woorden "3,5 euro".

**Art. 107.** De artikelen 508, 509, 515 en 517 van hetzelfde Wetboek worden opgeheven.

#### HOOFDSTUK IV. — *Wijzigingen van Boek V- Subsidies voor de bevordering van het toerisme*

**Art. 108.** Artikel 606 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 606. De volgende aanvragers kunnen toelagen verkrijgen :

1° de provinciale federaties voor toerisme,

2° de Huizen voor toerisme;

3° de VVV's opgericht in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk;

4° de diensten voor toerisme. »

**Art. 109.** In artikel 608, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "bij aangetekende brief" vervangen door de woorden "per gecertificeerde zending".

**Art. 110.** In artikel 609 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 3, tweede lid, worden de woorden "bij de Minister van Toerisme" vervangen door de woorden "bij het Commissariaat-generaal van Toerisme";

2° het artikel wordt aangevuld met een § 5 luidend als volgt :

« § 5. De belasting over de toegevoegde waarde maakt het voorwerp uit van een subsidie voor zover ze door de aanvrager niet teruggevorderd wordt. »

**Art. 111.** Hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een artikel 618/1, luidend als volgt :

"Art. 61/1. De artikelen 583.D tot 604.D treden in werking op 1 januari 2017."

#### HOOFDSTUK V. — *Wijzigingen in Boek VI - Toeristische gidsen*

**Art. 112.** In hetzelfde Wetboek worden de artikelen 623 en 624 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 623. § 1. De persoon die de functie van toeristische gids of toeristische gids-stagiair uitoefent, beschikt over een badge en een accreditatiekaart waarvan de modellen en de geldigheidsduur door de Minister worden bepaald.

Het Commissariaat-generaal voor Toerisme geeft de bewijsstukken aan de erkende toeristische gidsen en toeristische gidsen-stagiairs af.

§ 2. Er worden één enkele badge en één enkele kaart per toeristische gids of per toeristische gids-stagiair afgeleverd. Geen van beide documenten wordt opnieuw afgeleverd behalve bij verlies of diefstal.

Tijdens de uitoefening van zijn activiteiten die in aanmerking komen voor een erkenning, draagt de toeristische gids of de toeristische gids-stagiair de badge op zichtbare wijze. Hij legt zijn accreditatiekaart op verzoek voor.

Art. 624. De badge en de kaart worden aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme teruggeven binnen dertig dagen na afloop van hun geldigheid, na ontvangst van de kennisgeving van de beslissing tot intrekking van de erkenning of, in geval van beroep tegen de beslissing tot intrekking, van de bevestiging ervan door de Minister.

Indien men vrijwillig van het gebruik van de hoedanigheid van toeristische gids of toeristische gids-stagiair afziet, wordt daar per gecertificeerde zending kennis van gegeven aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme De badge en de kaart worden erbij gevoegd. »

**Art. 113.** In hetzelfde Wetboek worden de artikelen 627 en 628 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 627. Overeenkomstig artikel 626.D, § 1, eerste lid, 1°, kan de Minister voorwaarden van diploma's bepalen die naar gelang van de door haar vastgelegde subcategorieën van toeristische gidsen veranderen.

Voor elke subcategorie van toeristische gids die hij bepaalt, kan de Minister om het advies van elke instantie gespecialiseerd in een bepaalde bevoegdheid verzoeken.

Art. 628. De Minister bepaalt de in artikel 626.D, § 2, eerste lid, 2°, bedoelde gegevens. »

**Art. 114.** Hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een artikel 631, luidend als volgt :

« Art. 631. § 1. Overeenkomstig artikel 626.D, § 3, toont de kandidaat toeristische gids minstens vijf prestaties per jaar aan tijdens de drie jaar vóór het jaar van de aanvraag in de categorie waarvoor hij de erkenning aanvraagt en voor elke van de talen waarvoor hij zijn erkenning aanvraagt.

In afwijking van het eerste lid beoordeelt het technisch Comité van de toeristische gidsen, voor elke andere taal dan het Frans, Nederlands, Engels of Duits, het voldoende karakter van het aantal prestaties uitgevoerd in één van die talen.

In geval van overmacht kan het vereiste aantal prestaties op gemotiveerd advies van het technisch comité van de toeristische gidsen beoordeeld worden over een periode hoger dan de drie jaar vóór het jaar van de aanvraag.

§ 2. De Minister bepaalt de minimale inhoud van de attesten waarvan het model door het Commissariaat-generaal voor Toerisme wordt vastgelegd.

Hij kan ook het aantal prestaties die per subcategorieën van toeristische gidsen gerechtvaardigd moeten worden, aanpassen. »

**Art. 115.** Hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een artikel 634, luidend als volgt :

« Art. 634. § 1. Overeenkomstig artikel 633.D toont de kandidaat toeristische gids-stagiair een ervaring van minstens vijf prestaties aan die over een periode van één jaar als gids uitgevoerd zijn.

Voor de kandidaten die wensen als plaatselijke of thematische gids erkend te worden, worden de minimale jaarlijkse vijf prestaties tot drie verminderd.

§ 2. Na afloop van de geldigheidstermijn van de toeristische gids-stagiair kan een gemotiveerde verlengingsaanvraag gericht worden aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme overeenkomstig de in artikel 637 bedoelde procedure. »

**Art. 116.** In hetzelfde Wetboek worden de artikelen 637 en 638 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 637. § 1. De aanvraag voor een erkenning als toeristische gids of toeristische gids-stagiair wordt in één exemplaar per gecertificeerde zending ingediend bij het Commissariaat-generaal voor Toerisme aan de hand van het door laatstgenoemde verstrekte formulier.

§ 2. Binnen tien werkdagen na ontvangst van de aanvraag richt het Commissariaat-generaal voor Toerisme een bericht van ontvangst aan de aanvrager, waarin gemeld wordt dat het dossier volledig is.

Indien dat niet het geval is, richt het binnen dezelfde termijn een gecertificeerde zending aan de aanvrager waarbij laatstgenoemde verzocht wordt om de ontbrekende inlichtingen mede te delen en informeert het hem over de tijd waarover hij beschikt om bedoelde inlichtingen over te maken en over de gevolgen indien deze termijn niet nageleefd wordt. Binnen de tien werkdagen na ontvangst van de ontbrekende stukken richt het Commissariaat-generaal voor Toerisme per gecertificeerde zending een bericht van ontvangst aan de aanvrager waarbij gemeld wordt dat het dossier volledig is.

§ 3. Indien de kandidaat voor de erkenning de attesten niet kan verstrekken voor de prestaties die hij als gids werkelijk heeft uitgevoerd, kan hij een afwijking aanvragen en de redenen daarvan uitleggen.

In dit geval wordt zijn dossier voorgelegd aan het technisch comité van de toeristische gidsen dat de kandidaat binnen een termijn van twee maanden na ontvangst van zijn kandidatuur door het Commissariaat-generaal voor Toerisme kan verzoeken om zijn praktische capaciteiten betreffende de als gids uitgevoerde prestaties, waarvoor hij de erkenning aanvraagt, aan te tonen.

Indien dit verzoek niet binnen de in het tweede lid bedoelde termijn aan de kandidaat wordt gezonden, wordt zijn uitleg geacht goedgekeurd te zijn door het technisch comité van de toeristische gidsen.

§ 4. Binnen twee maanden na ontvangst van het volledige dossier of binnen de maand na de uitvoering van de in § 3, tweede lid, bedoelde prestatie brengt het technisch comité van de toeristische gidsen advies over de erkenningsaanvraag uit.

Na afloop van die termijn wordt het advies van het technisch comité van de toeristische gidsen gunstig geacht.

Binnen drie maanden na ontvangst van het volledige dossier of binnen drie maanden na de in § 3, tweede lid, bedoelde prestatie, beslist het Commissariaat-generaal voor Toerisme over de erkenningsaanvraag en geeft het per gecertificeerde zending kennis van zijn beslissing aan de aanvrager.

De in § 4, derde lid, bedoelde termijn kan slechts eenmalig worden verlengd voor maximum één maand. De verlenging en de duur ervan worden behoorlijk met redenen omkleed. Van de verlenging wordt aan de aanvrager kennis gegeven per gecertificeerde zending. Als de beslissing van het Commissariaat-generaal voor Toerisme niet aan de aanvrager meegedeeld wordt binnen de in § 4, derde lid, bedoelde termijn of, in voorkomend geval, binnen de bijkomende termijn na verlenging, staat het stilzwijgen van het Commissariaat-generaal voor Toerisme gelijk met een beslissing tot aanvaarding.

§ 5. De Minister kan de modaliteiten betreffende de erkenningsaanvraag nader bepalen. Hij legt de documenten vast die bij de erkenningsaanvraag gevoegd moeten worden.

**Art. 638. § 1.** Het Commissariaat-generaal voor Toerisme brengt automatisch een beslissing tot verlenging van de erkenning als toeristische gids uit wanneer laatstgenoemde een werkelijke ervaring aantoonde ten opzichte van de gegevens waarover het "Observatoire wallon du Tourisme" (Waal Waarnemingscentrum voor Toerisme) beschikt.

Om de ervaring als werkelijk te laten gelden, toont de kandidaat toeristische gids minstens vijf prestaties per jaar aan tijdens de drie jaar vóór het jaar van de verlenging in de categorie waarvoor hij de erkenning aanvraagt en voor elke van de talen waarvoor hij zijn erkenning aanvraagt.

De Minister kan het aantal prestaties die per subcategorieën van toeristische gidsen aangetoond moeten worden, aanpassen.

§ 2. Bij gebrek aan voldoende prestaties informeert het Commissariaat-generaal voor Toerisme er de toeristische gids over die een afwijking kan aanvragen en de redenen daarvan uitleggen.

In dit geval wordt zijn dossier voorgelegd aan het technisch comité in overeenstemming met de in artikel 637, §§ 3 en 4 bedoelde procedure.

De toeristische gids kan de opvolging van de ondoorlopende opleidingen laten gelden om zijn ervaring te bewijzen. In dit geval beoordeelt het technisch comité of de opleiding voldoende is om de bevoegdheden en kennis van de toeristische gids te bewijzen. »

**Art. 117.** Hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een artikel 641, luidend als volgt :

« Art. 641. Elke aanvraag voor de verlenging van de duur van het statuut van toeristische gids-stagiair wordt per gecertificeerde zending aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme gericht uiterlijk binnen twee maanden voor het verstrijken van de vergunning.

Ze gaat vergezeld van een afschrift van de badge en van een gedetailleerd overzicht van de redenen van die verlengingsaanvraag.

Het Commissariaat-generaal voor Toerisme antwoordt op de verlengingsaanvraag binnen een termijn van zes weken. Na afloop van die termijn wordt het statuut van toeristische gids-stagiair voor een duur van zes maanden automatisch verlengd. »

**Art. 118.** Hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een artikel 643, luidend als volgt :

« Art. 643. Overeenkomstig artikel 642.D kan het Commissariaat-generaal voor Toerisme om het uittreksel van het strafregister van de toeristische gids per gecertificeerde zending verzoeken. Laatstgenoemde beschikt over een termijn van twee maanden te rekenen van de datum van zending van het schrijven om het vereiste document over te maken. »

**Art. 119.** Hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een artikel 638, luidend als volgt :

« Art. 645. Overeenkomstig artikel 644.D keurt de Minister de Deontologische code van de toeristische gidsen goed. »

**Art. 120.** Hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een artikel 648, luidend als volgt :

« Art. 648. § 1. De erkenning als toeristische gids of als toeristische gids-stagiair kan voor een duur gaande van één week tot twee jaar geschorst worden.

§ 2. Binnen een termijn van drie maanden na ontvangst van de klacht of van de vaststelling van de niet-naleving van één van de erkenningsvoorwaarden nodigt het Commissariaat-generaal voor Toerisme de betrokkene voor een hoorzitting voor de Commissaris-generaal of diens vertegenwoordiger uit.

Minstens tien dagen voor de datum van die hoorzitting wordt de betrokkene ingelicht over de bezwaren die hem verweten worden en over de mogelijkheid waarover hij beschikt om zich te laten vertegenwoordigen of bijstaan door de persoon van zijn keuze.

§ 3. Binnen de termijn bedoeld in § 2 verzoekt het Commissariaat-generaal voor Toerisme het technisch comité van de toeristische gidsen om advies; bedoeld comité brengt advies uit zowel over de verweten feiten als over de te overwegen sanctie binnen een termijn van drie maanden na ontvangst van de aanvraag van het Commissariaat-generaal voor Toerisme.

Na afloop van die termijn wordt het advies van het technisch comité van de toeristische gidsen gunstig geacht.

§ 4. De beslissing van het Commissariaat-generaal voor Toerisme wordt per gecertificeerde zending aan de betrokkene meegedeeld binnen drie maanden na de hoorzitting van de betrokkene.

Ze wordt tegelijkertijd meegedeeld aan het technisch comité van de toeristische gidsen.

Behalve in geval van met bijzondere redenen omklede omstandigheden wordt de intrekking of de schorsing enkel vanaf de dertigste dag na ontvangst van de beslissing door de betrokkene effectief.

§ 5. Binnen de in § 4, derde lid, bedoelde termijn kan de betrokkene voor de Regering een beroep indienen tegen die beslissing. Dit beroep schorst de betwiste beslissing.

Wanneer de beslissing effectief wordt, wordt ze bij gebrek aan beroep meegedeeld aan alle gebruikers van de betrokken gids wier naam in zijn dossier wordt opgenomen. »

**Art. 121.** Hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een artikel 650, luidend als volgt :

« Art. 650. § 1. In geval van overtreding van artikel 620.D en van de bepalingen ter uitvoering van dat artikel loopt de overtreder een administratieve geldboete op waarvan het bedrag 5.000 euro niet mag overschrijden.

§ 2. De vastgestelde overtredingen van de in § 1 bedoelde bepalingen worden bij wijze van administratieve geldboete vervolgd.

De administratieve geldboete wordt opgelegd door het Commissariaat-generaal voor Toerisme na de overtreder in de mogelijkheid te hebben gesteld om zijn verweermiddelen voor te leggen.

§ 3. De beslissing van het Commissariaat-generaal voor Toerisme stelt het bedrag van de administratieve geldboete vast. Daarvan wordt kennis gegeven aan de overtreder per gecertificeerde zending, tegelijk met een uitnodiging om zich van de boete te kwijten binnen een termijn van dertig dagen na de kennisgeving van de beslissing.

De betaling van de boete beëindigt het optreden van het bestuur. De administratieve geldboete wordt betaald bij storting of overschrijving op de rekening van het Commissariaat-generaal voor Toerisme.

§ 4. De overtreder die de beslissing van het Commissariaat-generaal voor Toerisme betwist, dient op straffe van uitsluiting een beroep bij wijze van verzoekschrift bij de burgerlijke rechtbank in binnen een termijn van drie maanden te rekenen van de kennisgeving van de beslissing. Op straffe van onontvankelijkheid richt hij gelijktijdig een afschrift van dat beroep aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme. Het beroep, evenals de termijn om het beroep in te dienen, schorten de uitvoering van de beslissing op.

De bepaling van het eerste lid wordt vermeld in de beslissing waarbij de administratieve geldboete wordt opgelegd.

§ 5. Indien de overtreder in gebreke blijft om de boete te betalen, wordt de beslissing van de Commissaris-generaal voor Toerisme of de beslissing van de burgerlijke rechtbank die in kracht van gewijsde is getreden, aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme overgemaakt met het oog op de inning van het administratieve geldboete-bedrag.

§ 6. Indien een nieuwe overtreding wordt vastgesteld binnen de drie jaar te rekenen van de datum van het proces-verbaal, wordt het bedrag bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, verdubbeld.

De administratieve beslissing waarbij de administratieve geldboete wordt opgelegd, kan niet meer getroffen worden drie jaar na het feit dat een overtreding bedoeld bij artikel 620.D. uitmaakt.

De uitnodiging aan de overtreder om zijn verweermiddelen voor te leggen, bedoeld in paragraaf 2, eerste lid, die binnen de termijn bepaald in vorig lid wordt gedaan, stuit de verjaring. Die handeling leidt een nieuwe termijn met gelijke duur in, zelfs ten overstaan van personen die er niet bij betrokken zijn.

§ 7. Het Commissariaat-generaal voor Toerisme wijst de ambtenaar aan die met het opleggen van de administratieve boete belast wordt. »

#### HOOFDSTUK VI. — Slotbepalingen

**Art. 122.** Bijlage 28 met als opschrift "Indelingsnormen voor de toerismeverblijven (artikel 261 van het Waals Toerismewetboek)" wordt opgeheven.

**Art. 123.** Bijlage 13 bis met als opschrift "Model van het schild dat bestemd is voor de houder van een vergunning tot gebruik van de benamingen « maison d'hôtes et maison d'hôtes à la ferme" (gastenhuis en gastenhuis op de hoeve) » wordt opgeheven.

**Art. 124.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2017.

**Art. 125.** De Minister van Toerisme is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 9 februari 2017.

De Minister-President,  
P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,  
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN